



# Rapport économique 2023

## CUBA

30.06.2023

### Executive Summary

Cuba traverse sa plus sévère **récession** depuis la décennie 1990. L'économie est fragilisée par un système de **gouvernance** dysfonctionnel, récemment mis à terre par la **pandémie**, et par l'effondrement de son principal fournisseur, le **Venezuela**, qui combiné à l'**embargo** étasunien, compromet les réserves de **liquidités** et l'**approvisionnement énergétique** du pays.

Dans la tourmente, l'État peine à garantir un nombre croissant de **biens et services**. Mout **indicateurs macroéconomiques** inquiètent, alors (ou parce) que l'économie demeure ankylosée dans un **paradigme dirigiste** dont l'obsolescence semble incapable de réformer les **systèmes monétaire, bancaire et productif** de manière efficiente et durable.

Cuba a un accès réduit au **marché monétaire**, pour des raisons politico-structurelles. L'île est émettrice de **dette** à solidité financière spéculative. La **production nationale** est impulsée par le **secteur tertiaire**, avec le **tourisme** et l'exportation de **services de santé** humaine (en sus des **envois de fonds** la diaspora) comme bases du revenu national – certains lourdement impactés par la pandémie.

Une **stratégie socioéconomique** pour affronter la crise économique-sanitaire est en cours de mise en œuvre, avec le développement du **secteur non-étatique** et la **substitution des importations** comme objectifs-clé en vue de modérer la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur. Cette stratégie, trois ans après son adoption, n'a guère porté de fruits, par ses **carences** méthodologiques et de contenu.

Cuba est membre de l'**OMC** et de la **BCIE** mais ne participe ni aux institutions de Bretton Woods, ni à la BID, **institutions financières multilatérales** dominées par les USA. Si La Havane prend activement part à mout **organismes multilatéraux à vocation politique**, son activisme diplomatique cache mal un **isolement économique** des plus marqués en comparaison internationale.

La **normalisation cubano-étasunienne**, sous l'impulsion du **Président Obama**, qui usa de ses prérogatives pour assouplir l'embargo, s'avéra n'être qu'un feu de paille prestement éteint par l'**Administration Trump**, dont les politiques furent maintenues par l'**Administration Biden**. L'embargo se maintint donc en 2022-23 à un haut degré de **violence économique**.

Cuba signa en 2015 un **accord multilatéral** d'apurement de la **dette** bilatérale qui releva, à court terme, le capital de confiance du pays sur le marché du crédit. Cette restructuration fit pourtant long feu, compromise par de nouveaux **impayés** qui, en 2022-23, poussèrent les principaux créditeurs au sein du **Club de Paris** – dont la **Suisse** – à de nouvelles rondes de négociations et plusieurs ajournements. En 2023, différents créditeurs du Club de Paris discutèrent sur la possibilité d'émettre une **déclaration de défaut** envers Cuba, mesure qui, au final, ne fut pas adoptée.

L'économie cubaine est largement dépendante du **commerce extérieur**, contrôlé par des entreprises d'État et/ou l'armée. La **balance des biens** est structurellement déficitaire du fait d'une industrie d'exportation réduite à quelques produits-clé. La **balance des services**, excédentaire, compense le déficit de la balance des biens, mais dans une proportion insuffisante pour atténuer l'endettement.

Les principaux **partenaires commerciaux** bilatéraux de Cuba sont la **Chine**, le **Venezuela**, le **Canada**, les **Pays-Bas** et la **Russie**. L'**UE** est pour sa part le premier partenaire multilatéral. Les échanges commerciaux avec la **Suisse** furent stables en 2022-23, mais ils demeurent, avec à peine CHF 47 millions en clôture d'année 2022, statistiquement lilliputiens en proportion du montant global du commerce extérieur helvétique.

Les **investissements étrangers** directs, pour lesquels les statistiques officielles font défaut, peinent plus que jamais à décoller. Malgré un **cadre légal révisé**, les investissements à 100% de capital étranger restent exceptionnels, en lien avec la **stratégie dirigiste** du Gouvernement, centrée sur des projets « clé-en-main » exigeant, à hauts coûts, la rénovation/construction intégrale des sites de production.

Si un nombre modeste de **firmes suisses** produisent des biens et/ou des services sur l'île, la plupart peinent à opérer ou croître, eu égard aux **contraintes bancaires, logistiques et bureaucratiques**. Des **accords bilatéraux** – de commerce et de promotion des investissements – existent avec la Suisse, mais l'**insécurité juridique**, la **rigidité** et la **faible solvabilité** de Cuba sont des freins à l'investissement suisse.

## Table des matières

Liste des acronymes .....	4
1. Situation économique et développements de la politique économique .....	5
1.1 Généralités .....	5
1.2 Défis .....	6
1.3 Crédit.....	6
1.4 Solvabilité.....	6
1.5 Tourisme .....	6
1.6 Énergie .....	7
1.7 Réformes ? .....	7
1.8 Secteurs prioritaires et opportunités pour les entreprises suisses .....	7
2. Politique économique extérieure .....	8
3.1 Politique et priorités du pays hôte .....	8
3.1.1 Institutions financières internationales et régionales .....	8
3.1.2 Autres organismes régionaux .....	8
3.2.3 États-Unis d'Amérique (USA) .....	9
3.2.4 Union européenne (UE) .....	9
3.2.5 Club de Paris.....	10
3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif) .....	10
3.2.1 Principaux accords bilatéraux .....	10
3.2.2 Contraintes externes.....	11
3.2.3 Contraintes internes.....	11
3. Commerce extérieur .....	11
4.1 Evolution et perspectives générales .....	11
4.1.1 Cadre général .....	11
4.1.2 Commerce de marchandises.....	11
4.1.3 Commerce de services .....	11
4.2 Commerce bilatéral.....	12
4.2.1 Commerce de marchandises.....	12
4.2.2 Commerce de services .....	12
4. Investissements directs .....	12
5.1 Evolution et perspectives générales .....	12
5.2 Investissements bilatéraux .....	13
5. Promotion économique et touristique.....	13
6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse .....	13
6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse .....	14
6. Annexes.....	15
6.1. Annexe 1 – Structure de l'économie du pays hôte.....	15
6.2. Annexe 2 – Principales données économiques du pays hôte.....	16

6.3.	Annexe 3 – Partenaires commerciaux du pays hôte – Année 2021 .....	17
6.4.	Annexe 4 – Échanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte.....	19
6.5.	Annexe 5 – Principaux pays investisseurs dans le pays hôte.....	21

## Liste des acronymes

ADPC	Accord de dialogue politique et de coopération (Cuba-UE)
AEC	Association des États de la Caraïbe <sup>1</sup>
AFD	Administration fédérale des douanes (CH) <sup>2</sup>
ALADI	Association latino-américaine d'intégration <sup>3</sup>
ALBA	Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique <sup>4</sup>
ALENA	Accord de libre-échange nord-américain
ANPP	Assemblée nationale du pouvoir populaire (Cuba) <sup>5</sup>
BCC	Banque centrale de Cuba <sup>6</sup>
BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique <sup>7</sup>
BID	Banque interaméricaine de développement <sup>8</sup>
CAD	Corporation andine de développement <sup>9</sup>
CARICOM	Communauté des Caraïbes <sup>10</sup>
CELAC	Communauté d'États latino-américains et caraïbes <sup>11</sup>
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes <sup>12</sup>
CUC	Peso convertible (aboli le 01.07.2021)
CUP	Peso cubain (monnaie nationale officielle) <sup>13</sup>
DDC	Direction du développement et de la coopération (CH) <sup>14</sup>
DFF	Département fédéral des finances (CH) <sup>15</sup>
EIU	Economist Intelligence Unit <sup>16</sup>
EUR	Euro
FIHAV	Foire internationale de la Havane (Cuba) <sup>17</sup>
GAESA	Groupe d'administration entrepreneuriale S.A. (Cuba) <sup>18</sup>
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
GCC	Groupe des créanciers de Cuba (Club de Paris) <sup>19</sup>
MEP	Ministère de l'économie et de la planification (Cuba) <sup>20</sup>
MINCEX	Ministère du commerce extérieur et de l'investissement étranger (Cuba) <sup>21</sup>
MINSAP	Ministère de la santé publique (Cuba) <sup>22</sup>
MINREX	Ministère des affaires étrangères (Cuba) <sup>23</sup>
OEA	Organisation des États américains <sup>24</sup>
OMC	Organisation mondiale du commerce <sup>25</sup>
ONEI	Bureau national de statistique et d'information (Cuba) <sup>26</sup>
PCC	Parti communiste de Cuba <sup>27</sup>
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petite ou moyenne entreprise
SCC	Chambre de commerce et d'industrie Suisse-Cuba <sup>28</sup>
SECO	Secrétariat d'État à l'économie (CH) <sup>29</sup>
SELA	Système économique latino-américain et caribéen <sup>30</sup>
SERV	Assurance suisse contre les risques à l'exportation (CH) <sup>31</sup>
S-GE	Switzerland Global Enterprise (CH) <sup>32</sup>
UE	Union européenne <sup>33</sup>
USD	Dollar étasunien
ZEDM	Zone spéciale de développement Mariel (Cuba) <sup>34</sup>

## 1. Situation économique et développements de la politique économique

### 1.1 Généralités

**Cuba traverse depuis la pandémie sa plus sévère récession depuis la décennie 1990**, lorsque l'effondrement du bloc soviétique, puissance protectrice depuis 1959, plongea l'île dans des années noires baptisées – non sans pudeur – « période spéciale »<sup>35</sup>. Selon les données disponibles<sup>36</sup>, après une croissance modeste en 2013-18 puis quasi-nulle en 2019<sup>37</sup>, une forte contraction du PIB fut constatée en 2020<sup>38</sup>, sur fond d'augmentation de la pauvreté<sup>39</sup>. La croissance fut quasi-nulle en 2021 (0.1%)<sup>40</sup> et augmenta seulement de 2% en 2022<sup>41</sup>, en dépit d'estimations plus amènes (3-4%). La situation n'est guère plus gaie en 2023. Bien qu'aucun chiffre concernant le PIB n'ait été communiqué de manière officielle, le ministre de l'économie Alejandro Gil a reconnu que 2023 est, pour l'instant, les moins fortunées en termes d'indicateurs économiques<sup>42</sup>.

**La crise économique continue aujourd'hui de frapper l'île de plein fouet.** Elle provoque un colossal exode migratoire dont les conséquences se font déjà ressentir à court terme (e.g. manque de personnel formé, détérioration des services). Les effets à long terme se feront ressentir à l'horizon 2030, lorsque la population aujourd'hui active prendra sa retraite. La crise énergétique, qui ravage le pays depuis des années et déclencha en partie les manifestations du 11J, est aussi source de préoccupations. Sans solutions durables, une nouvelle vague de manifestations n'est pas à exclure, à terme.

**L'économie cubaine est attaquée sur deux fronts parallèles.** A l'interne, d'abord, par un système de gouvernance chroniquement dysfonctionnel, mis à genoux par la pandémie de Covid-19<sup>43</sup>. A l'externe, ensuite, par une configuration géopolitique défavorable ayant vu s'effondrer un allié idéologico-économique crucial – le Venezuela – alors que l'embargo étasunien regagna, sous l'Administration Trump (2017-20), une virulence qui se maintint sous l'Administration Biden, à quelques exceptions près, jusqu'à ce jour.

**L'État peine aujourd'hui à garantir un nombre croissant de biens et de services de base**, dans des délais et à des coûts raisonnables, à une population de moins en moins solvable qui regarde l'avenir avec inquiétude et émigre en masse. Même la santé et l'éducation – fleurons et sources de légitimation du pouvoir – virent leur éclat s'éroder dans le passé récent<sup>44</sup>, compromises par l'incapacité de l'économie à atteindre des niveaux de production et de productivité satisfaisant aux besoins de la société comme de l'État.

**Grand nombre d'indicateurs macroéconomiques inquiètent** : l'acuité de l'embargo étasunien, l'inflation<sup>45</sup>, l'équilibre monétaire<sup>46</sup>, le chômage<sup>47</sup>, le salaire moyen<sup>48</sup>, la balance budgétaire<sup>49</sup>, les investissements étrangers, les envois de fonds de la diaspora et les réserves de change<sup>50</sup> – pour ne citer que quelques fondamentaux. Et malgré l'annonce périodique de réformes « profondes », moult réflexes centralistes persistent, avec une bureaucratie kafkaïenne qui tue souvent dans l'œuf beaucoup d'idées valides.

**L'économie cubaine reste planifiée selon un paradigme dirigiste.** Ses conditions-cadre ont continué de se péjorer en 2022-23. Le marché intérieur ne dispose toujours pas d'un système cohérent de formation des prix. La multiplicité des taux de change<sup>51</sup> que permet la Banque centrale de Cuba (BCC) entre agents économiques – notamment les entreprises d'État, cruciales car le secteur public constitue l'essentiel de la production et de l'emploi<sup>52</sup> – fausse la concurrence et mine la productivité, décourageant l'investissement étranger.

**Une place de plus en plus importante est accordée au secteur non-étatique** par le biais de la possibilité légale de création d'entreprises privées. Ainsi, entre fin 2021 et mai 2023, plus de 8'300 petites et moyennes entreprises (PME) et coopératives ont vu le jour. Toutefois, ce secteur dépend encore du GdC, à qui il revient d'approuver les nouvelles structures. Ainsi, dans la crise actuelle, si le GdC appuie parfois le secteur publiquement, il l'utilise aussi, au besoin, comme bouc-émissaire, en l'accusant de contribuer à l'inflation.

**L'ANPP convoqua en mai 2023 une session extraordinaire pour débattre de la situation économique.** Alors que beaucoup s'attendaient à l'annonce d'un paquet de mesures, la session servit seulement de forum politique à Alejandro Gil – actuel Ministre de l'économie – qui cita, selon la pratique habituelle, l'embargo étasunien, mais aussi les PME, comme principaux responsables de la crise économique actuelle. Ainsi, aucune mesure concrète ne fut ni annoncée ni mise en place.

**Un procès fut initié contre Cuba et la BNC pour exiger le paiement d'une partie de sa dette extérieure.** Le plaignant, le fonds d'investissement CRF, principal créancier de la dette cubaine au Club de Londres, réclame USD 78 millions au titre de la dette souveraine. Le GdC tenta d'étouffer la procédure dans l'œuf, affirmant que CRF avait acquis la dette de illégalement<sup>53</sup>. Le montant n'est pourtant pas la question centrale : si le CRF devait gagner ce procès à Londres, il pourrait ouvrir la porte à de nouvelles poursuites pour des milliards de USD de prêts que le défunt Fidel Castro a déclarés en défaut en 1986.

## 1.2 Défis

**Le principal défi à court terme est la réforme monétaire, initiée en 2021<sup>54</sup>.** Elle émane des perturbations liées à la circulation de plusieurs monnaies à cours légal<sup>55</sup>, avec des taux de change multiples fixés par l'État – système à notre connaissance unique au monde représentant pour les personnes en difficulté un facteur additionnel de marginalisation dans une économie sous embargo où nombre croissant de produits de base (importés) ne sont plus accessibles (car indisponibles ou trop chers) en monnaie nationale<sup>56</sup>.

**Le principal défi à moyen terme est la réforme bancaire.** C'est la condition *sine qua non* d'une relance économique par stimulation du secteur dit « non-étatique »<sup>57</sup> via un accès facilité au crédit. Une telle réforme doit se combiner à l'importance de stimuler l'entrée de devises à l'heure où la BCC ne dispose plus des réserves nécessaires à la stabilité monétaire et commerciale<sup>58</sup>. Un autre défi à moyen terme est la récupération économique post-pandémie, le contrôle de l'inflation et la captation de devises afin d'aider le Trésor, dont les réserves sont dangereusement et structurellement maigres actuellement.

**Le principal défi à long terme est de réduire la dépendance externe par relance de la production interne<sup>59</sup>.** L'économie souffre d'un cercle vicieux où la production ne couvre pas la demande interne car les salaires d'État – essentiel de l'emploi – rendent cette demande insolvable<sup>60</sup> sauf à recourir aux envois de fonds de la diaspora, au prix d'inégalités typiques d'une économie duale. Le GdC tente de traiter cette carence en augmentant, par décret, les salaires *nominiaux*, mesure inopérante sans améliorer la productivité<sup>61</sup> (or celle-ci requiert – quoi qu'en disent les centralistes – la stimulation du secteur non-étatique<sup>62</sup>).

## 1.3 Crédit

**Cuba a un accès réduit au marché monétaire, pour des raisons politiques et structurelles.** Ne participant à aucune institution financière multilatérale, mise au ban du système financier global par l'embargo étasunien, l'île est privée de crédits institutionnels concessionnels ainsi que d'emprunts auprès des banques commerciales ou du public<sup>63</sup>. Dans ces conditions, Cuba continue d'accumuler des crédits bilatéraux qu'elle ne peut aisément honorer<sup>64</sup> et les finances publiques, opérant à flux tendus, limitent les stocks et les paiements anticipés, sans grande marge de manœuvre pour mitiger les chocs externes<sup>65</sup>.

## 1.4 Solvabilité

**Cuba est un émetteur de dette à solidité financière hautement spéculative.** Moody's, seule agence qualifiant la solvabilité cubaine, abaissa en 2014 la note de la dette publique à long terme de risque « élevé »<sup>66</sup> à risque « ultra-spéculatif »<sup>67</sup>, puis de risque « ultra-spéculatif » à risque « proche du défaut »<sup>68</sup> en 2021. L'agence estime<sup>69</sup> que l'embargo étasunien – exacerbé par l'Administration Trump et cumulé à la chute du tourisme, insuffisances structurelles, manque de transparence et risques politiques – continuera de décourager l'investissement étranger à court/moyen terme, compromettant la croissance économique, la balance de paiements et la position de crédit du pays.

## 1.5 Tourisme

**Le PIB cubain<sup>70</sup> est largement impulsé par le secteur tertiaire<sup>71</sup>.** De ce secteur, le tourisme, priorité politique de premier ordre, est le moteur central de croissance potentielle, incarnant l'image que le Gouvernement veut donner au monde : un pays pauvre qui, malgré les contraintes, externes comme internes, reste désirable et en croissance... sous le leadership (et le contrôle) du Parti Communiste de Cuba (PCC)<sup>72</sup> et l'armée.

**Le secteur du tourisme continua d'être très affecté par la crise économique post-pandémie en 2022-23,** véritable drame s'ajoutant aux bas niveaux d'exportation de services de santé humaine et d'envois de fonds<sup>73</sup>. Après une forte croissance des visiteurs en 2013-18<sup>74</sup>, le secteur s'essouffla en 2019 pour s'effondrer

en 2020-21 pendant la pandémie<sup>75</sup>. En 2022-23, le tourisme connut une recrudescence, sans toutefois atteindre les objectifs fixés<sup>76</sup>.

## 1.6 Énergie

**L’approvisionnement énergétique se caractérise par son imprévisibilité croissante dans le passé récent**, en raison du faible niveau d’investissement public dans les énergies renouvelables<sup>77</sup> et de la forte dépendance économique de Cuba envers le Venezuela, partenaire économique et allié idéologique<sup>78</sup> avec lequel plusieurs accords d’approvisionnement sont actuellement en vigueur<sup>79</sup>.

**La crise vénézuélienne est la source d’une chute progressive des importations de pétrole brut<sup>80</sup>**. Cette carence, en attendant d’être compensée par des sources alternatives<sup>81</sup>, génère des pénuries énergétiques récurrentes, parfois aigües<sup>82</sup>, qui impactent négativement la qualité de vie des ménages, l’investissement étranger, le fonctionnement de l’État et, plus globalement, l’ensemble des chaînes productives.

**La chute des importations de pétrole induit une crise de liquidité**, car une part de celles-ci (à prix bradés) se revend à l’international (à prix du marché) pour générer une plus-value en compensation de certains déséquilibres structurels. Sans cette manne bolivarienne, l’achat de produits de base, lorsqu’il est possible, grève l’équilibre budgétaire ; lorsqu’il est impossible, il génère des pénuries aiguës (e.g. alimentaires<sup>83</sup>).

**L’incendie du dépôt pétrolier de Matanzas en août 2022 a fortement affecté la sécurité énergétique**, déjà complexe. Quatre réserves de fuel de 50’000 m<sup>3</sup> ont été touchées. Les constantes coupures de courants – jusqu’à 20 heures par jour dans certaines provinces –, l’état des centrales thermoélectriques – victimes du manque de maintenance – et les difficultés d’approvisionnement en combustible illustrent la dégradation du système énergétique national. Le déficit de génération ralentit la récupération économique post-pandémie et s’avère néfaste pour beaucoup de secteurs comme l’industrie, le transport ou l’agroalimentaire.

## 1.7 Réformes ?

**Les réformes socioéconomiques<sup>84</sup> tardent à déployer des effets tangibles**. Initiées il y a plus d’une décennie par Raúl Castro, alors Premier secrétaire du PCC, ces réformes, qui visent officiellement à créer les conditions de relance de la croissance pour améliorer les conditions de vie, continuent de faire l’objet de moult atermoiements, notamment en lien avec la nécessaire redéfinition de leurs cadres juridico-légaux et à la tendance naturelle du PCC à conserver sur l’économie un contrôle politique contradictoire avec la croissance.

**Une série de lois-clé furent adoptées<sup>85</sup>, mais d’autres sont encore et toujours en devenir<sup>86</sup>** et les principales sources (légalles et programmatiques) à la base du programme de réformes<sup>87</sup> n’ont guère remis en question le caractère socialiste de l’État et de l’économie, notamment la propriété publique des moyens de production. Or c’est là le cœur battant de toute la problématique.

## 1.8 Secteurs prioritaires et opportunités pour les entreprises suisses

**Pour une population de 11.1 millions<sup>88</sup>, Cuba compte 4.6 millions de personnes employées** : 3.1 millions (66%) dans le secteur public et 1.6 millions (34%) dans le secteur non-étatique<sup>89</sup>. Le secteur étatique, qui a l’apanage des plus grandes entreprises au niveau national, représentait en 2021 l’essentiel du produit intérieur brut (90%)<sup>90</sup>. Le chemin de la privatisation sera donc encore fort long et tortueux.

**Le secteur primaire représentait en 2021<sup>91</sup> un part de 2.6% du PIB<sup>92</sup>**. Faut de répondre à la demande intérieure, le GdC recourt à de lourdes importations alimentaires<sup>93</sup>. Sur 6.4 millions d’hectares de terres arables dont disposait Cuba en 2021<sup>94</sup>, 44% étaient cultivées, 15% étaient en friche et 41% représentaient des terres agricoles non-cultivées<sup>95</sup> par la déliquescence de productions jadis centrales<sup>96</sup>.

**Le secteur secondaire représentait en 2021<sup>97</sup> une part de 19.3% du PIB<sup>98</sup>**. Alors qu’à l’époque soviétique, l’industrie fut florissante – sous la protection d’un marché fermé et des sources énergétiques à prix subventionnés qui permirent le développement d’entreprises de grande ampleur – aujourd’hui les carences financières et l’obsolescence technologique engendrent un manque aigu de compétitivité à l’international<sup>99</sup>.

**L’exploitation minière (0.5% du PIB) se limite à l’extraction de nickel<sup>100</sup> et de cobalt<sup>101</sup>** même si le nickel, pendant des années le principal produit d’exportation, perdit progressivement de l’importance par

l'évolution des cours mondiaux<sup>102</sup> et l'obsolescence des usines nationales. Dans le secteur secondaire, le PIB se partage entre construction (8.6%), manufacture (8.8%) et secteur électrique/hydraulique (1.4%)<sup>103</sup>.

**Les principales sources d'énergie primaire sont le pétrole et le gaz.** L'objectif gouvernemental à long terme est de porter la contribution des énergies renouvelables au bouquet énergétique national à 24% d'ici 2030, principalement en se basant sur la biomasse et l'énergie solaire photovoltaïque<sup>104</sup>. Ce domaine, très peu développé, représente donc un potentiel pour les entreprises travaillant dans ces technologies.

**Cuba a une certaine capacité à produire des logiciels informatiques et électroniques** pour différents secteurs, notamment en se spécialisant dans certains domaines d'activité tels que l'hôtellerie et la restauration. La production cubaine de logiciels est d'ailleurs assez positivement reconnue au niveau international et constitue dès lors un secteur d'intéressant potentiel d'exportation.

**L'industrie biotechnologique fut développée par Cuba dès les années 1990**, via des centres spécialisés et de coopérations avec d'autres pays. Son exportation représente l'une des principales sources de revenus du pays : les exportations de médicaments et de produits pharmaceutiques atteignent USD 268 millions en 2019<sup>105</sup>. Outre une production technologiquement avancée, l'île s'efforce, en vain, d'augmenter la production de médicaments de base afin de remplacer les importations et approvisionner le secteur médical<sup>106</sup>.

**Le secteur des services représentait en 2021<sup>107</sup> une part de 78% du PIB<sup>108</sup>.** Ce secteur, à croissance rapide, est dominé par l'exportation de services médicaux et le tourisme. Il se subdivise en parts variables du PIB : transports et communications (12%) ; restaurants, hôtels et commerces (22%) ; financement et services aux entreprises (7%) ; services médicaux et sociaux (36%) ; et droits d'importation (1%)<sup>109</sup>.

## 2. Politique économique extérieure

### 3.1 Politique et priorités du pays hôte

#### 3.1.1 Institutions financières internationales et régionales

**Cuba est membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)**, dont elle signa l'essentiel des accords depuis l'émergence de l'institution<sup>110</sup>, sans en avoir toutefois été un négociateur actif. Cette marginalité perdurera *a priori* à moyen terme, eu égard au régime commercial de l'économie cubaine, dont les caractéristiques sont peu compatibles avec les pratiques économiques courantes à échelle mondiale.

**Cuba est isolée des institutions de Bretton Woods<sup>111</sup> et de la Banque interaméricaine de développement (BID)<sup>112</sup>**, institutions financières multilatérales largement dominées par le poids politique et financier des USA dans le monde. Malgré diverses annonces contraires par le passé, le pays n'a pas encore rejoint la Corporation andine de développement (CAD)<sup>113</sup>.

**Cuba est membre extrarégional de la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE)<sup>114</sup>.** Bien que le pays n'y ait pas encore apporté de contribution financière, cette adhésion, relativement récente à l'échelle du système multilatéral (28.04.2017), est politiquement notable puisqu'elle sortit l'île d'un isolement quasi-total en matière de participation aux institutions financières multilatérales.

#### 3.1.2 Autres organismes régionaux

**Cuba est membre de plusieurs organismes régionaux** à champ d'action variables. Par ordre d'importance, nous citerons l'ALBA ; la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)<sup>115</sup> ; la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CELAC)<sup>116</sup> ; l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI)<sup>117</sup> ; l'Association des États de la Caraïbe (AEC)<sup>118</sup> et le Système économique latino-américain et caribéen (SELA)<sup>119</sup>. Cuba n'est pas membre de l'Organisation des États américains (OEA)<sup>120</sup>.

**Cuba entretient d'excellentes relations avec la Communauté des Caraïbes (CARICOM)<sup>121</sup>**, avec laquelle un accord de coopération commerciale et économique est en place<sup>122</sup> en vue de promouvoir l'expansion du commerce par différents moyens (e.g. libre-accès aux marchés, élimination des barrières non-tarifaires, harmonisation des mesures techniques, sanitaires et phytosanitaires, système de règles d'origine, etc.).



**Pour la première fois, Cuba assume la présidence du groupe G77<sup>123</sup>.** Élu en septembre 2022 lors de la 77<sup>ème</sup> session de l'Assemblée Générale des Nations Unies (AGNU), cette nomination pour 2023 est une victoire pour l'île car elle renforce l'image que Cuba soigne de « résistance à l'hégémonie impérialiste occidentale ». Quelques-unes des priorités fixées par La Havane pour son mandat sont, entre autres, la lutte contre le changement climatique<sup>124</sup>. Cuba s'engage également à promouvoir plus amplement la coopération Sud-Sud.

### 3.2.3 États-Unis d'Amérique (USA)

**Après 54 ans d'interruption<sup>125</sup>, la normalisation diplomatique cubano-étasunienne<sup>126</sup> survint en 2014-15,** sous le leadership conjoint des présidents Raúl Castro et Barack Obama. Initiée par un échange d'ex-espions prisonniers, elle se formalisa par le recouvrement du statut d'ambassade des sections d'intérêts étasuniens et cubains à La Havane et Washington respectivement<sup>127</sup>, événement qui mit fin au mandat helvétique de puissance protectrice<sup>128</sup>.

**Le Président Obama usa de toutes ses prérogatives pour assouplir l'embargo contre Cuba<sup>129</sup>** : le Département du Trésor et le Département du Commerce des USA ont ainsi publié, au cours de la deuxième moitié du mandat Obama (2013-16) plusieurs trains de mesures<sup>130</sup> en vue d'alléger une politique d'étranglement économique contre Cuba, vieille de plus d'un demi-siècle.

**Ces mesures n'eurent toutefois qu'un impact limité<sup>131</sup>** : sans levée de l'embargo – prérogative du Congrès – seules deux banques étasuniennes reçurent des licences d'opération et, globalement, aucune banque étrangère<sup>132</sup> ne réorienta sa politique, continuant d'appliquer (par réalisme ou légalisme) le droit étasunien – essentiellement par crainte de représailles extraterritoriales (aussi illégales fussent-elles) de Washington.

**L'élection en 2016 du Président Trump fit long feu de ces velléités d'ouverture.** Annoncée en 2017<sup>133</sup> et mise en œuvre depuis lors avec grand zèle, la politique trumpienne<sup>134</sup> fut dans les faits un resserrage aigu de l'étau politico-économique à l'encontre de Cuba, resserrage dont la virulence s'avéra sans précédent dans l'histoire récente des relations bilatérales, avec une très longue liste de sanctions<sup>135</sup>.

**Les sanctions étasuniennes visèrent essentiellement à réduire les flux de devises vers Cuba.** C'est ainsi que fut réactivé le Titre III de la Loi Helms-Burton<sup>136</sup>, que Cuba fut réinstaurée sur la liste noire des États soutenant le terrorisme<sup>137</sup>, et qu'une campagne de diffamation fut lancée contre La Havane sur la base d'allégations de pratiques de travail coercitives dans les missions médicales cubaines à l'étranger<sup>138</sup>.

**La politique cubaine continua d'être d'importance secondaire pour l'Administration Biden en 2022-23.** Aux prises avec des dossiers concurrents<sup>139</sup> sur arrière-fond de considérations électoralistes<sup>140</sup>, une réorientation significative et durable semble encore improbable<sup>141</sup>. La « patience stratégique » reste maître mot ; elle prolonge le bellicisme trumpien dans une indifférence quant aux effets de l'embargo qui, vue de La Havane, confine à la désespérance<sup>142</sup>.

**La reprise des envois de fonds vers Cuba depuis les USA représente un pas en avant** dans la relation entre les deux pays. La réouverture du service d'envois de fonds, source importante de revenus pour les familles cubaines, intervient deux ans après la suspension totale des opérations à Cuba<sup>143</sup>. L'annonce par les autorités cubaines, en avril 2023, du retour des dépôts en USD auprès des établissements bancaires cubains participe à cette ouverture, même si son objectif principal est la captation de devises.

**Sur fond de pression migratoire<sup>144</sup>, Washington annonça récemment vouloir alléger les sanctions<sup>145</sup>.** Il ne s'agit toutefois pas, pour l'instant, d'une réorientation stratégique fondamentale. Si la reprise du dialogue bilatéral et l'annonce de ces mesures positives<sup>146</sup> pourraient présager un réchauffement de plus long terme<sup>147</sup>, il n'existe actuellement à Washington aucun plan structuré pour un retour à la politique d'Obama tant que les autorités cubaines n'amélioreront pas visiblement la situation des droits humains sur l'île, notamment suite à la campagne de répression après les manifestations de juillet 2021 (11J).

### 3.2.4 Union européenne (UE)

**L'UE et Cuba renouèrent le 04.03.2015 des négociations pour une normalisation diplomatique,** dans le sillon d'un processus analogue entamé fin 2014 entre Cuba et les USA. Ce rapprochement mit fin à presque deux décennies d'une position commune<sup>148</sup> qui conditionnait les relations bilatérales à des avancées dans le domaine de la démocratie, du respect des droits humains et des libertés fondamentales.

**Un nouveau cadre juridique fut approuvé en 2017 par le Parlement européen** : l'Accord de dialogue politique et de coopération (ADPC)<sup>149</sup>, qui fixe les modalités d'un dialogue politique, de l'aide internationale et des relations commerciales. Sur cette base, la moitié des États membres établirent des consultations politiques annuelles et le programme de coopération reprit en 2011<sup>150</sup>. Les visites de haut vol se succédèrent et les entreprises européennes<sup>151</sup> prirent un clair avantage face aux hésitations étatsuniennes.

**L'ADPC est d'une importance cruciale pour Cuba** dans la mesure où (1) les États de l'UE sont, en valeur agrégée (bloc), le premier partenaire commercial de Cuba<sup>152</sup> ; (2) l'UE est le premier investisseur étranger à Cuba (principalement dans le tourisme, la construction, les industries légères et les agro-industries) ; et (3) les voyageurs de l'UE (hors pandémie) sont une part notable des arrivées sur l'île<sup>153</sup>.

**L'ADPC n'établit toutefois pas de zone de libre-échange entre parties signataires.** Son objectif essentiel est avant tout de créer une atmosphère plus prévisible, transparente et incitative pour les relations économiques bilatérales, en vue d'accroître l'appétit et la capacité des opérateurs économiques européens à développer les relations commerciales et à créer des emplois dans le pays.

**Le droit de l'Union européenne aspire à neutraliser les effets des législations étatsuniennes de sanction**<sup>154</sup>. L'extraterritorialité de la Loi Helms-Burton contre Cuba viole en effet plusieurs accords entre les USA et l'UE. Pour défendre son ordre juridique ainsi que ses intérêts à Cuba, l'UE dispose, outre le droit afférent au cadre de l'OMC, d'un règlement dit de blocage<sup>155</sup> dont les effets pratiques restent à ce jour mitigés<sup>156</sup>.

**La position de Cuba quant à l'invasion russe de l'Ukraine jeta un froid dans les relations bilatérales.** En refusant de voter pour les résolutions souhaitant sanctionner la Russie dans les arènes internationales, tout en s'abstenant très souvent de voter contre<sup>157</sup>, Cuba tente manifestement de ménager la chèvre et le chou, sans pour autant convaincre l'UE. Ainsi, lors de sa visite en mai 2023, Joseph Borrell – Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité – déclara qu'il espérait pouvoir compter sur Cuba pour promouvoir le respect de la souveraineté de l'Ukraine.

### 3.2.5 Club de Paris

**Cuba conclut en 2015 un accord multilatéral d'apurement pour sa dette bilatérale**<sup>158</sup> dont l'objectif premier fut de relever le capital de confiance du pays sur le marché international du crédit. Après une série d'accords ponctuels<sup>159</sup>, une restructuration fut convenue sur une période de 18 ans avec le Groupe des créanciers de Cuba (GCC)<sup>160</sup> au sein du Club de Paris<sup>161</sup>. Des accords bilatéraux suivirent, y-inclus avec la Suisse<sup>162</sup>.

**Le GCC fut convoqué début 2020 pour discuter des impayés de 2019**<sup>163</sup>. Cuba, tout en s'engageant initialement à régler cette même année ses arriérés 2019<sup>164</sup>, demanda ensuite<sup>165</sup>, sur arrière-fond de pandémie, un moratoire de trois ans (avec annulation d'intérêts) pour les échéances 2019-21<sup>166</sup>. Le GCC rejeta cette requête avec une contre-proposition permettant de ne pas déclarer Cuba insolvable en 2020<sup>167</sup>.

**De nouvelles négociations eurent lieu les 09-10.06.2021**<sup>168</sup>. Elles accouchèrent d'un nouvel amendement à l'accord multilatéral de 2015<sup>169</sup>, par lequel il fut convenu que les échéances du GCC pour 2020-22 (CHF 6.2 millions pour la Suisse) seraient reportées à 2024-2032 (avec intérêt moratoire de 1.5%<sup>170</sup>), et que les échéances des six créanciers que Cuba avait manquées en 2019 conserveraient leurs intérêts de retard<sup>171</sup>.

**Une autre ronde de négociations eut lieu le 14.06.2022**<sup>172</sup>. Les propositions du GdC furent d'annuler une partie du capital de la dette et de certains montants d'intérêts, de prolonger les délais de paiement ou encore de créer un fonds de contre-valeur. Le GCC décida toutefois de ne pas entrer en matière sur une renégociation lors de cette ronde.

## 3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)

### 3.2.1 Principaux accords bilatéraux

**Un accord bilatéral de promotion et protection des investissements existe depuis 1997**<sup>173</sup>. Il s'applique à tous les investissements bilatéraux effectués sur le territoire d'une partie contractante, avant ou après son entrée en vigueur, à l'exclusion des différends (actuellement aucun) antérieurs à l'accord. Il s'agit en l'espèce d'un instrument à contenu matériel standard<sup>174</sup>.

**Un accord bilatéral commercial, en place depuis 1954, ne fut pas renouvelé<sup>175</sup>.** Texte bref, il perdit largement de son utilité économique avec l'accèsion de la Suisse au GATT en 1966 (Cuba en fut membre dès 1948). La décision de son non-renouvellement, prise en 2023, fut donc naturelle et se fit sans porter atteinte aux relations entre les deux pays.

### 3.2.2 Contraintes externes

**La loi Helms-Burton induit un risque de discrimination pour les entreprises suisses** (exportateurs et/ou investisseurs). Contrecarrés par le Règlement de blocage de l'UE, les effets extraterritoriaux de cette loi de boycott, aussi contraire soit-elle au droit international, mettent en effet les entreprises helvétiques entre le marteau et l'enclume, dilemme souvent résolu par une exposition modeste, voire nulle, au marché cubain.

### 3.2.3 Contraintes internes

**Au regard du droit cubain, les entreprises suisses ont accès non-discriminant au marché interne.** Les conditions d'entrée restent toutefois ardues, eu égard notamment à l'embargo étasunien, aux contraintes juridico-administratives internes (e.g. interdiction de contractualisation directe de personnel) et aux limitations financières (e.g. vétusté bancaire, carence de devises, difficultés de rapatriement des bénéfices).

## 3. Commerce extérieur

### 4.1 Evolution et perspectives générales

#### 4.1.1 Cadre général

**L'économie cubaine est largement dépendante du commerce extérieur**, lui-même contrôlé par des entreprises d'État et/ou l'armée. L'importation de produits de base et matières premières (e.g. pétrole, biens d'équipement, aliments) compromet le développement économique car la dépendance vis-à-vis du secteur extérieur, par les importants déficits commerciaux qu'elle engendre<sup>176</sup>, freine sévèrement la croissance.

**Les principaux partenaires commerciaux bilatéraux de Cuba sont la Chine, le Venezuela et l'Espagne<sup>177</sup>.** L'UE est le premier partenaire multilatéral avec, par ordre d'importance, l'Espagne, les Pays-Bas, l'Italie, la France et l'Allemagne<sup>178</sup>. Le Venezuela, en crise socioéconomique profonde, était en pole position des bilatéraux depuis 2003, mais il vit ses échanges décliner<sup>179</sup> pour passer ainsi derrière la Chine<sup>180</sup>, dont le commerce bilatéral avec Cuba a également chuté dans le passé récent<sup>181</sup>.

**Le rapprochement actuel avec la Russie est une seconde russification<sup>182</sup>.** Moscou signe en effet, depuis quelques mois, des accords visant à renforcer sa présence économique et financière avec Cuba – l'un des rares pays prêts à marchander avec la Russie actuellement. Moutlt accords bilatéraux furent signés pour impulser des réformes du secteur privé à Cuba... selon le modèle russe. Ce rapprochement inquiète les observateurs internationaux, qui l'associent à une possible répétition des évènements des années 1960.

#### 4.1.2 Commerce de marchandises

**La balance des biens est déficitaire<sup>183</sup> du fait d'une industrie d'exportation réduite à quelques produits<sup>184</sup>.** Celle-ci dépend de la cyclothymie des cours des matières premières à l'échelle mondiale. Au cours de la dernière décennie, la valeur globale des exportations de marchandises ne cessa de chuter<sup>185</sup> alors que les importations de marchandises – financièrement plus significatives – connurent une réduction bien plus modeste en termes relatifs<sup>186</sup>, creusant d'autant le déficit commercial.

**Les revenus de l'exportation de pétrole ne sont pas ventilés par les autorités<sup>187</sup>,** quand bien même (ou parce que) ils sont une source notable (mais décroissante) de revenus. Cette entrée spécifique pâtit depuis des années d'une baisse des livraisons de brut vénézuélien en raison de la profonde crise que traverse le pays, phénomène péjoré par la chute des cours. Ainsi les ventes de pétrole « cubain » (i.e. pétrole donné, ou bradé, par Caracas) chutèrent à USD 228 millions en 2016, contre USD 734 millions seulement deux ans auparavant.

#### 4.1.3 Commerce de services

**La balance des services est excédentaire<sup>188</sup> et compense le déficit structurel de la balance des biens,** mais dans une proportion encore insuffisante pour éviter ou résorber le lourd endettement de l'État<sup>189</sup> – et ce malgré les efforts soutenus du GdC pour développer le secteur des services (notamment le tourisme<sup>190</sup>) via

des politiques si centralistes qu’elles peinent parfois à prendre la mesure de la demande mondiale réelle<sup>191</sup>.

## 4.2 Commerce bilatéral

### 4.2.1 Commerce de marchandises

**Les échanges commerciaux bilatéraux entre Cuba et la Suisse furent relativement stables en 2022-23**, mais ils restent, avec CHF 47 millions en clôture d’année 2022<sup>192</sup>, statistiquement lilliputiens lorsqu’on les contraste avec le montant global et colossal du commerce extérieur helvétique<sup>193</sup>.

**Cette stabilité cache toutefois des variations importantes entre importations et exportations**, si l’on analyse séparément les données relatives à l’entrée de produits cubains en suisse (en légère décroissance<sup>194</sup>) et celles relatives aux sorties de produits suisses à destination de Cuba (en légère décroissance aussi<sup>195</sup>). Cette dynamique reflète l’échec des réformes économiques du GdC : malgré la volonté de restreindre, faute de devises suffisantes, les importations tout en promouvant la génération de devises via l’industrie d’exportation, la balance commerciale globale cubaine demeure largement négative<sup>196</sup>.

**Les produits agricoles sont l’essentiel<sup>197</sup> des importations de produits cubains en Suisse**, en croissance sur le long terme mais en décroissance dans les dernières années<sup>198</sup>. Le reste de ces importations sont des entrées financièrement négligeables pour des biens tels que des antiquités, des objets d’art ou des produits pharmaceutiques.

**L’horlogerie n’est plus dominante<sup>199</sup> dans les exportations de produits suisses à Cuba<sup>200</sup>**. L’industrie des machines et autres appareils électroniques constitue désormais la plus grande part des exportations, suivie par le papier. Le reste des exportations sont des biens à poids financier variable (e.g. produits horlogers, instruments médicaux). Suite à un rebond de certains produits-clé en 2021<sup>201</sup>, on note une légère décroissance des exportations de produits suisses vers Cuba en 2022<sup>202</sup>.

**La vente de produits finis de luxe in situ est en continuelle déshérence**. Elle intéressa jadis certaines PME suisses, mais fut progressivement victime de la crise socioéconomique et de la chute de la demande interne pour les marques suisses (causée par la chute du tourisme et le déclassé continu de la classe moyenne/haute).

**Sur la base du droit de l’OMC, la Suisse continue d’accorder à Cuba des préférences tarifaires unilatérales** via un « système généralisé de préférences »<sup>203</sup> aux termes duquel les exportateurs cubains bénéficient de réductions tarifaires et/ou de franchises douanières à l’importation en Suisse de produits agricoles ou industriels. Cette modalité demeure toutefois sous-utilisée par Cuba.

**La SERV<sup>204</sup> couvre les risques à l’exportation vers Cuba (catégorie de risque 7) pour les crédits à court terme**. Consciente des difficultés économiques cubaines, elle entre en matière sur demande expresse pour les crédits à moyen/long terme. Des discussions sont en cours pour le remboursement de la dette à long terme. Au 31.12.2020, la SERV a déclaré des créances d’un montant de CHF 164.33 millions auprès du Cuba, dont CHF 117 millions qui correspondent à la dette de moyen et long terme et CHF 47 qui correspondent à la dette de court terme<sup>205</sup>.

### 4.2.2 Commerce de services

Nous n’avons malheureusement pas trouvé de données suffisantes et/ou satisfaisantes pour cette section.

## 4. Investissements directs

### 5.1 Evolution et perspectives générales

**Les investissements étrangers directs peinent plus que jamais à décoller**, en dépit des efforts engagés depuis plusieurs décennies pour les encourager<sup>206</sup>. La Zone spéciale de développement Mariel (ZEDM), espaces portuaires à 45 km de la capitale, n’a guère réussi à générer le niveau d’investissement escompté<sup>207</sup>.

**Malgré un cadre légal révisé, les investissements à 100% de capital étranger restent exceptionnels**, se limitent à la ZEDM et concernent des secteurs non-stratégiques (e.g. production carnée, construction, etc.). Les principaux investisseurs<sup>208</sup> opèrent généralement en association avec des entreprises d’État.

***Il n'existe aucune information officielle précise relative aux investissements étrangers directs***<sup>209</sup>. Le GdC ne publie pas de manière structurée les contenus des projets et les montants engagés, essentiellement pour protéger les investisseurs d'éventuelles sanctions étasuniennes, directes ou indirectes.

***La stratégie d'attraction demeure extrêmement dirigiste***, avec une logique de complémentarité aux projets purement étatiques qui, quand bien même elle semble cohérente d'un point de vue théorique, ne cesse de poser problème étant donné l'extrême lourdeur bureaucratique de l'État<sup>210</sup>.

## 5.2 Investissements bilatéraux

***Les entreprises suisses ont accès sans discrimination particulière au marché cubain***, pour autant que les transactions passent par un importateur officiel (étatique). Cependant, comme les investissements dans le cadre d'entreprises mixtes requièrent généralement de la contrepartie étrangère de lourds investissements à long terme, les PME suisses sont en position défavorable, notamment par rapport à des entreprises concurrentes bénéficiant parfois des crédits publics fortement concessionnels<sup>211</sup>.

***Le commerce avec Cuba est couvert par l'Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)***<sup>212</sup>. Près de 30 contrats de garantie ont été conclus en 2015-18 (aucun contrat depuis 2019). Les restrictions en matière de relations bancaires imposées par la plupart des banques suisses pour les transactions avec Cuba posent toutefois de graves problèmes aux entreprises suisses *in situ*, puisqu'elles les contraignent à recourir aux services de banques étrangères à des conditions peu favorables.

***Les cartes de crédit suisses nécessitant truchement d'instituts de clearing étasuniens sont inopérantes à Cuba***. L'inclusion récente (2021) de Cuba dans la liste étasunienne des pays sponsors du terrorisme n'a apporté aucune amélioration en la matière. L'impossibilité pour les visiteurs étrangers d'utiliser leurs cartes Maestro suisses sur le territoire cubain pose également problème.

***Les appels d'offre du GdC concernent uniquement des projets d'investissement « clé-en-main »***, généralement ambitieux et exigeant à haut coût la rénovation/construction intégrale de sites de production et/ou d'infrastructures afférentes<sup>213</sup>. Orientées souvent sur la prestation de services et/ou la vente d'équipement de pointe, peu d'entreprises suisses ont l'appétit de tels mégaprojets.

***Certains investissements suisses de taille plus modeste furent à l'étude, notamment dans la ZEDM***. Les actuelles crises économique et sanitaire ont toutefois eu raison de ces velléités. Différents commentateurs relèvent par ailleurs que la capacité des instances officielles d'approbation/gestion demeure limitée pour l'examen de tels petits projets, priorité étant donnée aux initiatives de plus grande envergure.

***Nestlé est aujourd'hui la seule entreprise helvétique produisant localement***. Elle opère via une entreprise de distribution ainsi que deux entreprises mixtes (i.e. en association avec des entreprises d'État). La firme signa, fin 2017, un projet important visant la création d'une usine de transformation d'aliments dans la ZEDM. La construction de l'usine, qui débuta en 2019 via un contrat avec la française Bouygues, est aujourd'hui achevée et l'usine est, après moult atermoiements, finalement en train de produire.

***D'autres firmes suisses, notamment pharmaceutiques, vendent ou promeuvent des biens et services in situ***, via des bureaux de représentation locaux. A noter qu'il est extrêmement ardu pour un étranger d'obtenir à Cuba un permis de résidence permanent lui permettant de se mettre à son compte et d'acheter un bien immobilier, par exemple pour l'ouverture d'une maison d'hôtes ou d'un restaurant.

## 5. Promotion économique et touristique

### 6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

***La Chambre de commerce et d'industrie Suisse-Cuba (SCC)***<sup>214</sup> ***soutient les relations économiques bilatérales***. Forte d'une quarantaine de membres<sup>215</sup>, elle propose des services de conseil et d'information aux entreprises voulant développer des activités sur l'île, en collaboration avec cette Représentation. La SCC, basée à Zürich, perdit toutefois de son importance depuis 2015 en raison d'un recul général d'intérêt, au point d'avoir frôlé la dissolution<sup>216</sup>. Elle est actuellement en phase de réactivation suite à l'élection d'un nouveau président.

**Depuis 2013 est en place un Comité mixte Suisse-Cuba<sup>217</sup>** dont le mandat est de faciliter la coopération commerciale et de soutenir d'éventuelles initiatives suisses d'investissement. Sur délégation de *Swiss Global Enterprise* (S-GE)<sup>218</sup>, la partie suisse est représentée par le Directeur de la SCC alors que la partie cubaine est représentée par la Chambre de commerce de la République de Cuba<sup>219</sup>. Le Comité mixte a toutefois un impact négligeable sur les investissements suisses à Cuba.

**Les entreprises suisses participèrent occasionnellement à la Foire internationale de la Havane (FIHAV)** depuis 2014, au travers d'un stand commun coordonné par la SCC. En 11.2016, en point d'orgue de l'ouverture économique permise par l'Administration Obama, 8 entreprises suisses participèrent à l'événement, en marge duquel eut lieu une mission commerciale conjointe entre le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) et S-GE. Cette participation fit long feu : une seule entreprise suisse participa à l'édition 2017 de la FIHAV, suite à laquelle la Suisse a renoncé à toute présence officielle<sup>220</sup>.

## 6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

**La politique cubaine de promotion des investissements n'est pas attractive pour les PME suisses**, car elle se focalise sur des mégaprojets. Malgré certains développements législatifs favorables, les conditions d'accès au marché cubain demeurent restrictives : une entreprise étrangère ne peut ouvrir de succursale ou de représentation *in situ* que si (1) elle vend/achète par le biais d'entreprises publiques depuis au moins 5 ans, et (2) elle cumule au moins USD 1 million de chiffre d'affaires sur trois ans<sup>221</sup>.

**La grande majorité des Cubains voyageant en Suisse le font pour des visites familiales**, généralement sur invitation et financement d'amis ou membres de la famille *in situ*. La Suisse offre par ailleurs un nombre limité de bourses d'études annuelles, coordonnées par la Représentation. Les banques suisses ayant des relations d'affaires avec les USA font preuve d'extrême retenue vis-à-vis de Cuba. Dans la conjoncture actuelle, la plupart ne traitent pas d'affaires en relation avec l'île, ce qui limite l'attrait de notre place financière pour les entités cubaines.

## 6. Annexes

### 6.1. Annexe 1 – Structure de l'économie du pays hôte

	Année 2017	Année 2021 <sup>222</sup>
<b>Répartition du PIB</b>		
Secteur primaire	3.8%	2.6%
Secteur manufacturier	20.4%	19.3%
Services	75.8%	78.1%
– dont services publics	n/a	n/a
<b>Répartition de l'emploi</b>	Année 2017	Année 2021 <sup>223</sup>
Secteur primaire	18%	17.5%
Secteur manufacturier	17.4%	16.5%
Services	64.6%	66%
– dont services publics	70.6%	70.1%

#### Sources :

*Informe Económico y Comercial 2021, Oficina Económica y Comercial de España, La Havane, 03.2022.*  
*Anuario Estadístico de Cuba 2018 (Empleo y Salarios), ONEI, La Havane, 2019.*  
*Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Empleo y Salarios), ONEI, La Havane, 2023.*

6.2. Annexe 2 – Principales données économiques du pays hôte<sup>224</sup>

	2020	2021	2022 <sup>5</sup>	2023 <sup>6</sup>
<b>PIB (USD mia)<sup>1</sup></b>	107.35	35.33	25.31	27.20
<b>PIB/habitant (USD)<sup>1, 2</sup></b>	9'184	2'179	2'260	2'430
<b>Taux de croissance (% du PIB)<sup>1</sup></b>	-10.9%	0.1%	2.0%	3.8%
<b>Taux d'inflation (%)<sup>1, 2</sup></b>	7.7%	255.2%	30%	39%
<b>Taux de chômage (%)<sup>1</sup></b>	1.4-2.3%	3.7%	3.0%	1.5%
<b>Solde budgétaire (% du PIB)<sup>2</sup></b>	-20%	-17.1%	-13.1%	n/a
<b>Solde des transactions courantes (% du PIB)<sup>2</sup></b>	0.2%	-0.4%	0.8%	n/a
<b>Dettes extérieures totales (% du PIB)<sup>2, 3</sup></b>	27.7%	131.1%	122.3%	113.6%
<b>Service de la dette (% des exportations)</b>	n/a	n/a	n/a	n/a
<b>Réserves (mois d'importations)<sup>4</sup></b>	< 3	< 3	< 6.5	< 5

Sources :

<sup>1</sup> *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Cuentas Nacionales), ONEI, La Havane, 2023.*

<sup>2</sup> *Lettre de veille économique, Service Economique de l'Ambassade de France, La Havane, 04.2022.*

<sup>3</sup> *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Sector Externo), ONEI, La Havane, 2023.*

<sup>4</sup> *Sources informelles du Département d'économie de l'Université de La Havane. A noter que The Economist Intelligence Unit fait état d'une estimation de 9 mois de réserves de devises (en mois d'importations) pour l'année 2021, avec une projection de 6.5 mois pour l'année 2022... tout en expliquant qu'il est probable qu'il s'agisse de surestimations. L'état exact des réserves du Trésor nous échappera toujours, faute de publications officielles, mais il reste que la plupart des observateurs avertis concordent à dire que les réserves de devises de la BCC ont très certainement atteint des niveaux préoccupants qui confinent à l'insolvabilité.*

<sup>5</sup> *Ces estimations proviennent de The Economist Intelligence Unit et furent établies à l'aide du peu de données disponibles. Elles ne sont donc pas exactes mais servent à titre de comparaison en l'attente des statistiques officielles. Source : Country Report Cuba, Economist Intelligence Unit, Londres, 16.02.2022. A noter, par ailleurs, que la chute drastique des niveaux entre 2020 et 2021 fut engendrée par la réforme monétaire, dont les résultats sont mitigés. Cf. Note 181 en fin de document.*

<sup>6</sup> *Ces projections proviennent de The Economist Intelligence Unit et sont établies en anticipation d'un potentiel allègement des sanctions étatsuniennes par l'Administration Biden, même si ceci reste à confirmer. Il faut donc considérer ces chiffres comme la borne supérieure d'un scénario relativement optimiste. Source : Country Report Cuba, Economist Intelligence Unit, Londres, 20.02.2023.*



6.3. Annexe 3 – Partenaires commerciaux du pays hôte – Année 2021<sup>225</sup>

Rang	Pays	Exportations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. <sup>1</sup>	Rang	Pays	Importations par le pays hôte (USD millions)	Part	Var. <sup>1</sup>
1	Canada	614'536	31.3%	+33.6%	1	Venezuela	1'245'860	14.8%	+17.3%
2	China	417'708	21.2%	+12.4%	2	Chine	972'057	11.5%	+0.9%
3	Espagne	165'101	8.4%	+15%	3	Espagne	841'881	10%	-0.2%
4	Venezuela	103'489	5.2%	-16.4%	4	Russie	627'961	7.4%	+96%
5	Pays-Bas	70'693	3.6%	-64%	5	Argentine	461'593	5.8%	+14.3%
6	Nicaragua	44'382	2.3%	+4'825%	6	Pays-Bas	451'297	5.3%	+47%
7	Allemagne	38'498	1.9%	+3.5%	7	Italie	446'081	5.3%	+56%
8	Vietnam	35'954	1.8%	+1'284%	8	Etats-Unis	370'986	4.4%	+89%
9	Portugal	28'998	1.5%	-22.9%	9	Mexique	361'362	4.2%	+11.6%
10	France	17'417	0.9%	-33.7%	10	Vietnam	299'447	3.5%	+56.6%
17	Suisse	12'651	0.6%	-30%	31	Suisse	18'864	0.2%	+13.4%
	UE	386'576	19.7%	-22.4%		UE	2'435'235	28.9%	+5.3%
	<b>Total</b>	<b>1'966'040</b>	<b>100 %</b>	<b>+15.4%</b>		<b>Total</b>	<b>8'431'207</b>	<b>100 %</b>	<b>+16.6%</b>

Source :

*Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Sector Externo), Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible).*

Remarques :

L'ONEI ne publie pas de données consolidées sur les partenaires commerciaux du pays. Nous avons extrapolé le tableau ci-dessus sur la base de données bilatérales éparées afin d'obtenir les chiffres relatifs aux 10 plus importants marchés d'exportation, respectivement fournisseurs de marchandises. La Suisse figurait en 2020 au 11<sup>ème</sup> rang des acheteurs de produits cubains. Elle n'occupait toutefois que la 33<sup>ème</sup> position dans la liste des fournisseurs de marchandises. Pas de données ultérieures. Les données 2022-2023 sont encore indisponibles.

La Commission européenne (CE) publie périodiquement des données relatives au partenaires commerciaux de Cuba. Ces données européennes présentent cependant des différences parfois notables par rapport aux chiffres de l'ONEI pour une même année. Nous partageons ci-dessous un extrait des données de la CE les plus récentes, avec toutefois le sentiment que celles de l'ONEI sont peut-être plus fiables.

<sup>1</sup> Variation par rapport à l'année précédente en %.

**Total Goods: Top trading partners 2022**

Source IMF

Imports			Exports			Total trade		
Partner	Value Mio €	% World	Partner	Value Mio €	% World	Partner	Value Mio €	% World
World	5,027	100.0	World	1,251	100.0	World	6,278	100.0
1 EU27	1,697	33.8	1 EU27	311	24.8	1 EU27	2,008	32.0
2 China	507	10.1	2 Venezuela	298	23.8	2 China	526	8.4
3 USA	453	9.0	3 Russia	220	17.6	3 Russia	499	7.9
4 Argentina	388	7.7	4 Uruguay	51	4.1	4 USA	462	7.4
5 Mexico	327	6.5	5 Taiwan	49	3.9	5 Venezuela	439	7.0
6 Brazil	316	6.3	6 Bolivia	36	2.9	6 Argentina	389	6.2
7 Russia	279	5.5	7 Switzerland	36	2.9	7 Mexico	336	5.3
8 Canada	199	4.0	8 Dominican Repub...	28	2.2	8 Brazil	319	5.1
9 Vietnam	187	3.7	9 Canada	25	2.0	9 Canada	224	3.6
10 Venezuela	141	2.8	10 Türkiye	25	2.0	10 Vietnam	189	3.0
1 EU27	1,697	33.8	1 EU27	311	24.8	1 EU27	2,008	32.0

World trade: excluding intra-region trade

Top partners: excluding region member states

% Growth: relative variation between current and previous period

Source :*European Union's Trade in goods with Cuba, European Commission, Directorate General for Trade, Bruxelles, 19.04.2023.*

#### 6.4. Annexe 4 – Échanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

	<b>Export</b> (mio. CHF)	Variation (%)**	<b>Import</b> (mio. CHF)	Variation (%)**	<b>Solde</b> (mio. CHF)	<b>Volume</b> (mio. CHF)
2017	20.46	+16.1%	37.66	+12.8%	-17.20	58.12
2018	14.37	-29.8%	36.80	-2.3%	-22.43	51.17
2019	9.55	-33.6%	38.06	+3.4%	-28.51	47.61
2020	4.14	-56.7%	46.12	+21.2%	-42.45	50.26
<b>2021 (total 1)*</b>	<b>8.61</b>	<b>+108%</b>	<b>42.46</b>	<b>-8.1%</b>	<b>-33.85</b>	<b>51.07</b>
<b>2022</b>	<b>7.17</b>	<b>-16.7%</b>	<b>39.58</b>	<b>-6.8%</b>	<b>-32.41</b>	<b>46.75</b>

\* Total « conjoncturel » (=total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités.

\*\* Variation (en %) par rapport à l'année précédente

<b>Exportations</b>	<b>2021</b> (% du total)	<b>2022</b> (% du total)
1. Landwirtschaftliche Produkte	5.0	0.0
2. Energieträger	*	0.1
3. Chemische Grundprodukte	2.4	1.0
4. Pharmazeutische Erzeugnisse	6.4	16.1
5. Düngemittel, Farbstoffe, Pigmente	0.0	0.4
6. Schönheitsmittel, Waschmittel	0.5	0.0
7. Stärke, versch. chemische Erzeugnisse	1.8	0.0
8. Kunststoffe, Kautschuk	0.4	0.9
9. Felle, Leder, Lederwaren	0.0	0.0
10. Holz, Kork, Flechtwaren	0.0	*
11. Papier und Papierwaren	18.7	16.6
12. Textilien und Bekleidung	0.7	0.5
13. Schuhe, Schirme usw.	*	*
14. Waren aus Steinen, Keramik, Glas	1.1	2.6
15. Edelsteine, Edelmetalle, Bijouterie	*	*
16. Unedle Metalle und Waren daraus	2.3	2.1
17. Maschinen (nicht elektrisch)	39.7	23.2
18. Maschinen (elektrisch)	3.4	2.9
19. Fahrzeuge, Flugzeuge usw.	0.0	0.0
20. Opt. / medizin. Instrumente	3.6	12.8
21. Uhrmacherwaren	13.9	20.3
22. Möbel, Bettzeug usw.	*	*
23. Spielzeuge, Sportgeräte usw.	0.0	0.1
24. Kunstgegenstände, Antiquitäten	*	*

<b>Importations</b>	<b>2021</b> (% du total)	<b>2022</b> (% du total)
1. Landwirtschaftliche Produkte	98.2	98.2
2. Energieträger	*	*
3. Chemische Grundprodukte	*	*
4. Pharmazeutische Erzeugnisse	1.3	1.1
5. Düngemittel, Farbstoffe, Pigmente	*	*
6. Schönheitsmittel, Waschmittel	*	0.0
7. Stärke, versch. chemische Erzeugnisse	0.0	*
8. Kunststoffe, Kautschuk	*	0.0

9. Felle, Leder, Lederwaren	*	0.0
10. Holz, Kork, Flechtwaren	0.0	0.0
11. Papier und Papierwaren	0.1	0.0
12. Textilien und Bekleidung	0.0	0.0
13. Schuhe, Schirme usw.	*	*
14. Waren aus Steinen, Keramik, Glas	0.0	0.0
15. Edelsteine, Edelmetalle, Bijouterie	0.0	*
16. Unedle Metalle und Waren daraus	0.0	0.0
17. Maschinen (nicht elektrisch)	*	0.1
18. Maschinen (elektrisch)	0.1	0.0
19. Fahrzeuge, Flugzeuge usw.	*	*
20. Opt. / medizin. Instrumente	0.0	0.1
21. Uhrmacherwaren	*	*
22. Möbel, Bettzeug usw.	0.1	0.0
23. Spielzeuge, Sportgeräte usw.	0.0	0.0
24. Kunstgegenstände, Antiquitäten	0.2	0.4

\* = taux de variation / proportions non calculables

\*\* = taux de variation > 999,9 %.

Source :

*Commerce extérieur de la Suisse par pays et chapitres – Cuba 2022 (TN103), Département fédéral des finances (DFF), Administration fédérale des douanes (AFD), Berne, 13.02.2023*

## **6.5. Annexe 5 – Principaux pays investisseurs dans le pays hôte**

Ces informations ne sont pas publiées par le Gouvernement.

Il n'existe pas de sources internationales alternatives (FMI, BM, EIU ou autre).

---

## Notes et sources

- <sup>1</sup> Association of Caribbean States. URL : [www.acs-aec.org](http://www.acs-aec.org).
- <sup>2</sup> Eidgenössische Zollverwaltung. URL : [www.ezv.admin.ch](http://www.ezv.admin.ch).
- <sup>3</sup> Asociación Latinoamericana de Integración. URL : [www.aladi.org](http://www.aladi.org).
- <sup>4</sup> Alianza Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América. URL : [www.portalalba.org](http://www.portalalba.org).
- <sup>5</sup> Asamblea Nacional del Poder Popular. URL : [www.parlamentocubano.gob.cu](http://www.parlamentocubano.gob.cu).
- <sup>6</sup> Banco Central de Cuba. URL : [www.bc.gob.cu](http://www.bc.gob.cu).
- <sup>7</sup> Banco Centroamericano de Integración Económica. URL : [www.bcie.org](http://www.bcie.org).
- <sup>8</sup> Banco Interamericano de Desarrollo. URL : [www.iadb.org](http://www.iadb.org).
- <sup>9</sup> Banco de Desarrollo de América Latina. URL : [www.caf.com](http://www.caf.com).
- <sup>10</sup> Comunidad del Caribe. URL : <https://caricom.org>.
- <sup>11</sup> Comunidad de Estados Latinoamericanos y Caribeños. URL : <http://celacinternational.org>.
- <sup>12</sup> Comisión Económica para América Latina y el Caribe. URL : [www.cepal.org](http://www.cepal.org).
- <sup>13</sup> Peso Cubano.
- <sup>14</sup> Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit (DEZA). URL : [www.eda.admin.ch](http://www.eda.admin.ch).
- <sup>15</sup> Eidgenössische Finanzdepartement (EFD). URL : [www.efd.admin.ch](http://www.efd.admin.ch).
- <sup>16</sup> URL : [www.eiu.com](http://www.eiu.com).
- <sup>17</sup> Feria Internacional de La Habana.
- <sup>18</sup> Grupo de Administración Empresarial S.A.
- <sup>19</sup> URL : <https://clubdeparis.org>
- <sup>20</sup> Ministerio de Economía y Planificación. URL : [www.mep.gob.cu](http://www.mep.gob.cu)
- <sup>21</sup> Ministerio de Comercio Exterior y la Inversión Extranjera. URL : [www.mincex.gob.cu](http://www.mincex.gob.cu).
- <sup>22</sup> Ministerio de Salud Pública. URL : <https://salud.msp.gob.cu>.
- <sup>23</sup> Ministerio de Relaciones Exteriores. URL : <http://www.minrex.gob.cu>.
- <sup>24</sup> Organización de los Estados Americanos (URL: <http://www.oas.org>).
- <sup>25</sup> World Trade Organization. URL : [www.wto.org](http://www.wto.org).
- <sup>26</sup> Oficina Nacional de Estadística e Información. URL : [www.onei.gob.cu](http://www.onei.gob.cu).
- <sup>27</sup> Partido Comunista de Cuba. URL : [www.pcc.cu](http://www.pcc.cu).
- <sup>28</sup> Cámara de Comercio e Industria Suiza-Cubana. URL : [www.swisscuban.org](http://www.swisscuban.org).
- <sup>29</sup> Staatssekretariat für Wirtschaft. URL : [www.seco.admin.ch](http://www.seco.admin.ch).
- <sup>30</sup> Sistema Económico Latinoamericano y del Caribe. URL : [www.sela.org](http://www.sela.org).
- <sup>31</sup> Schweizerische Exportrisikoversicherung (SERV). URL : [www.serv-ch.com](http://www.serv-ch.com).
- <sup>32</sup> URL : [www.s-ge.com](http://www.s-ge.com).
- <sup>33</sup> URL : <https://europa.eu>.
- <sup>34</sup> Zona Especial de Desarrollo Mariel. URL : [www.zedmariel.com](http://www.zedmariel.com).
- <sup>35</sup> En espagnol *período especial*, selon la formule consacrée de l'historiographie officielle.

<sup>36</sup> Sur cette île anachronique aux confins de la globalisation, les chiffres tantôt manquent, tantôt mentent : nous en ferons un usage restrictif en exhortant le lecteur à la cautèle, étant donné la forte prédominance des sources officielles fréquemment « éditées » pour satisfaire à la rhétorique de commande du Parti communiste de Cuba (PCC). Dans un contexte d'impérialisme croissant des institutions publiques, où la réalité a des accents d'échec politico-idéologique difficilement avouable, la statistique verse à Cuba tantôt vers l'hyperbole, tantôt vers l'euphémisme : nous prions le lecteur de le garder en mémoire. À noter également que le Bureau national de statistique et d'information (*Oficina Nacional de Estadística e Información* – ONEI) est la principale (parfois l'unique) source de données socioéconomiques relativement détaillées au niveau national, que beaucoup d'institutions internationales (lorsqu'elles publient des données sur Cuba, chose toutefois rare) ne font généralement que reprendre. L'ONEI accusant fréquemment des retards de plusieurs années dans ses publications « annuelles », nous utiliserons par ailleurs fréquemment, faute de mieux, les dernières données disponibles de l'ONEI, et ce indépendamment de leur correspondance avec la période d'observation *stricto sensu* de ce rapport (2022-23).

<sup>37</sup> Selon les chiffres officiels (à prix constants), la croissance annuelle moyenne fut de 0.3% pour la période 2013-22 (2013 : 2.7% ; 2014 : 1% ; 2015 : 4.4% ; 2016 : 0.5% ; 2017 : 1.8% ; 2018 : 2.2% ; 2019 : -0.2% ; 2020 : -10.9% ; 2021 : 0.1% ; 2022 : 2%). Si d'aucuns remettent en question la crédibilité de ces chiffres, pour un pays du niveau de développement de Cuba, une croissance annuelle moyenne de cette modeste ampleur, quand bien même elle serait avérée, équivaldrait à un échec assez notable en termes de stratégie économique. Il sied d'ajouter que dans une économie planifiée où l'État fixe, par décrets idéologico-administratifs, la très grande majorité des prix du marché intérieur, le concept même de variation du produit intérieur brut (PIB) – par définition la somme des valeurs ajoutées dans une économie donnée – n'est pas forcément très opérant car peu comparable à l'utilisation qui est généralement faite de cet indicateur dans des économies libérales. *Source* : *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Cuentas Nacionales)*, *Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible)*.

<sup>38</sup> La récession s'éleva à -10.9% en 2020 selon les statistiques officielles, en-deça des -20% prévus par certains négociateurs cubains lors de la réunion du 09.06.2021 avec le Groupe des Créanciers de Cuba (GCC) du Club de Paris. La réforme monétaire et cambiale, mise en place à partir du 01.01.2021, impliqua une révision considérable de beaucoup d'indicateurs macroéconomiques, notamment le PIB, qui se trouva divisé par un facteur de trois dans le nouveau système de comptabilisation macroéconomique de 2021 ; il passa de USD 107'352 millions en 2020 à USD 35'330 millions l'année suivante. Un autre indicateur macroéconomique qui fut grandement impacté : le taux d'inflation. Alors qu'en 2020, le taux d'inflation s'élevait à 7.7 %, en 2021, il fut de 255.2%. Ainsi Cuba, avec USD 35 milliards en 2021 (USD 107 milliards en 2020), n'était plus la première économie des Caraïbes en PIB nominal, mais la deuxième, largement derrière la République dominicaine (USD 89 milliards). Selon le même ajustement, la dette publique passa de 28% du PIB à 131% du PIB entre 2020 et 2021, principalement du fait de la hausse de la dette extérieure totale en pourcentage du PIB, mais aussi en raison du large déficit public de 2021. *Sources* : (1) *Cuba proyecta crecimiento del PIB en 2021*, Yudy Castro Morales, *Granma, La Havane, 18.12.2020* (URL : <https://rb.gy/spxsjn>) ; (2) *Rapport d'audience (interne) de la réunion du 09.06.21 entre la République de Cuba et le GCC du Club de Paris*, Secrétariat d'État à l'économie (SECO), Berne, juin 2021 ; (3) *Lettre économique de Cuba*, Ministère de l'économie des finances et de la relance, Service économique de l'Ambassade de France à Cuba, La Havane, avril 2022.

<sup>39</sup> Alors que les études sur les inégalités sont inexistantes ou tronquées, des sources proches de projets d'aide humanitaire ou de développement financés par la Suisse (DDC) estiment qu'environ 25% de la population cubaine vivrait actuellement en-dessous du seuil de pauvreté tel que défini par la Banque mondiale.

<sup>40</sup> L'euphorie du rapprochement cubano-étasunien de 2014-16, avec les espoirs d'ouverture économique que rendit possible l'Administration Obama, fit long feu. Élu en novembre 2016, le Président Donald Trump porta en effet un coup d'arrêt au réchauffement des relations diplomatiques, réimposant dès 2017-18 un embargo économique, commercial et financier de grande envergure, notamment des restrictions de voyage antérieurement assouplies par son prédécesseur. L'agressivité de la politique extérieure étasunienne envers Cuba ne cessa donc de croître dans la période 2017-20, avec un Président Trump anxieux de cultiver une image d'homme fort tant vis-à-vis de l'électorat d'origine cubaine en Floride (terre d'accueil de 1.4 millions d'immigrants cubains selon les chiffres de 2020, les derniers disponibles) qu'envers les grandes puissances idéologiquement affines à La Havane (i.e. Russie, Chine). L'actuel Président démocrate, Joe Biden, arrivé à la Maison Blanche en janvier 2021, déclara certes avant son élection qu'il reviendrait, en principe, aux politiques d'Obama via des propositions d'apaisement. Quand bien même une réélection républicaine aurait sonné le glas de tout espoir de stabilisation économique à La Havane, la victoire et les déclarations médiatiques de Biden ne furent guère encore une panacée, pour les raisons suivantes : (1) la restauration des relations politico-économiques cubano-étasuniennes n'est point, loin s'en faut, question urgente à Washington (les priorités actuelles du Département d'État sont, entre autres, la gestion de la crise économique-sanitaire nationale et globale, la restauration de la crédibilité des USA auprès des grandes puissances et des alliés naturels, la lutte contre le changement climatique, la guerre en Ukraine et la question du nucléaire iranien) ; (2) un nouveau réchauffement ne portera de toutes façons ses fruits (économiques) qu'à moyen/long terme à Cuba ; et (3) Joe Biden, s'il ouvrit la voie à un

rapprochement en annulant certaines sanctions en 2021, est anxieux à la perspective de l'élection présidentielle de 2024 à laquelle il a déjà annoncé sa candidature ; il ne souhaite donc probablement pas risquer d'offusquer trop tôt les chantres – nombreux – d'une ligne dure contre La Havane (y-inclus ceux de son propre parti). Il faut tout de même noter que Biden leva certaines des sanctions imposées par son prédécesseur, entre autres : (1) l'autorisation de vol pour des vols commerciaux vers des aéroports situés en dehors de La Havane ; (2) la suppression des plafonds de USD 1'000 par trimestre sur les envois de fonds familiaux ; (3) la (re)mise en place des visas de réunification familiale ainsi que l'augmentation du traitement des visas à l'ambassade de La Havane. Toutefois, de nouvelles sanctions furent émises à l'encontre des membres du GdC ainsi que de la police cubaine qui réprimèrent les manifestations du 11J. Le chargé d'affaires étasunien, Benjamin Ziff, annonça dans ce contexte, en janvier 2023, qu'un retour à l'ère Obama serait impossible au vu des graves violations des droits humains commises par le GdC. *Sources* : (1) *Cuban Immigrants in the United States*, Migration Policy Institute, Washington D.C., 11.06.2020 (URL : <https://rb.gy/ntdve8>) ; (2) *Joe Biden, Confident He Will Turn Florida Blue, Says He Will Restore Obama-Era Cuba Policies*, CBS4 (TV), Jim DeFede, Miami, 27.04.2020 (URL : <https://rb.gy/8e1z5z>) ; (3) *EEUU: "Es difícil" volver a los tiempos de Obama con Cuba*, AP News, 31.01.2023 (URL : <https://rb.gy/j6qlub>).

<sup>41</sup>*Source* : Gil Fernández : *No se alcanzan los niveles proyectados en la economía*, Cuba Debate, 12.12.2022 (URL : <https://rb.gy/br4tf>).

<sup>42</sup> *Source* : Gil Fernandez actualiza sobre la situación económica del país, Cuba Debate, 25.05.2023 (URL : <https://rb.gy/cppju>).

<sup>43</sup> Le coronavirus du syndrome respiratoire aigu sévère 2 (SARS-CoV-2) est le nom scientifique du nouveau virus à la source de la pandémie mondiale actuelle. Le terme Covid-19 désigne la maladie provoquée chez l'homme par ce nouveau virus.

<sup>44</sup> Selon le Ministère de la santé (*Ministerio de Salud Pública – MINSAP*), il y avait à peine 3'000 médecins à Cuba après la Révolution de 1959. Depuis lors, l'Université des sciences médicales de La Havane (*Universidad de Ciencias Médicas de la Habana – UCMH*), forma plus de 376'000 professionnels de la santé pour atteindre en 2021 le chiffre *a priori* impressionnant de 9.5 médecins pour 1'000 habitants – plus du double de la Suisse. Les chiffres disponibles (ONEI, UNESCO, Banque mondiale) pour le secteur éducatif sont tout aussi notables et comparables, *grosso modo*, aux pays les plus riches. Cependant, dans le passé récent, notre expérience locale ainsi que la plupart des sources orales consultées *in situ* font état de problèmes croissants dans ces deux secteurs spécifiques, avec une péjoration claire d'indicateurs qualitatifs importants (non-publiés) tels que l'état de l'infrastructure, la motivation du personnel, la densité d'élèves/malades ou la petite corruption en vue d'obtenir un service autrefois garanti sans ambages (e.g. consultation médicale urgente, médicaments ; en rupture de stock, certificats académiques, etc.). *Sources* : (1) *Anuario Estadístico de Cuba 2020 (Salud Pública y Asistencia Social)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2021 (pas d'édition plus récente disponible) ; (2) *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Educación)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible) ; (3) *sources ministérielles orales sous couvert d'anonymat*.

<sup>45</sup> Estimation (impressionnante) de 255% en 2021 et de 30% en 2022 ; projections de 6.7% pour 2023. Lors de son discours à l'ANPP, Alejandro Gil s'est dit préoccupé par l'augmentation effrénée de l'inflation qui pourrait, selon lui, s'élever à 40% d'ici la fin de l'année. *Sources* : (1) *Country Report Cuba*, Economist Intelligence Unit, Londres, 16.02.2022 ; (2) *Economía cubana en tiempos de crisis. Indicadores de su magnitud (II)*, La Joven Cuba, 05.01.2023 (URL : <https://rb.gy/2m3hgh>) ; (3) *La inflación en Cuba superara el 40% según su ministro de Economía*, France 24, 26.05.2023 (URL : <https://rb.gy/li1xn>).

<sup>46</sup> Ont actuellement cours légal sur l'île le peso cubain (CUP, monnaie nationale) et, indirectement, le dollar étasunien (USD) ainsi que l'Euro (EUR). Il est important de noter que le peso convertible (CUC), qui avait cours légal à taux 1/1 avec l'USD jusqu'au 31.12.2020, fut retiré de la circulation entre janvier et juin 2021. L'USD et l'EUR ne bénéficient cependant pas d'autorisation légale de circulation physique et doivent donc soit être changés en CUP à taux fixe (1/120 pour l'USD), soit être déposés dans les banques étatiques pour conversion vers une nouvelle monnaie scripturale, la « monnaie librement convertible » (*Moneda Libremente Convertible – MLC*) dont le taux fut fixé à 1/1 avec l'USD (et au taux du marché international correspondant pour les autres devises, sur la base du cours fluctuant de l'USD). La MLC est une écriture comptable que certains magasins d'État, fournisseurs de produits importés, utilisent désormais via un système de cartes de paiement que le public peut obtenir (non sans tracas) auprès des banques d'État. Depuis le 21.06.2021, les USD ne peuvent plus être déposés en espèces pour recharger les cartes de débit en MLC, à l'inverse des EUR. Depuis l'entrée en vigueur de la réforme monétaire le 01.01.2021, la valeur du CUP a drastiquement chuté ; cette monnaie ne cessa en effet de se déprécier sur le marché informel, avec un taux oscillant, à l'heure actuelle, dans la frange 190-210 CUP pour 1 USD. Le taux de change officiel USD/CUP reste généralement stable. Toutefois, un réajustement du cours de change de la part de la BCC fut nécessaire en vue de résorber l'important déséquilibre entre le taux officiel et le taux informel. Auparavant le taux de change officiel s'élevait à 1/24 – déséquilibre significatif puisque le taux informel



s'élevait à 1/100. La BCC fixa donc un nouveau taux de change : depuis août 2022, le taux est fixé à 1/120. *Source* : Site officiel de la BCC (URL : <https://rb.gy/gnpoy5>).

<sup>47</sup> Les dernières publications disponibles (2020) font état d'une fourchette oscillant entre 1.4% (GdC) et 2.3% (EIU). Ces chiffres théoriques ne reflètent aucunement la réalité du marché de l'emploi, largement dominé par l'informalité. Dans une économie où un loyer de base au centre-ville pour un couple de 2 enfants est rarement inférieur à 200 USD au change informel dans un quartier de classe moyenne, alors que le principal employeur est l'État (dont le salaire moyen s'élevait à 4'000 CUP en 2023 (33 USD au change officiel), une part notable de la population dépend de gagne-pains parallèles, surtout dans le secteur des services. Avec la crise économique, notamment la chute vertigineuse du tourisme, le chômage informel (issu de l'économie invisible qui détermine toutefois le niveau de vie de beaucoup de Cubains) est donc en très nette progression, même si les chiffres manquent. *Sources* : (1) *Salario Medio en Cifras*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, juillet 2021 ; (2) *Turismo Internacional, Indicadores Seleccionados*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, juillet 2021 ; (3) *Country Report Cuba*, Economist Intelligence Unit, London, 16.02.2022.

<sup>48</sup> 4'000 CUP (33 USD) en 2023.

<sup>49</sup> Contraction de -12% du PIB en 2022. *Source* : *Economía cubana en tiempos de crisis. Indicadores de su magnitud (II)*, La Joven Cuba, 05.01.2023 (URL : <https://rb.gy/2m3hgh>).

<sup>50</sup> La BCC ne publie pas ces chiffres mais l'activation récente de stratégies multiples de captation de devises (e.g. ouverture de magasins en MLC, abolition d'une taxe de 10% sur les opérations de change en USD, l'abolition de l'interdiction de dépôts en espèces de USD dans les banques cubaines) est une indication claire d'une crise de liquidités aiguë. *Source* : *Cuba lifts ban on cash deposits in US dollars at banks*, BBC, 11.04.2023 (URL : <https://rb.gy/74rsg>).

<sup>51</sup> L'existence de taux de change USD/CUP multiples complexifie énormément la comptabilité publique, notamment les comparatifs de productivité entre acteurs économiques, ce qui biaise la concurrence et promeut l'inefficience. Un système complexe de subventions via taux de change multiples fut cependant mis en pratique pendant plusieurs décennies à Cuba, système où le taux de change se trouvait déterminé par le degré de priorisation décrété par le GdC pour un acteur économique ou d'une industrie donnée. Ainsi existèrent sur l'île jusqu'à 9 taux de change différents, dans une échelle allant, pour le ratio USD/CUP, du taux 1/1 (subvention maximale) au taux 1/120 (bureaux de change). La réforme monétaire de 2021 a pour objectif, entre autres, d'abolir ce système de subventions indirectes. La mesure se veut toutefois progressive : de nombreuses entreprises publiques bénéficient encore actuellement d'un délai d'adaptation d'un an à taux initial, en principe pour effectuer les adaptations requises aux nouvelles conditions-cadre. De source interne, nous savons toutefois que certaines entreprises négocièrent d'ores et déjà une prolongation dudit délai à deux ans, ce qui laisse présager que l'unification des taux (condition *sine qua non* de l'abolition d'un régime de subventions à des agents non-rentables) pourrait ne rester, à terme, qu'une demi-mesure. *Sources* : (1) *Cuba Country Report*, Economist Intelligence Unit, Londres, 09.06.2021 ; (2) *sources académiques proches du GdC*.

<sup>52</sup> Le secteur public représentait 67% de l'emploi en 2021 ; pas de chiffres ultérieurs. *Source* : *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Empleo y Salarios)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible).

<sup>53</sup> Pendant des années, CRF acquit sur le marché secondaire un portefeuille de dette souveraine cubaine d'environ USD 1.3 milliards. Parmi eux, il revendique aujourd'hui USD 78 millions de prêts contractés par la BNC en 1984 auprès des banques européennes Crédit Lyonnais, Bank Nederland et Istituto Bancario Italiano. CRF proposa de restructurer cette dette avec une décote, mais le GdC refusa, arguant qu'il s'agissait d'un « fonds vautour », qu'il n'était pas le créancier initial et qu'il avait acquis la dette illégalement. Toutefois, CRF affirme avoir acheté cette dette avec l'accord de la BNC, qui aurait signé en son nom ainsi qu'au nom de l'État cubain. La décision de la cour britannique reconnut que la BNC – qui fit office de banque centrale depuis sa création en 1948 jusqu'à la création de la BCC en 1997 – « n'avait pas la capacité de consentir au nom de l'État cubain » et « a consenti en son propre nom ». Ainsi, la juge Cockerill se déclara « compétente pour statuer sur les créances introduites » à Londres contre la BNC, mais non pas contre l'État cubain. Bien que cette décision signe une petite victoire pour l'île, les conséquences d'une potentielle condamnation de la BNC sont à redouter. *Sources* : (1) *Justicia inglesa considera al fondo CRF como acreedor del Banco Nacional de Cuba*, France 24, 04.04.2023 (URL : <https://rb.gy/cijbs>) ; (2) *Chaos and intrigue reign in UK court fight over Castro-era Cuban debt*, CNBC, 30.01.2023 (URL : <https://rb.gy/mu3xt>).

<sup>54</sup> La réforme monétaire de 2021 fut un changement majeur de la politique économique, qui tenta de mettre un terme à une dualité monétaire en supprimant la circulation du peso convertible (CUC) pour ne garder que le peso cubain (CUP) comme monnaie nationale. Si elle avait été accompagnée d'autres mesures plus structurelles, elle aurait peut-être eu un impact positif, à moyen/long terme, sur le développement économique du pays. Pour l'instant, elle a plutôt fait long feu.

<sup>55</sup> CUP, MLC, USD et EUR. Si la monnaie nationale (peso cubain, CUP) est aujourd’hui celle dans laquelle s’effectuent la plupart des transactions internes telles que le paiement des salaires et retraites, le MLC devint dans le passé récent une monnaie incontournable pour l’approvisionnement de la population dans les magasins étatiques vendant des produits essentiellement importés, alors que l’USD et l’EUR sont plutôt utilisés sur le marché noir. Le peso convertible (CUC), créé dans la décennie 1990 pour se substituer à l’USD dans les transactions internes (à taux 1/1 avec l’USD), fut aboli le 30.06.2021 après un processus de retrait progressif entamé le 01.01.2021. A noter que ni le CUP ni le CUC n’ont jamais cotisé sur le marché monétaire international.

<sup>56</sup> L’unification monétaire, annoncée maintes fois comme « inéluctable » et « imminente », eut pendant plusieurs décennies des accents de mirage à la Beckett. Dans les réseaux sociaux, tels Vladimir et Estragon, elle fit en 2019-20 l’objet de rumeurs frénétiques – plusieurs fois démenties par la BCC. Le processus fut finalement confirmé pour le 01.01.2021, date à partir de laquelle le CUC fut tiré de circulation (avec date-butoir au 30.06.2021). Les effets de cette décision sont mitigés : la population se pressa devant les banques pour se débarrasser de ses CUC (malgré la pandémie) avant même l’entrée en vigueur de la mesure, par crainte d’une chute du taux de conversion garanti (USD/CUC = 1/1 et CUC/CUP = 1/24). La conséquence à court/moyen terme fut l’appréciation de l’USD et de l’EUR au marché noir, puisque les banques d’État, toutes à court de devises, cessèrent d’en vendre. D’une manière générale, la politique monétaire a longtemps souffert de 3 problèmes essentiels : (1) le taux officiel USD/CUC était irrationnel et générait des distorsions économiques (e.g. défalcation du coût des importations, alanguissement des exportations, entraves à la comptabilité et à la compétitivité des entreprises publiques) ; (2) le prix relatif de la monnaie nationale (CUP) faisait l’objet de variations « à la tête du client » décrétées unilatéralement par la BCC et/ou le PCC ; (3) le régime de change n’exprimait pas de manière suffisamment agile les variations des conditions-cadre de l’économie réelle, condition *sine qua non* d’une bonne santé monétaire.

<sup>57</sup> Eu égard à la multiplicité des formes juridiques que la politique économique socialiste égrène sur la mer (houleuse) de la privatisation, nous utiliserons, pour simplifier, cette terminologie plutôt que « secteur privé », formule associée à une liberté d’entreprise encore évanescence dans le contexte actuel. La formule « non-étatique » englobe donc dans ce rapport toutes les structures « déviantes » par rapport au castrisme *mainstream*, dans lequel l’État socialiste/dirigiste est à la fois *moyen et fin* de l’ordonnement économique. Cette catégorie se rapporte dès lors aux « cuentapropistas » (petits entrepreneurs à leur compte), coopératives (quand bien même grand nombre d’entre elles font l’objet de contrôles étatiques à géométrie variable), entreprises purement privées (qui sont pour l’heure davantage un hapax juridique qu’une réalité économique pertinente) et entreprises mixtes (plus usitées et émanant d’un mariage de raison, plutôt que de passion, entre État cubain et contreparties (privées) étrangères. Le secteur non-étatique représentait 33% de l’emploi en 2021, réparti entre coopératives (11%), entreprises privées (9%) et « cuentapropistas » (13%). *Source* : *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Empleos y Salarios), Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d’édition plus récente disponible).*

<sup>58</sup> Le Président de la République, Miguel Mario Díaz-Canel Bermúdez, décréta le 17.07.2020 l’ouverture (très controversée) de commerces de détail en devises (MLC) à compter du 20.07.2020 en vue de renflouer, à court terme du moins, les caisses de la BCC. Si l’on considère des fondamentaux comme la dette (croissante), le déficit (également croissant) de la balance commerciale et l’effondrement (presque total) de la balance des services (dont le tourisme était le moteur), il reste toutefois improbable que ces nouvelles captations – rendues possibles par les envois de fonds d’une diaspora qui tente, malgré l’embargo étasunien et la crise économique mondiale, de préserver la solvabilité (déclinante) de membres de la famille sur l’île (demande interne) – suffisent à éviter une forte dépréciation de la monnaie nationale (CUP) dans le sillon de la réforme monétaire en cours. Cette dépréciation de la monnaie nationale est, de fait, d’ores et déjà entamée, du moins si l’on prend pour référent la valeur du CUP sur le marché informel (celui-ci étant actuellement l’unique où des transactions restent encore possibles car les banques d’État, dans la plupart des cas, n’ont guère de devises à la vente). Selon le discours officiel, l’ouverture en 2020 d’un réseau de magasins en MLC constituait une mesure « révolutionnaire » de court terme afin de répondre à la demande (solvable) d’un segment (modeste) du marché intérieur tout en captant des devises destinées au développement de l’économie, au financement de programmes sociaux et à l’achat (en USD) d’une série de produits essentiels destinés à l’approvisionnement du réseau national des magasins d’État (en CUP). Dans la pratique, trois ans après la mise en place de cette mesure, les magasins en CUP n’ont jamais été plus dégarnis, réalité érodant la valeur de la monnaie nationale au marché noir. *Source* : *Granma (organe officiel du PCC).*

<sup>59</sup> Pendant presque un demi-siècle au commandes de l’appareil d’État, le leader charismatique de la Révolution de 1959, Fidel Castro, ignore largement les conseils d’économistes de renom tant pour la formulation que pour la mise en œuvre d’une politique économique véritablement indépendante et durable. Dès lors, un certain manque de réalisme quant aux bases nécessaires du contrat social (i.e. priorisation de l’idéologie par rapport aux variables empiriques, notamment économiques), ne créa jamais les conditions de possibilité d’un décollage économique autonome. C’est ainsi que la plus étendue des Antilles – territoire au potentiel notable par ses ressources humaines et naturelles – se mua paradoxalement en économie *parasitaire*, c’est-à-dire dépendante de sources externes, soient-elle éthiques (à l’instar

d'une certaine aide publique, dont celle de la Suisse), de solidarité familiale (envois de fonds de la diaspora, principalement aux USA), ou idéologiques (en provenance de l'Union soviétique d'abord, de la Russie ensuite, de la Chine enfin et, plus récemment, du Venezuela). Sous Fidel Castro comme Premier ministre (1959-1976) puis Président du Conseil d'État et du Conseil des ministres (1976-2008), les rares velléités d'ouverture économique du pays furent impulsées par son frère cadet, Raúl Castro, personnage effacé mais reconnu pour son pragmatisme et son sens de l'organisation. Raúl Castro, alors ministre des Forces armées révolutionnaires (*Fuerzas Armadas Revolucionarias* – FAR) et flanqué d'une équipe d'experts mandatés pour étudier des modèles économiques plus efficaces et adaptables à la réalité cubaine, est à la base de la création, dans la décennie 1990, d'une série d'emporiums sous la bannière du Groupe d'administration entrepreneuriale S.A. (*Grupo de Administración Empresarial S.A.* – GAESA), conglomérat tentaculaire sous contrôle direct de l'armée, qui investit aujourd'hui encore massivement dans le tourisme via des entreprises dites « mixtes » (en l'espèce des partenariats exclusifs entre l'État et des entreprises étrangères, e.g. la française Bouygues). GAESA a entre autres orchestré, depuis *grosso modo* une décennie, une expansion notable de la capacité d'accueil de l'île, passée de 65'136 chambres en 2013 à 91'739 chambres (+40.8%) en 2019, avant que ce chiffre ne retombe à 81'382 chambres en 2021 (-11%). Cette chute surprend dans la mesure où la réalité du terrain pourrait faire penser que le GdC n'arrête pas d'initier de nouvelles constructions hôtelières. On aurait donc naturellement pu s'attendre à ce que l'expansion continue sur cette lancée. Dans les conditions actuelles, le coût de maintenance de cette infrastructure colossale ne fait que péjorer la situation résultant de l'interruption quasi totale des revenus du tourisme, sur fond de pandémie mondiale de Covid-19. Il sied d'ajouter qu'au-delà du secteur des services, un secteur absolument crucial pour le développement et l'indépendance économique de l'île à long terme est l'agriculture. Elle fit l'objet, au fil des décennies, de réformes agraires toujours échouées par excès de centralisme et de contrôle politique de la paysannerie. Quelques nouvelles lois *a priori* utiles sont à noter dans le passé récent – notamment concernant les coopératives agricoles – mais leurs effets restent encore, ici aussi et hélas, à démontrer dans la pratique. L'incapacité historique de l'État à décentraliser l'autorité dans l'agriculture pose dans tous les cas une question-clé : si la productivité de ce secteur, certes crucial mais comparativement simple, n'a fondamentalement pas augmenté au fil du temps, est-ce que l'architecture politico-institutionnelle actuelle pourrait vraiment, sans implorer sous ses contradictions, avoir le muscle nécessaire à une réponse suffisante aux enjeux (économiques) actuels ? *Sources* : (1) *El modelo económico cubano: reflexiones desde una perspectiva macroeconómica*, Vilma Hidalgo de los Santos, Economía y Desarrollo, La Havane, 2016 ; (2) *Economía cubana – Ensayos para una reestructuración necesaria*, Omar Everleny Pérez Villanueva, Anales de la Academia de Ciencias de Cuba, 2014 ; (3) *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Turismo)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023.

<sup>60</sup> Dans une économie de la carence où grand nombre de produits de base, fréquemment en rupture de stock dans les magasins d'État, fait l'objet de moult spéculations au marché noir (tant en monnaie nationale qu'en contrevaieurs ou devises), le niveau général des prix *officiels* (régulés) n'est actuellement qu'une fraction du niveau général des prix *réels*. Alors que les salaires (respectivement les prix) officiels sont modestes (respectivement bon marché), la vie est toutefois chère, voire très chère, pour la grande majorité des gens.

<sup>61</sup> Réflexe caractéristique d'une économie parasitaire qui peine à stimuler son système productif, le GdC prétend périodiquement, en commentant publiquement les mesures de stimulation de la demande intérieure, que « *les ventes des nouveaux magasins en MLC dépassent les attentes* ». Pourtant, faire dépendre la demande intérieure d'autre chose que du revenu du travail productif est une chimère vouée aux fluctuations conjoncturelles des économies de provenance des envois de fonds.

<sup>62</sup> Le secteur non-étatique (e.g. entreprises privées dont « *cuentapropistas* » au bénéfice de licences sectorielles d'activité, coopératives privées, etc.), après des espoirs de croissance significative dans le sillon du réchauffement des relations cubano-étasuniennes sous la deuxième Administration Obama (2013-17), occupait 33% de la population active en 2020 (coopératives : 11% ; entreprises privées : 22% dont 13% de « *cuentapropistas* »). Sa part du marché de l'emploi resta *grosso modo* la même en 2021 (pas de chiffres ultérieurs). Il bénéficia de (et contribua à) l'essor du tourisme dans la période 2013-17 (+65%), avec un impact non-négligeable sur les recettes de l'État. Cependant, suite à des cas avérés de fraude fiscale et autres « enrichissements individuels contraires aux buts de la Révolution », le secteur souffre toujours d'un manque de confiance des autorités, qui tardent à décider si elles souhaitent prendre véritablement le risque d'un contre-pouvoir (potentiellement politique) malgré les impératifs de *Realpolitik* économique dans un contexte de récession gravissime et d'embargo accentué (i.e. « l'entreprise privée, mal nécessaire »). Cette attitude ambivalente des autorités vis-à-vis de l'économie privée engendra un manque notable de transparence et prévisibilité du cadre juridique régulant l'économie non-étatique, avec pour conséquence l'inefficace alternance entre mesures d'incitation (e.g. reconnaissance de la propriété privée dans la nouvelle Constitution entrée en vigueur le 24.02.2019) et mesures d'intimidation (e.g. gel unilatéral et indéfini des licences, taxation excessive confinant soit à la banqueroute, soit à l'illégalité, etc.). *Source* : *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Empleos y Salarios)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible).

<sup>63</sup> E.g. obligations ou titres de créance négociables.

<sup>64</sup> Les dernières données rendues publiques par la BCC et l'ONEI (2019) font seulement état de la dette courante totale, qui se limite aux transactions financières et commerciales. Cette dette s'élevait alors à USD 19.6 milliards (18.9% du PIB), dont USD 10.8 milliards pour la dette officielle, USD 1.5 milliards pour la dette bancaire et USD 7.4 milliards pour la dette avec d'autres crédateurs. Toutefois, des rapports indépendants font état d'une dette externe très impressionnante s'élevant à USD 27.6 milliards en 2023. *Sources* : (1) *Country Report Cuba, Economist Intelligence Unit, Londres, 20.02.2023* ; (2) *Informe Económico y Comercial 2023, Oficina Económica y Comercial de España, La Havane, 05.2023*.

<sup>65</sup> Jamais officiellement publiées, les données fondamentales sur les réserves en devises de la BCC s'estimèrent par EIU en 2022 à moins d'une année d'importations (USD 4.1 milliards), en diminution de -34% par rapport à 2021 et -52% par rapport à 2020 (-43% par rapport à 2018). Les projections pour 2023 (USD 5.7 milliards) pointent vers une augmentation de 39% par rapport à 2022. Ces niveaux, qui restent dérisoires, illustrent toute la difficulté de l'État à faire face aux défis macroéconomiques tels que l'unification monétaire. Toutefois, selon des sources informelles du Département d'économie de l'Université de La Havane, les réserves de devises de la BCC se situeraient en-deçà de trois mois d'importations. Dans tous les cas, même s'il est impossible de connaître le chiffre exact, les réserves ont certainement atteint des niveaux préoccupants qui confinent à l'insolvabilité. Selon les statistiques officielles, les importations s'élevèrent par ailleurs à USD 9.9 milliards en 2019 ; à USD 7.2 milliards en 2020 et à USD 8.4 milliards en 2021 (pas de chiffres ultérieurs). *Sources* : (1) *Country Report Cuba, Economist Intelligence Unit, Londres, 16.02.2022* ; (2) *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Cuentas Nacionales), Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible)* ; (3) *Sources informelles du Département d'économie de l'Université de La Havane* ; (4) *Informe Económico y Comercial 2023, Oficina Económica y Comercial de España, La Havane, 05.2023*.

<sup>66</sup> *Caa1*.

<sup>67</sup> *Caa2*.

<sup>68</sup> Dans l'échelle de notation de Moody's, le pallier *Caa2* (subdivisé en 3 sous-catégories : *Positive, Stable, Negative*) relève d'émetteurs à solidité financière ultra-spéculative, susceptibles dès lors d'être en défaut de paiement (ou très proches), avec perspectives de recouvrement faibles (risque de crédit très élevé). Les évaluations de risque de la dette publique à long terme, pour les 8 dernières années, sont les suivantes : *Caa2 Positive* (10.12.2015) ; *Caa2 Stable* (08.11.2017) ; *Caa2 Stable* (13.09.2019) ; *Caa2 Stable* (28.01.2021) ; *Ca Stable* (09.12.2021) ; *Ca Stable* (28.11.2022). En 2021, la notation de la dette à long terme de Cuba est passée de *Caa2* à *Ca*, une catégorie inférieure classant la dette comme hautement spéculative ou proche du défaut de paiement. A noter que la dette publique cubaine à court terme relève de la catégorie spéculative (*Not Prime*), en lien avec la notation *Caa*.

<sup>69</sup> *Source* : *Periodic review of ratings – Government of Cuba, Moody's Investors Service, New York, 03.03.2023*

<sup>70</sup> Pour une vue générale chiffrée des principaux secteurs de l'économie, cf. Annexe 1.

<sup>71</sup> Le secteur tertiaire représentait 78% de la production en 2022 (76% de la production en 2021). Les secteurs primaire (i.e. exploitation des ressources naturelles, à Cuba essentiellement l'agriculture et la pêche) et secondaire (i.e. transformation des matières premières, à Cuba essentiellement l'industrie minière, la construction et les manufactures) représentaient respectivement 2.6% et 19.3% du PIB en 2021 (pas de chiffres pour 2022). *Source* : *Informe Económico y Comercial 2023, Oficina Económica y Comercial de España, La Havane, 05.2023*.

<sup>72</sup> Le PCC est un parti politique formellement fondé en 1965. Parti unique d'obédience « martienne, fidéliste, marxiste et léniniste » (CRC, Art. 5), il dirige le pays depuis sa création. Fidel Castro en fut le Premier secrétaire du 03.10.1965 au 19.04.2011, date à laquelle il fut remplacé dans cette fonction par son frère cadet, Raúl Castro. La Constitution cubaine de 1976 décrit le PCC comme « l'avant-garde organisée de la nation cubaine » et « la force dirigeante supérieure de la société et de l'État, qui organise et oriente les efforts communs vers les hautes fins de la construction du socialisme et la marche en avant vers la société communiste ». La nouvelle Constitution de 2019 maintient le rôle dirigeant du PCC (Art. 5), en confirmant le caractère « irrévocable » du socialisme à Cuba tout en insistant sur le rôle central du PCC pour le développement économique, la promotion de la paix et l'encadrement idéologique. Dans son rôle constitutionnel, le PCC dicta, historiquement, moult résolutions ayant façonné la vie sociale et politique cubaine. Il possède des pouvoirs délibératifs impératifs – verticaux et centralisés – exécutés selon un processus décisionnel unilatéral, indépendant de toute consultation populaire. Si la propagande officielle fait référence à la participation des bases aux décisions partisans fondamentales, il sied de rappeler que seulement 6% des citoyens disposent actuellement d'une carte de membre au PCC.

<sup>73</sup> Le revenu du tourisme s'éleva à USD 1.2 milliards en 2020 (contraction de 1.4 milliards par rapport à 2019) et à USD 0.42 milliards en 2021. Le revenu des services de santé humaine et d'attention sociale s'éleva à USD 4.4 milliards en 2021 ; pas de chiffres ultérieurs. Le montant exact des transferts de fonds de la diaspora n'est quant à lui pas publié par le Gouvernement. Des estimations académiques étasuniennes pour la principale source (USA) postulaient toutefois une

fourchette statistique (imprécise) de USD 1-4 milliards pour l'année 2019. Un rapport du *Center for Strategic and International Studies* estime que, en 2019, la diaspora cubaine transféra USD 1.5 milliards, ce qui représentait une légère augmentation de 0.2% par rapport à 2018. Le Havane Consulting Group estime, quant à lui, que ce chiffre s'élève plutôt à USD 3.72 milliards ; pas de chiffres ultérieurs. Malgré l'impossibilité de trouver des données récentes et précises, la tendance de fond pour la période d'observation de ce rapport est très probablement négative, en conséquence de la recrudescence de l'embargo étasunien sous l'Administration Trump, de sa continuation sous l'Administration Biden, puis des effets socioéconomiques de la pandémie. Il faut tout de même noter que, en février 2021, l'Administration Biden leva les restrictions mises en place par Trump concernant les services de transfert de fonds. Ainsi, il n'existe plus de plafond et la diaspora cubaine peut désormais envoyer des fonds via la banque Western Union, un des seuls prestataires de services de transfert de fonds des USA vers Cuba forcé à supprimer leurs services sous Trump. *Sources* : (1) *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Turismo)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible) ; (2) *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Sector Externo)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible) ; (3) *U.S. Policy on Remittances to Cuba : What are some viable options?*, Center for Strategic and International Studies, 15.09.2021 (URL : <https://rb.gy/zsmyk>).

<sup>74</sup> Le nombre de touristes est passé de 2.9 millions en 2013 à 4.7 millions en 2018, soit une croissance spectaculaire de 62% en cinq ans, essentiellement en provenance (par nombre décroissant de visiteurs en 2018) du Canada (1'109'630), des USA (638'365), de la Russie (137'440) et d'Allemagne (208'506). Les visites déclinèrent en 2019, avec 4.3 millions de personnes (-8.5% par rapport à 2018) puis augmentèrent jusqu'à atteindre 1.6 millions de personnes en 2022. La valeur des exportations de services médicaux est passée de USD 6.4 milliards en 2018 à USD 5.4 milliards en 2019, à USD 4 milliards en 2020, puis à USD 4.3 milliards en 2021 ; pas de chiffres ultérieurs. Bien que les statistiques connaissent une légère augmentation depuis 2020, les chiffres actuels ne sont en aucun cas comparables à ceux pré-pandémie. *Sources* : (1) *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Sector Externo)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible) ; (2) *Anuario Estadístico de Cuba (Turismo) 2021*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible) ; (3) *Anuario Estadístico de Cuba 2018 (Turismo)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2019 ; (4) *Turismo Internacional, Indicadores Seleccionados (Enero–Diciembre 2019)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 03.2020.

<sup>75</sup> Pandémie oblige, les chiffres officiels publiés pour l'année 2020 font état d'une diminution du nombre de visiteurs de l'ordre de 75% entre 2019 et 2020, année pourtant déjà marquée par un ralentissement visible des arrivées, dans le sillon de la recrudescence de l'embargo étasunien. La situation en 2021 ne fut guère plus encourageante, le secteur accusant une chute de 67% par rapport à l'année précédente. L'arrivée de touristes connut une nette recrudescence en 2022 (1.6 millions de visiteurs), mais n'a pas permis au GdC d'atteindre son objectif initial (2.5 millions de personnes). Pour ce qui en va de 2023, Cuba a accueilli 1.2 millions de voyageurs internationaux, soit une augmentation de 190% de par rapport à la même période l'année passée, mais ces chiffres restent toujours en dessous des prévisions (3.5 millions de visiteurs). *Sources* : (1) *Turismo – Llegadas de Visitantes Internacionales – Información Preliminar Enero–Diciembre 2021*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 02.2022 ; (2) *Turismo – Arribo de Viajeros – Visitantes Internacionales*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 04.2022 ; (3) *Cuba ha recibido 1.22 millones de visitantes internacionales hasta abril de 2023*, Swiss Info, 19.05.2023 (URL : <https://rb.gy/70yqg>).

<sup>76</sup> La guerre en Ukraine coupa court aux arrivées de touristes de Russie, qui représentaient 41% des visiteurs étrangers sur l'île en 2021. Vivier intéressant pour l'industrie touristique cubaine avec un marché en forte croissance et un potentiel notable (+97% entre 2020 et 2021), la présence de visiteurs russes fut toutefois réduite, dès 01.2022, avec seulement 20'000 arrivées (22% du total international). Avec des projections avant la guerre en Ukraine d'environ 200'000 touristes russes pour 2022, le manque à gagner est notable et se chiffre en millions. Toutefois, depuis la reprise des vols commerciaux entre Cuba et la Russie, en octobre 2022, le nombre de touristes russes augmenta très nettement. Entre janvier et avril 2023, un total de 44'144 Russes visitèrent l'île. Le vice-premier ministre russe Dmitri Chernishenko alla même jusqu'à déclarer espérer envoyer jusqu'à 500'000 touristes russes par an. *Sources* : (1) *Turismo – Llegadas de Visitantes Internacionales – Información Preliminar Enero–Diciembre 2021*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 02.2022 ; (2) *Lettre de veille économique*, Service Economique de l'Ambassade de France, La Havane, 04.2022 ; (3) *Rusia espera convertirse en el principal emisor de turistas a Cuba*, OnCuba News, 20.05.2023 (URL : <https://rb.gy/ctf3>).

<sup>77</sup> Malgré des annonces fréquentes et enthousiastes du Gouvernement, les énergies renouvelables ne représentaient en 2022 qu'une fraction modique de la génération brute d'électricité (4%), avec une marge de progression annuelle très faible (4.7% en 2017 ; 5.6% en 2018 ; 5.8% en 2019 ; pas de chiffres ultérieurs). De plus, selon l'ONEI, entre 2018 et 2022, la production d'électricité a été réduite de près d'un quart. Ce secteur butte, comme tant d'autres, sur l'indigence des caisses publiques, notamment en devises, vitales pour toute infrastructure d'importation. *Sources* : (1) *La Biomasa como Fuente Renovable de Energía para el Medio Rural*, Direction du développement et de la coopération (DDC), Projet de développement, Phase III (2017-21) ; (2) *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Minería y Energía)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible).

<sup>78</sup> Les dernières données officielles disponibles (2021) quant au commerce bilatéral de marchandises font état d'échanges (dans les deux sens) à hauteur de USD 1.3 milliards entre Cuba et le Venezuela (USD 2.03 milliards en 2019). Dans la liste des principaux partenaires commerciaux bilatéraux, le Venezuela n'est devancé que par la Chine (USD 1.4 milliards en 2021 ; 1.67 milliards en 2019) puis vient l'Espagne (USD 1 milliard en 2021 ; 1.35 milliards en 2019), le Canada (USD 0.8 milliard en 2021 ; USD 0.72 milliard en 2019), la Russie (USD 0.6 milliard en 2021 ; USD 0.41 milliard en 2019), les Pays-Bas (USD 0.5 milliard en 2021 ; USD 0.55 milliard en 2019), l'Argentine (USD 0.4 milliard en 2021 ; USD 0.47 milliard en 2019) et le Mexique (USD 0.37 milliard en 2021 ; USD 0.42 milliard en 2019). Les trois premiers pays représentent 36% des échanges commerciaux de l'île en 2021. En valeur agrégée, l'UE représente depuis plusieurs années le premier partenaire commercial, à concurrence de EUR 2.8 milliards de commerce bilatéral de marchandises en 2021 (EUR 2.61 milliards en 2019) ce qui représente 27% des échanges commerciaux de Cuba en 2021. *Sources* : (1) *Anuario Estadístico de Cuba 2019 (Sector Externo)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2020; (2) *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Sector Externo)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible) ; (3) *European Union's Trade in Goods with Cuba*, European Commission, Directorate General for Trade, Brussels, 08.05.2020 ; (4) *La Unión Europea y Cuba, socios estratégicos con escasa visibilidad*, Columbia Law School, 11.03.2023 (URL : <https://rb.gy/l509s>).

<sup>79</sup> Cuba signe avec le Venezuela le 19.10.2000 l'Accord de coopération énergétique de Caracas (*Acuerdo de Cooperación Energética de Caracas*), accord bilatéral aux termes duquel du pétrole brut est fourni à Cuba à conditions préférentielles. Cuba est également partie à l'Alliance Petrocaribe (*Alianza Petrocaribe*), pacte multilatéral de sécurité énergétique de 06.2005, initiative du Président Hugo Chávez Frías aux termes de laquelle le Venezuela, premier pays exportateur de pétrole en Amérique latine, institue des livraisons de pétrole brut à tarifs préférentiels en faveur des États de la Caraïbe et d'Amérique Centrale, en promotion d'un « usage rationnel et solidaire des ressources énergétiques ». Petrocaribe, avec comme antécédents l'Accord de San José (1980) et l'Accord de Coopération Énergétique de Caracas (2000), participe pleinement de l'Initiative de Petroamérique (*Iniciativa de Petroamérica*) de 2004 ainsi qu'à l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (*Alianza Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América*) de 2005. *Sources* : (1) *Venezuela Will Sell Cuba Low-Priced Oil*, Larry Rohter, *New York Times*, New York, 31.10.2000 (URL : <https://rb.gy/vwqmlj>) ; (2) *Nace Petrocaribe*, *Petróleos de Venezuela S.A.*, Caracas, 2005 (URL : <https://rb.gy/eu9dzs>) ; (3) *Petrocaribe – Integración solidaria*, Ministerio de Comunicación e Información de Venezuela, Caracas, 07.2005 ; (4) *La integración energética en América del Sur: la iniciativa de Petroamérica*, *Latinoamérica*, María del Rocío Vargas, [online], N°40, 2005.

<sup>80</sup> Il n'y a pas de statistiques officielles spécifiques au commerce bilatéral d'hydrocarbures entre Caracas et La Havane. La compagnie pétrolière étatique vénézuélienne (*Petróleos de Venezuela S.A. – PDVSA*) ne publie pas sa comptabilité interne et, côté cubain, l'ONEI ne ventile pas ses (éparses) statistiques agrégées (e.g. les importations totales pour un pays de provenance donné ne sont pas ventilées par catégorie de bien ; les importations totales pour un bien d'importation donné ne sont pas ventilées par pays de provenance). Un recoupement de sources nous permet toutefois deux conjectures : (I) le total des importations officielles cubaines en provenance du Venezuela (USD 1.77 milliards en 2019 ; USD 1.06 milliards en 2020 ; USD 1.2 milliards en 2021 ; pas de chiffres ultérieurs) représente majoritairement du pétrole brut, troqué contre des services de santé humaine puis réexporté comme source de devises, ou transformé pour consommation locale ; (II) une part notable des importations cubaines de pétrole brut (USD 3.27 milliards en 2018 ; USD 2.57 milliards en 2019 ; 1.59 en 2020 ; pas de chiffres ultérieurs) est essentiellement d'origine vénézuélienne, étant donné la lenteur des négociations avec des fournisseurs alternatifs et l'absence d'importations de volume notable en provenance de pays exportateurs dans les statistiques de l'ONEI sur le commerce bilatéral total. Dans ces conditions, la crise sociopolitique, humanitaire et migratoire vénézuélienne, débutée en 2013 et combinée à la recrudescence des sanctions étasuniennes contre Caracas et La Havane sous l'Administration Trump puis Biden, est le facteur explicatif privilégié de la chute récente des importations totales de pétrole brut à Cuba. Celles-ci déclinèrent en effet de -53% entre 2013 et 2018 (il n'y a pas de données officielles post-2018 sur ce thème, mais des sources officieuses, filtrées par Reuters et Refinitiv, font état d'une continuation de cette tendance négative en 2019-22). Et quand bien même la pandémie actuelle permet d'atténuer la demande énergétique interne cubaine, tout porte à croire que sans approvisionnements alternatifs, le niveau actuel des importations du Venezuela (à peine 52'000 barils par jour en 2023) ne permettra pas d'éviter de nouvelles crises énergétiques à court et moyen terme sur l'île. Cette chute d'importation de pétrole intensifie la crise de carburant que traverse Cuba aggravée par l'incendie de la base de superpétroliers de Matanzas. En effet, en août 2022, la plus importante infrastructure de stockage de pétrole brut du pays a pris feu : 145'000 mètres cubes de pétrole ont été la proie des flammes, aggravant ainsi la situation énergétique du pays. *Sources* : (1) *Anuario Estadístico de Cuba 2019 (Sector Externo)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2020 ; *Anuario Estadístico de Cuba 2020 (Sector Externo)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2021 (pas d'édition plus récente disponible) ; (2) *Eikon Data*, Refinitiv, [online], 2020 (URL : <https://rb.gy/tqvnzm>) ; (3) *Swapping Petroleum for Doctors and the Impact of Cutbacks in Venezuelan Oil Deliveries*, Ernesto Hernández-Catá, *American Economic Association*, San Diego, 12.2019 ; (4) *Granma* (organe officiel du PCC) ; (5) *Cuba, cuatro meses después del terrible incendio de Matanzas*, *Euro News*, 11.12.2022 (URL : <https://rb.gy/qmly2>).



<sup>81</sup> Des tractations sont en cours sur divers fronts, dans des conditions très opaques, avec des transactions (encore modestes en proportion des besoins) rapportées par la presse. Cette stratégie butte toutefois sur les carences en devises des caisses publiques puisque, contrairement au Venezuela, la plupart des exportateurs tendent à prioriser l'intérêt financier sur l'orientation idéologique – *a fortiori* dans un contexte de crise économique globale. *Sources* : (1) *Refinitiv, Eikon Data*, [online], 2021 (URL : <https://rb.gy/tqvnzm>) ; (2) *Granma (organe officiel du PCC)*.

<sup>82</sup> Cuba traverse actuellement une crise énergétique aiguë, aggravée par l'incendie de la base de superpétroliers de Matanzas, par la guerre en Ukraine ainsi que par la crise vénézuélienne. En réponse à la pénurie de pétrole, dont la production nationale diminua de 18.4% entre 2014 et 2019 (pas de chiffres ultérieurs), le Gouvernement a imposé depuis avril 2023 – de manière subite, désespérée et peu coordonnée – des mesures drastiques d'économie de consommation (e.g. limitations d'approvisionnement des stations-service, du transport public/privé, etc.). Ces mesures conjoncturelles paralysent significativement la mobilité des biens et des personnes (y-inclus les représentations diplomatiques). La dernière crise énergétique si aiguë remontait à 2019. Après une année 2020 relativement stable, les coupures d'électricité se firent de plus en plus nombreuses en 2022-23, notamment à la campagne et dans les quartiers moins favorisés des grandes villes. Dans un contexte de crise, l'été 2023 s'annonce comme une période de coupures aiguës, d'ores et déjà annoncées dans les médias. *Sources* : (1) *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Minería y Energía), Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible)* ; (2) *Granma (organe officiel du PCC) ; population locale*.

<sup>83</sup> En sus des pénuries énergétiques, les années 2022-23 furent également marquées par une contraction significative de la production alimentaire, en raison de carences matérielles qui affectèrent significativement la productivité agricole (e.g. combustible, pièces des rechange, intrants chimiques, céréales pour l'alimentation animale, etc.). Cette situation, combinée aux entraves financières (i.e. carence de devises) ou juridico-politiques (i.e. effets directs ou indirects de l'embargo étasunien) relatives aux importations alimentaires (USD 1.91 milliards en 2019 ; USD 1.62 en 2020 ; USD 1.95 en 2021 ; pas de chiffres ultérieurs), engendra des pénuries sévères jusqu'en 2022-23. La pandémie mondiale surgit donc dans un contexte déjà calamiteux ; son choc macroéconomique, à Cuba, fut aussi un choc socioéconomique : à l'instar d'un coup de massue infligé à un homme à terre, elle impose aujourd'hui à la population locale des queues de plusieurs heures, sous un soleil de plomb, aux portes de magasins aussi vides de produits que bondés de clients. *Sources* : (1) *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Sector Externo), Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible)* ; (2) *Sector Agropecuario – Incidencia en la Economía Cubana 2017-19, Pronóstico 2020, Perspectiva 2021, Rapport interne de la DDC, Armando Nova, La Havane, 09.2021*.

<sup>84</sup> *Source* : *Lineamientos de la Política Económica y Social del Partido y la Revolución, VI<sup>ème</sup> Congrès du PCC, La Havane, 16-19.04.2011*.

<sup>85</sup> Le 19.08.2021, la Gaceta Oficial de la República de Cuba publia un ensemble de règlements très attendus concernant l'activité des formes de gestion non-étatiques, notamment les micro, petites et moyennes entreprises, le travail indépendant et les coopératives non-agricoles. Parmi les avantages les plus notables de ce groupe de mesures figurent la réduction de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'assouplissement des obligations fiscales pour les travailleurs qui sont « totalement empêchés d'exercer leurs activités en raison de situations climatologiques, épidémiologiques ou autres situations similaires » ; l'exemption de plusieurs obligations fiscales dans le but de faciliter leur incorporation dans la sphère non étatique ; ainsi que l'approbation d'un groupe d'activités qui étaient autorisées en vertu des dispositions précédentes. Toutefois, des interdictions demeurent pour le développement d'un large groupe d'occupations et d'activités techniques dans le domaine professionnel, notamment la finance et les assurances, la presse, l'immobilier, la publicité, les services juridiques, le conseil et la gestion, l'architecture et l'ingénierie, les agences et les voyagistes privés. *Source* : *El Toque estrena buscador de actividades del sector no estatal en Cuba, El Toque (journal dissident et indépendant), 23.08.2021 (URL : <https://rb.gy/n81s8v>)*.

<sup>86</sup> Notamment la loi fiscale et la loi-cadre sur les coopératives. La législation en vigueur en matière de coopératives est relativement récente (cf. Décret-loi n°365 « Sur les coopératives agricoles » et son règlement afférent, le Décret-loi n°354 du 24.05.2019). Un nouveau décret-loi sur les coopératives agricoles était attendu en juillet 2022, où les concepts de coopération entre coopératives, et de coopératives avec d'autres acteurs économiques – y compris privés – devaient apparaître. Le GdC devait notamment préparer une loi unifiée sur les coopératives, qui devait inclure les coopératives agricoles et non-agricoles. Les questions centrales portaient sur la manière dont la loi allait exprimer les droits du travail des membres des coopératives, sur la création ou non d'un institut pour le développement des coopératives, sur le sort des unités de base de production coopérative (UBPC) et sur le fonctionnement des coopératives de crédit et de services (CCS). Toutefois, il n'en fut rien de ce décret-loi. La dernière législation en vigueur en matière de coopératives est donc le Décret-loi n°365 et son Règlement. A noter toutefois que le Conseil des ministres donna, le 02.06.2021, feu vert pour la création de la figure juridique de la PME, tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Cette mesure, attendue depuis des années par la société civile, fait suite à la décision gouvernementale en 02.2021 de remplacer une liste de 127 activités permises par une liste de 124 activités interdites ou limitées pour le secteur non-étatique. Cette mesure

autorise *de facto* les PME à s'engager dans le reste des activités inscrites au Classificateur national des activités économiques, soit plus de 2'000 activités économiques. A noter que l'État se réserve encore le monopole de moult secteurs considérés comme stratégiques pour des raisons économiques, politiques ou idéologiques, comme les produits d'exportation (e.g. sucre, tabac, mines, produit pharmaceutiques), les services publics (e.g. santé, éducation, production et distribution énergétique, eau, gaz), les télécommunications, le commerce de gros, la banque, la presse ou encore la défense. Dans ces conditions, seul l'avenir dira si ces décisions gouvernementales sur le PME annoncent un réel changement structurel, ou s'il s'agit, au contraire, d'une énième demi-mesure sans effet substantiel sur le destin (pour l'instant tragique) de l'économie cubaine. Sources : (1) *Clasificador Nacional de Actividades Económicas*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 09.02.2021 (URL : <https://rb.gy/vej2su>) ; (2) *Lettre économique de Cuba*, Ministère de l'économie des finances et de la relance, Service économique de l'Ambassade de France à Cuba, La Havane, 06.2021 & 06.2022 ; (3) *Decreto-Ley 365 de 2018 "De las Cooperativas Agropecuarias"*, Consejo de Estado, La Havane, 24.05.2019 (URL : <https://rb.gy/jiif4p>) ; (4) *Decreto-Ley 354 de 2018 "Reglamento del Decreto-Ley de las Cooperativas Agropecuarias"*, Consejo de Estado, La Havane, 24.05.2019 (URL : <https://rb.gy/qebckm>) ; (5) *Decreto-Ley 46 de 2021 "Sobre las micro, pequeñas y medianas empresas"*, Consejo de Estado, la Havane, 19.08.2021 (URL : <https://rb.gy/iflozs>).

<sup>87</sup> Il s'agit de : (1) la nouvelle Constitution de 2019 (*Constitución de la República de Cuba*), remplaçant celle de 1976 et approuvée par le parlement après le référendum populaire du 24.02.2019 ; (2) les Lignes directrices de la politique économique et sociale du Parti et de la Révolution à Cuba (*Lineamientos de la Política Económica y Social del Partido y la Revolución en Cuba*) document programmatique approuvé lors du VI<sup>ème</sup> Congrès du PCC (16-19.04.2011) ; (3) la Conceptualisation du modèle économique et social cubain de développement socialiste – Plan national de développement économique jusqu'à 2030 – Proposition de vision de la nation, axes stratégies, objectifs et secteurs stratégiques (*Conceptualización del Modelo Económico y Social Cubano de Desarrollo Socialista – Plan Nacional de Desarrollo Económico hasta 2030 – Propuesta de Visión de la Nación, Ejes Estratégicos, Objetivos y Sectores Estratégicos*), document programmatique approuvé lors du VII<sup>ème</sup> Congrès du PCC (16-19.04.2016) ; et (4) la Stratégie économique et sociale pour soutenir l'économie et affronter la crise mondiale de Covid-19 (*Estrategia Económica y Social para el Impulso de la Economía y el Enfrentamiento a la Crisis Mundial Provocada por la Covid-19*), document technique adopté par le Ministère de l'économie et de la planification (*Ministerio de Economía y Planificación – MEP*).

<sup>88</sup> Selon l'ONEI, Cuba avait en 2022 une population de 11.1 millions d'habitants. Toutefois, il est probable que ce chiffre soit une surestimation si nous prenons en compte l'exode migratoire qui accable l'île depuis plusieurs années. Le recensement national, normalement prévu pour 2023, fut repoussé à 2025, geste qui dénote la nervosité du Gouvernement à admettre l'ampleur du problème. Il faudra donc attendre cette année-là pour avoir des données plus précises. Source : *Actualización de los Indicadores Demográficos de Cuba*, ONEI, 19.05.2023.

<sup>89</sup> Le secteur non-étatique (e.g. entreprises privées dont « cuentapropistas » au bénéfice de licences sectorielles d'activité, coopératives privées, etc.), après des espoirs de croissance significative dans le sillon du réchauffement des relations cubano-étasuniennes sous la deuxième Administration Obama (2013-17), occupait grosso modo 1/3 de la population active en 2021 (coopératives : 11% ; entreprises privées : 22% dont 13% de « cuentapropistas »). Source : *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Empleos y Salarios)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible).

<sup>90</sup> Sources : (1) *Informe Económico y Comercial 2021*, Oficina Económica y Comercial de España, La Havane, 03.2022 ; (2) *Ministère du travail et de la sécurité sociale (MTSS)*.

<sup>91</sup> Pas de chiffres ultérieurs.

<sup>92</sup> Contraction de -13% par rapport à la même période l'année précédente (2020). Source : *Informe Económico y Comercial 2023*, Oficina Económica y Comercial de España, La Havane, 05.2023.

<sup>93</sup> Selon les estimations de l'ONU, Cuba importe plus de 80% de la nourriture qu'elle consomme, ce qui équivaut à un coût de plus de USD 2'000 millions par année. Les importations concernent principalement les céréales (blé, riz, maïs), la viande (poulet) et les produits laitiers (lait en poudre). Sources : (1) *El drama de la comida en Cuba*, *El Toque*, 16.06.2022 (URL : <https://rb.gy/cdk7rw>) ; (2) *Díaz-Canel reconoce los problemas para importar alimentos y combustible que sufre Cuba*, *Swiss Info*, 19.05.2023 (URL : <https://rb.gy/ybkqg>).

<sup>94</sup> Pas de chiffres ultérieurs.

<sup>95</sup> Source : *Informe Económico y Comercial 2023*, Oficina Económica y Comercial de España, La Havane, 05.2023.

<sup>96</sup> L'exemple le plus frappant d'une industrie en chute libre depuis plusieurs décennies est la filière sucrière. Alors que Cuba connut, en 2022, l'une des pires récoltes de sucre de son histoire (récolte de seulement 52% du plan de production prévu), la nouvelle moisson, lancée en 12.2022, fut tout aussi catastrophique, en dépit des nouvelles moissonneuses-



batteuses chinoises équipées de GPS et vantées par les autorités. Si donc, en 2022, Cuba produisit le niveau de sucre le plus bas des 150 dernières années, la récolte de 2023 s'annonce encore plus dramatique. L'objectif 2023 est fixé à 455'000 tonnes de canne. La quantité prévue est même inférieure aux 473'000 tonnes produites lors de la récolte précédente, bien loin des 8-10 millions de tonnes des années 1960-70 (25% de la production sucrière mondiale), lorsque l'URSS achetait, sans compter et à tarifs préférentiels, le sucre cubain en échange de pétrole, de biens de production et d'une présence stratégique sur l'île. Alors qu'avant la Révolution de 1959, le sucre représentait environ 80% des exportations de Cuba, il ne pèserait plus aujourd'hui qu'environ 5% et contribuerait à moins de 1% du PIB. *Sources* : (1) *À Cuba, l'industrie sucrière n'est plus que l'ombre d'elle-même, Le Figaro, 29.12.2021* (URL : <https://rb.gy/gbniem>) ; (2) *Arranca la cosecha de azúcar en Cuba tras la peor siembra en más de un siglo, Swiss Info, 25.11.2022* (URL : <https://rb.gy/0p97m>).

<sup>97</sup> Pas de chiffres ultérieurs.

<sup>98</sup> Augmentation de +1% par rapport à la même période l'année précédente (2020). *Source* : *Informe Económico y Comercial 2023, Oficina Económica y Comercial de España, La Havane, 05.2023.*

<sup>99</sup> D'ailleurs, l'indice du volume physique de l'industrie en 2021 représente 55% de ce qu'il était en 1989. *Source* : *Informe Económico y Comercial 2023, Oficina Económica y Comercial de España, La Havane, 05.2023*

<sup>100</sup> Cuba est le 5<sup>ème</sup> pays en termes de réserves mondiales.

<sup>101</sup> Cuba est le 3<sup>ème</sup> pays en termes de réserves.

<sup>102</sup> Alors que les exportations de nickel garantissaient en moyenne USD 650 millions annuels à Cuba, les cours mondiaux chutèrent avec le temps. Alors que les récentes sanctions contre la Russie (3<sup>ème</sup> producteur mondial, 10% de la production mondiale) portèrent les cours mondiaux à des niveaux très élevés, cette aubaine (passage de 18'000 USD/t en 2021 à 35'000 USD/t) ne bénéficia toutefois que très marginalement à Cuba, essentiellement en raison de l'état lamentable des installations nationales. *Source* : *Lettre économique de Cuba, Ministère de l'économie des finances et de la relance, Service économique de l'Ambassade de France à Cuba, La Havane, 06.2021 & 06.2022.*

<sup>103</sup> *Source* : *Informe Económico y Comercial 2023, Oficina Económica y Comercial de España, La Havane, 05.2023.*

<sup>104</sup> Selon le Ministère de l'énergie et des mines (MINEM), il est prévu qu'en 2030, le pays consomme autour de 30'000 GWh d'énergie, dont 7'316 GWh proviendront de sources renouvelables. Pour y parvenir, l'État estime qu'il devrait dépenser USD 3.7 milliards en importations au cours des prochaines années. Ce projet ambitieux prévoit l'installation de 2'334 MW de nouvelles capacités électriques à partir de sources durables. Le plan comprend les éléments suivants : la construction de 25 centrales bioélectriques qui fonctionneront avec la biomasse de la canne à sucre, de 14 parcs éoliens, de 191 centrales solaires photovoltaïques, de 74 centrales hydroélectriques et de 531 installations de biogaz. *Source* : *Informe Económico y Comercial 2021, Oficina Económica y Comercial de España, La Havane, 03.2022.*

<sup>105</sup> Pas de chiffres ultérieurs. Toutefois, l'ONEI mentionne des données sur l'exportation de vaccins qui a représenté plus de USD 200 millions en 2021. Il n'y a toujours pas de données pour 2022. *Source* : *Informe Económico y Comercial 2023, Oficina Económica y Comercial de España, La Havane, 05.2023.*

<sup>106</sup> L'industrie biopharmaceutique, secteur stratégique de l'économie cubaine, souffre chaque année de pertes économiques considérables dans sa capacité de recherche, de mise au point, de production et de commercialisation de produits à cause de l'embargo, celles-ci s'étant chiffrées à environ USD 190 millions en 2021 (pas de chiffres ultérieurs). La biotechnologie cubaine doit aussi supporter des surcoûts découlant d'achats sur des marchés éloignés et de la nécessité de recourir à des intermédiaires pour obtenir des produits étasuniens. Finalement, le manque de devises internationales rend l'achat de matières premières nécessaires à la fabrication de certains produits encore plus compliqué pour le GdC. *Source* : *Cuba versus Bloqueo, Ministerio de Relaciones Exteriores, La Havane, 10.2022.*

<sup>107</sup> Pas de chiffres ultérieurs.

<sup>108</sup> Ce secteur n'a pas connu de croissance entre 2019 et 2020.

<sup>109</sup> *Source* : *Informe Económico y Comercial 2023, Oficina Económica y Comercial de España, La Havane, 05.2023.*

<sup>110</sup> Cuba est membre fondateur de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (*General Agreement on Tariffs and Trade – GATT*), signé le 30.10.1947 par 23 pays afin d'harmoniser les politiques douanières des parties signataires.

<sup>111</sup> Fonds monétaire international (FMI) et Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), désormais connue comme Banque mondiale et composée de l'Association internationale de développement (IDA), la Société Financière Internationale (IFC), l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA) et le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).

<sup>112</sup> Siégeant à Washington D.C., la BID est organisme intergouvernemental régional qui finance des projets viables de développement économique, social et institutionnel tout en promouvant l'intégration commerciale à l'échelle de l'Amérique latine et des Caraïbes. Créée le 08.04.1959, l'organisation est présidée depuis le 19.12.2022 par Ilan Goldfajn, un économiste brésilien.

<sup>113</sup> *Corporación Andina de Fomento* (CAF), parfois aussi nommée Banque de développement de l'Amérique latine (Banco de Desarrollo de América Latina). Il s'agit d'une banque régionale de développement dont le mandat est de promouvoir le développement durable et l'intégration régionale en Amérique latine via des projets de coopération technique et autres services spécialisés. Créée le 07.02.1968, l'organisation compte actuellement 18 membres latino-américains et caribéens et 2 membres européens (Espagne et Portugal).

<sup>114</sup> *Banco Centroamericano de Integración Económica* (BCIE). Il s'agit d'une banque régionale de développement dont le mandat est de promouvoir l'intégration économique et le développement des pays membres, notamment via des programmes d'appui aux PME. Créée le 13.12.1960 par le Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale (*Tratado General de Integración Económica Centroamericano*), l'organisation compte 14 membres et siège à Tegucigalpa (Honduras).

<sup>115</sup> *Comisión Económica para América Latina* (CEPAL). Il s'agit d'un organisme intergouvernemental régional de l'ONU fondé en 1948 pour encourager initialement des stratégies de développement d'industrialisation par substitution aux importations (protectionnisme sélectif). L'organisation compte actuellement 46 membres et publie périodiquement des statistiques économiques de référence sur l'Amérique latine. Cuba en a assumé la présidence *pro tempore* entre 2018 et 2020, charge transférée au Costa Rica à compter d'octobre 2020.

<sup>116</sup> *Comunidad de Estados Latinoamericanos y Caribeños* (CELAC). Il s'agit d'un organisme intergouvernemental régional qui promeut l'intégration et le développement des pays latino-américains. Créée le 23.02.2010 à Playa del Carmen (Mexique), l'organisation regroupe 33 États d'Amérique latine et de la communauté caribéenne (CARICOM). Pensée comme une alternative à l'OEA, son VI<sup>ème</sup> sommet fut organisé à Mexico City 18.09.2021, après deux années d'absence pour raisons sanitaires liées à la pandémie de Covid-19. Le président cubain Miguel Díaz-Canel (MDC) prononça à cette occasion un discours lors duquel furent évoqués les thèmes habituellement convoqués par La Havane lors de grandes manifestations internationales, à savoir : (1) la dénonciation de l'embargo économique étasunien à l'encontre de Cuba et, de manière plus générale, les « prétentions impérialistes » des États-Unis ; (2) la réaffirmation de la solidarité de Cuba envers les pays de la région et, dans le cadre précis de la CELAC, l'importance du rôle de celle-ci dans la promotion de l'unité régionale. Nouveau cette année – circonstances obligent – fut l'autocongratulation de MDC envers son pays pour sa gestion de la pandémie de Covid-19 et, plus spécifiquement, son succès en matière de production vaccinale. MDC émit ses espoirs de profiter du cadre institutionnel que représente la CELAC en vue de faciliter la production et la distribution régionale des vaccins cubains pour immuniser rapidement toute la région. À noter que dans son discours, MDC ne fit qu'une brève allusion aux manifestations du 11.07.2021 dans son pays, en les qualifiant de campagne de discrédit financée par les États-Unis. Un échange houleux s'ensuivit avec le président uruguayen, Luis Lacalle Pou (LLP). Lors de sa prise de parole, ce dernier clarifia que sa présence lors du sommet ne témoignait aucunement de sa complicité envers les représentants de certains gouvernements, notamment Cuba, le Venezuela et le Nicaragua. LLP critiqua spécifiquement les carences démocratiques de ces pays et l'absence de séparation des pouvoirs, tout en dénonçant l'usage de leurs appareils répressifs pour faire taire des manifestations populaires légitimes. Suite aux protestations de MDC, LLP souligna l'existence de voies de recours démocratiques en Uruguay, en terminant sa prise de parole par la citation d'une partie de la chanson « Patria y Vida », symbole d'une partie de l'opposition cubaine. Les arguments de MDC, dont le malaise et la manque de préparation n'échappèrent à personne, reposèrent sur l'évocation du courage du peuple cubain face à l'embargo étasunien ainsi que le mécontentement du peuple uruguayen face aux politiques néolibérales de LLM. Au-delà des développements circonstanciels liés à la pandémie de Covid-19 et des atermoiements avec le président de l'Uruguay lors du sommet de 2021, la CELAC occupe, depuis son lancement, une place de choix dans la politique étrangère cubaine. Elle représente l'une des rares arènes où ne figurent pas les États-Unis, conférant à l'île l'impression de ne pas être totalement isolée. De manière générale, le processus d'intégration régionale et la solidarité entre nations latino-américaines sont des thèmes chers à Cuba, fréquemment usés par La Havane en vue d'augmenter son « soft power » (e.g. exportation de services médicaux dans la sous-région). Les récentes réunions montrèrent aussi que les thèmes abordés sont généralement en adéquation avec les priorités de la politique étrangère cubaine, entre autres en matière de santé (considérée comme un droit humain fondamental à Cuba) et de désarmement. L'application de l'Agenda 2030 fait partie des engagements pris par les membres de la CELAC, arène permettant à Cuba de consolider des alliances idéologiques déjà établies, mais aussi de confronter les représentants de GdC aux politiques parfois antithétiques voire antagonistes d'autres pays régionaux. Pour rappel, Cuba présida le sommet 2014 de la CELAC, qui se tint à La Havane.

<sup>117</sup> *Asociación Latinoamericana de Integración* (ALADI). Il s'agit d'un organisme intergouvernemental régional qui promeut l'intégration économique et sociale par réduction des obstacles au commerce (création d'un marché commun). Créée le 12.08.1980 à Montevideo (Uruguay), l'organisation compte actuellement 13 membres.

<sup>118</sup> *Asociación de Estados del Caribe* (AEC). Il s'agit d'un organisme intergouvernemental régional qui promeut la consultation, la coopération et l'action concertée entre tous les pays de la Caraïbe. Créée le 24.07.1994 à Carthagène (Colombie), l'organisation compte actuellement 25 membres et ses activités sont axées sur la réduction des risques de catastrophe, le tourisme durable, le commerce, les transports et la protection de la mer des Caraïbes.

<sup>119</sup> *Sistema Económico Latinoamericano y del Caribe* (SELA). Il s'agit d'un organisme intergouvernemental régional qui promeut la coopération économique et le développement social en Amérique latine et dans les Caraïbes. Créée le 17.10.1975 à Panama City (Panama), l'organisation compte actuellement 25 membres.

<sup>120</sup> *Organización de los Estados Americanos* (OEA). Créée en 1948 et située à Washington, l'OEA regroupe la plupart des gouvernements des États d'Amérique. Les États membres se fixent des politiques et objectifs importants dans le cadre de l'Assemblée générale, qui réunit les ministres des affaires étrangères du continent une fois par an. Cuba faisait partie des États membres de l'OEA, mais à la suite d'un vote lors de la 8<sup>ème</sup> consultation des ministres des affaires étrangères, La Havane fut exclue le 31.01.1962 sur demande du président étasunien John F. Kennedy. La raison de son exclusion est que l'établissement d'un système communiste était considéré comme incompatible avec le système interaméricain, car il brisait l'unité et la solidarité du continent. Les pays de l'OEA se virent en conséquence interdire de commercer et d'échanger avec l'île. Le 03.03.2009, l'OEA approuva, par acclamation, une résolution privant d'effet la décision d'exclusion de la participation de Cuba au système interaméricain. Le président brésilien de l'époque accueillit cette décision comme une « victoire du peuple latino-américain ». Cuba refusa toutefois de réintégrer l'organisation.

<sup>121</sup> *Caribbean Community*. Il s'agit d'un organisme intergouvernemental régional regroupant plusieurs États anglophones des Caraïbes, le Suriname néerlandophone et Haïti (francophone et créolophone). Créée le 04.07.1973 à Chaguaramas (Trinité-et-Tobago), l'organisation compte 15 membres. Son objectif est de renforcer les liens interétatiques dans la Caraïbe et de construire un espace de libre-échange autour d'un marché unique, le *Caribbean Single Market and Economy* (CSME).

<sup>122</sup> *Trade and Economic Cooperation Agreement* (TECA), signé le 05.07.2000.

<sup>123</sup> Fondé en 1964 par 77 pays en développement, le G77 rassemble la quasi-totalité des pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie du Sud et compte actuellement 134 pays, soit les deux tiers des membres des Nations unies

<sup>124</sup> Plus spécifiquement la façon dont celui-ci affecte disproportionnellement les pays en développement.

<sup>125</sup> En pleine Guerre froide, les USA et Cuba rompirent leurs relations diplomatiques le 03.01.1961, officiellement en raison d'un désaccord sur les niveaux de personnel dans leurs ambassades respectives. Des puissances protectrices furent désignées pour représenter chaque partie dans la capitale de l'autre à compter du 04.01.1961 : la Suisse pour les USA à La Havane et la Tchécoslovaquie pour Cuba à Washington.

<sup>126</sup> Le « dégel cubain », annoncé le 17.12.2014 suite à un échange téléphonique entre les présidents Barack Obama et Raúl Castro, s'est matérialisé en trois jalons : (1) échange de prisonniers (décembre 2014) ; (2) retrait de Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme établie par le Département d'État étasunien (29.05.2015) ; (3) réouverture des ambassades de Cuba et des USA à Washington et La Havane respectivement (20.07.2015).

<sup>127</sup> Suite à un bref réchauffement des relations diplomatiques, Cuba et les États-Unis convinrent en 1977 d'instituer des sections d'intérêts gérées par leurs diplomates respectifs dépêchés sur le territoire de l'autre État. Sur cette base, la Section des intérêts étasuniens intégrée à l'Ambassade de Suisse à La Havane (*United States Interests Section of the Embassy of Switzerland in Havana* – USINT Havana, selon l'acronyme de l'adresse télégraphique du Département d'État étasunien) représenta les USA à Cuba du 01.09.1977 au 20.07.2015. En parallèle, la Section des intérêts cubains intégrée à l'Ambassade de Tchécoslovaquie à Washington (*Cuba Interests Section of the Czechoslovak Embassy to the United States*) représenta Cuba aux USA du 01.09.1977 au 31.03.1991. Le Gouvernement post-communiste de Tchécoslovaquie ayant refusé de poursuivre cette activité, ce mandat fut transféré à la Section des intérêts cubains intégrée à l'Ambassade de Suisse à Washington (*Cuban Foreign Interests Section of the Embassy of Switzerland in Washington*), qui représenta Cuba aux USA du 01.04.1991 au 20.07.2015. Le double mandat de puissance protectrice – partie des bons offices traditionnels de la Suisse qui s'inscrivent dans une politique extérieure responsable – revêtit dans le cas d'espèce un caractère surtout formel : les deux sections d'intérêts fonctionnaient en effet avec un haut degré d'indépendance dans pratiquement tous les domaines, à l'exclusion du protocole.

<sup>128</sup> La mission de « puissance protectrice » est un mandat de conciliation exercé par un pays chargé de garantir un minimum de contacts réciproques entre deux États n'entretenant aucune relation diplomatique et/ou consulaire. La Suisse accepta un mandat étasunien à La Havane à compter du 04.01.1961, mandat dit « de Vienne » car axé sur des

activités relatives à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961 et à la Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963. La Suisse accepta un mandat analogue du GdC à compter du 01.04.1991, rôle jusqu'alors endossé par la Tchécoslovaquie. *Source* : *La Suisse et la représentation des intérêts américains à Cuba dans les années 1961-77*, Presses Universitaires de France, Paris, 2010.

<sup>129</sup> L'embargo économique, commercial et financier des USA contre Cuba (en espagnol *bloqueo*) fut initialement instauré dans la période 1960-62 en réponse au rapprochement Cuba-URSS et aux nationalisations via lesquelles le Gouvernement révolutionnaire de Fidel Castro expropria toutes les compagnies étasuniennes sur l'île. L'embargo ne fut jamais levé, ce qui en fait la plus longue guerre économique de l'époque contemporaine. Depuis 1992, l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) adopte annuellement une résolution condamnant l'impact notamment social de cette politique déclarée violation de la Charte de l'ONU comme du droit international. L'embargo s'applique actuellement via six bases légales : (1) la Loi sur le commerce avec l'ennemi (*Trading with the Enemy Act*, 06.10.1917), qui prohibe tout commerce avec l'ennemi ; (2) la Loi sur l'aide à l'étranger (*Foreign Assistance Act*, 04.09.1961), qui prohibe toute assistance à un gouvernement se livrant à des violations flagrantes des droits humains ; (3) le Règlement sur le contrôle des actifs cubains (*Cuban Assets Control Regulations*, 08.07.1963), qui règlemente les mécanismes d'application interne de l'embargo ; (4) la Loi sur la démocratie cubaine (*Cuban Democracy Act*, 23.10.1992), qui confère aux sanctions un caractère extraterritorial aussi longtemps que Cuba refuse d'aller vers la démocratisation et un plus grand respect des droits humains ; (5) la Loi sur la liberté et la solidarité démocratique à Cuba (*Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act*, 12.03.1996 ; formule courte : *Helms-Burton Act*), qui ajoute la rétroactivité à cette extraterritorialité et prohibe à toute personne ou entreprise dans le monde de « trafiquer » avec des biens étasuniens nationalisés par les révolutionnaires cubains dans les années 1959-61 (cette loi dissuade jusqu'à l'heure actuelle l'investissement étranger à Cuba, par crainte des représailles étasuniennes) ; et (6) la Loi sur la réforme des sanctions commerciales et le renforcement des exportations (*Trade Sanctions Reform and Export Enhancement Act*, 28.10.2000), qui autorise le commerce avec Cuba relatif à certains produits agricoles, médicaments et appareils médicaux.

<sup>130</sup> Parmi les plus significatives, nous citerons : (1) flexibilisation du transport bilatéral et des voyages sous licence pour les citoyens étasuniens ; (2) facilitation des transactions financières, notamment les transferts de fonds de la diaspora cubaine ; (3) autorisation des exportations vers Cuba de certains biens et services en provenance des USA (notamment dans le secteur des télécommunications) ; (4) autorisation des exportations vers les USA de certains biens en provenance du secteur non-étatique à Cuba ; (5) facilitation des services médicaux et de l'aide humanitaire d'urgence ; (6) mise à jour restrictive de l'application des sanctions contre Cuba dans des pays tiers ; (7) réexamen de la désignation de Cuba comme État soutenant le terrorisme ; (8) encouragement des contacts bilatéraux au niveau de la société civile (e.g. institutions éducatives). De son côté, le GdC s'est engagé à accorder aux entreprises étasuniennes, le moment venu, des conditions égales à tout autre investisseur étranger. *Sources* : (1) *Treasury and Commerce Announce Regulatory Amendments to the Cuba Sanctions*, United States Department of the Treasury, Washington D.C., 15.01.2015 (URL : <https://rb.gy/bcd80x>) ; (2) *Treasury and Commerce Announce Further Amendments to the Cuba Sanctions Regulations*, Washington D.C., 18.09.2015 (URL : <https://rb.gy/bl7q18>).

<sup>131</sup> Les autorisations des exportations vers les USA de certains biens en provenance de Cuba ne concernaient que le secteur non-étatique, part minoritaire de l'emploi ne générant qu'une fraction modeste du PIB. Le secteur non-étatique cubain n'est au demeurant pas du tout compétitif sur le marché étasunien. *Source* : *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Empleos y Salarios)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible).

<sup>132</sup> Y-inclus les banques suisses.

<sup>133</sup> Le Président Trump signa en juin 2017 un mémorandum présidentiel sur la sécurité nationale qui introduisit une batterie de nouvelles sanctions, notamment des restrictions sur les transactions avec des entreprises contrôlées par les Forces armées révolutionnaires de la République de Cuba (FAR). Le Département d'État publia la même année une première liste d'entités dites « restreintes » (*Cuba Restricted List*), liste noire actualisée périodiquement depuis lors (la dernière fois le 08.01.2021) et qui comprend 231 entités et sous-entités (e.g. ministères, holdings, hôtels, magasins et un large éventail d'entreprises publiques). *Source* : *List of Restricted Entities and Subentities Associated With Cuba*, United States Department of State, Washington, 08.01.2021 (URL : <https://rb.gy/d7afm5>).

<sup>134</sup> Cette politique s'articule autour de quatre axes : (1) Interdiction de toute activité économique avec l'Armée cubaine, qui au travers du Groupe d'administration entrepreneuriale S.A. (*Grupo de Administración Empresarial S.A. – GAESA*) contrôle une grande partie des secteurs rentables de l'économie nationale, notamment le tourisme (hôtels d'État) ; (2) Augmentation des restrictions envers le tourisme étasunien à Cuba, notamment les voyages individuels et autogérés ; (3) Réactivation de toutes les bases légales antérieures relatives à l'embargo (opposition à toute tentative d'assouplissement) ; (4) Conditionnement du rétablissement des relations bilatérales au respect des principes de l'État de droit, à l'amélioration de la situation des droits humains et aux libertés politiques et économiques. *Sources* : (1) *Fact Sheet on Cuba Policy*, The White House, Washington D.C., 16.06.2017 ; (2) *Granma* (organe officiel du PCC) ; presse locale

et internationale.

<sup>135</sup> Une liste actualisée des sanctions est publiée annuellement par le Ministère des affaires étrangères (MINREX) et largement diffusée dans les réseaux diplomatiques, notamment à l'AGNU, qui rejeta le 03.11.2022, pour la 30<sup>ème</sup> année consécutive, l'embargo étasunien contre Cuba, appelant à y mettre fin et soulignant son caractère illégal et anti-multilatéral. Selon un décompte indicatif de cette représentation, une centaine de nouvelles mesures furent décrétées en 2019-21, dont notamment : (1) activation du Titre III du Helms-Burton Act ; (2) exacerbation de l'embargo bancaire (qui impacte notamment les envois de fonds de la diaspora, source centrale de devises pour Cuba ; (3) résiliation de contrats d'acquisition de biens ou de services ; (4) diverses sanctions financières contre de entreprises d'État cubaines ; (5) exclusion de la participation cubaine à des événements économiques internationaux ; (6) abolition des licences octroyées à des groupes de citoyens étasuniens voyageant à Cuba pour des projets éducatifs ou culturels ; et (7) placement de Cuba sur la liste des États ne coopérant pas pleinement dans la lutte contre le terrorisme. L'administration Biden ne changea pas fondamentalement de direction en la matière. *Sources* : (1) *Granma (organe officiel du PCC)* ; (2) *Cuba versus Bloqueo, Ministerio de Relaciones Exteriores, La Havane, juillet 2020, juillet 2021 et septembre 2022.*

<sup>136</sup> Le Congrès étasunien adopta le Titre III de la Loi Helms-Burton (*Helms-Burton Act – HBA*) en 1996 afin de dissuader l'investissement à Cuba en permettant aux tribunaux étasuniens de recevoir des plaintes contre des personnes (physiques ou morales) accusées de « trafic » sur le territoire cubain avec des biens nationalisés par le Gouvernement révolutionnaire castriste. Cette loi définit le terme « trafic » de manière vague et expansive en vue d'inclure non seulement le fait de s'engager dans une activité commerciale via des biens confisqués, mais aussi le fait de profiter du « trafic » d'une personne ou entité tierces. Le texte prévoit également des dommages-intérêts triples sous certaines conditions, ce qui en fait une arme redoutable en cas de litige. Les présidents étasuniens Clinton, Bush et Obama suspendirent tous les trois l'application du Titre III entre 1996 à 2017. Si l'Administration Bush envisagea initialement de l'activer, elle fit machine-arrière en concluant que les litiges afférents causeraient des frictions avec des alliés importants tout en ayant des conséquences potentiellement inattendues. A contre-courant, l'Administration Trump autorisa le 02.05.2019 l'entrée en vigueur du Titre III. Près de quatre ans plus tard, les affaires relatives au Titre III se retrouvent maintenant devant les cours d'appel. Selon une analyse d'Arnold & Porter, une quarantaine d'actions en justice furent intentées à ce jour (juin 2023), desquelles une vingtaine furent réglées (i.e. retirées ou rejetées par la justice). Les actions restantes demeurent encore à des stades procéduraux liminaires et des questions de fond – notamment la définition du « trafic » – restent à ce jour sans réponse. Il sied toutefois de noter que la position juridique concernant l'immunité de l'État fut tranchée. Il s'agissait de déterminer si le Titre III renonce à la souveraineté régaliennne dans des cas où un plaignant (dans le cas d'espèce l'entreprise Exxon) est victime d'expropriation du fait d'un gouvernement étranger (i.e. Cuba). Cette demande fut rejetée en première instance. *N.B.* Cette question n'est pas directement pertinente pour la procédure qui concerne la Suisse : procès contre LafargeHolcim (LH), où un règlement à l'amiable semble avoir été trouvé. *Sources* : (1) *Two Years of Title III: Helms-Burton Lawsuits Continue to Face Legal Obstacles, John B. Bellinger et al. (Arnold & Porter), Washington D.C., 10.05.2021 (URL : <https://rb.gy/r2chu1>)*; (2) *Holcim erzielt angeblich Einigung im Kuba-Rechtsstreit, Finanz und Wirtschaft, 05.07.2021 (URL : <https://rb.gy/2x3p3q>)*.

<sup>137</sup> Même si l'impact économique de ce changement dans la politique étasunienne reste limité compte tenu du nombre de sanctions déjà existantes, l'ajout de Cuba sur cette liste créa des tensions et obstacles additionnels pour tout réchauffement des relations cubano-étasuniennes sous l'administration Biden. Ce choix fut justifié par le soutien de l'île aux Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC), ainsi qu'à l'asile de plusieurs fugitifs américains et à son soutien au régime vénézuélien de Nicolás Maduro. Le retour de Cuba sur cette liste est susceptible d'être un obstacle supplémentaire dans le réchauffement progressif des relations entre les USA et Cuba sous l'ère Biden. Nous prévoyons que, dans l'éventualité d'un second mandat, l'administration Biden cherchera à retirer Cuba de la liste et que le GdC fera pression en ce sens comme condition préalable à un changement de ses propres politiques. Pour sa part, il est peu probable que le GdC fasse quoi que ce soit pour saper la perspective d'une amélioration des relations bilatérales avec les USA, dont il a désespérément besoin pour des raisons économiques. Néanmoins, outre les considérations de politique intérieure, l'Administration Biden tentera de garder une certaine influence sur Cuba et pourrait donc être réticente à procéder à des changements de politique radicaux et/ou rapides. *Source* : *Cuba: U.S. Policy Overview, Congressional Research Service, Washington D.C., 26.03.2021.*

<sup>138</sup> Le Département d'État étasunien publia le 01.07.2021 un rapport annuel sur le trafic d'êtres humains qui fait référence à « de fortes indications de travail forcé » dans les missions médicales cubaines à l'étranger. Le Secrétaire d'État Antony Blinken réitéra ces accusations lors de la cérémonie de lancement du rapport à Washington, en nette rupture avec les prises de position de l'Administration Obama sur le même sujet (le Secrétaire d'État du Président Obama, John Kerry, fit souvent l'éloge des missions cubaines pour lutter, entre autres, contre l'Ebola). *Source* : *Trafficking in Persons Report, United States Department of State, Washington, juin 2021 (URL : <https://rb.gy/nusdun>)*.

<sup>139</sup> Nous pouvons mentionner, entre autres, la pandémie de Covid-19 et ses effets socioéconomiques aux USA, la lutte contre le changement climatique (sévèrement délaissée par le Président Trump), le soutien à l'Ukraine et à l'OTAN dans



la guerre européenne actuelle, la renégociation de l'accord sur le nucléaire iranien, le grandissant concurrent économique et politique chinois, le rétablissement des relations avec l'Union Européenne (UE) et la réversion des politiques sociales internes du Président Trump.

<sup>140</sup> Les candidats démocrates obtinrent de meilleurs résultats que prévu lors des élections de mi-mandat de 2022. Alors que les pronostics prévoyaient une vague républicaine, les démocrates étendirent leur contrôle du Sénat d'un siège et perdirent (de justesse) leur majorité à la Chambre des représentants. Le rapport de force bipartisan au sein du Congrès étasunien reste donc le même (équilibre 50/50) et ne permet guère au parti présidentiel (démocrate) de gouverner la main haute. Eu égard au profond sentiment anticastriste d'une part notable de l'électorat étasunien (notamment dans des États électoralement stratégiques comme la Floride), il est probable que l'Administration Biden ne souhaite guère prendre de risque en engageant un rapprochement trop proactif et visible avec La Havane avant l'élection présidentielle de 2024, élection à laquelle le Président Biden a déjà annoncé sa candidature.

<sup>141</sup> C'est ce qu'a déclaré Jen Psaki, porte-parole de la Maison Blanche, lors d'une conférence de presse le 09.03.2021. L'annonce intervint une semaine après qu'une huitantaine de parlementaires démocrates aient exhorté le Président Biden de revenir sur les politiques « cruelles » de son prédécesseur. Plusieurs autres déclarations officielles dans ce même sens sont à relever en 2022-23, y-inclus de la bouche du Secrétaire d'État étasunien, Antony Blinken, et du Chargé d'affaires à l'Ambassade étasunienne à La Havane, Benjamin Ziff.

<sup>142</sup> En dissonance avec cette perception, certains observateurs font preuve d'un optimisme prudent. Certaines sources du Département d'État font en effet rapport que la nouvelle administration étasunienne serait plus consciente qu'elle ne veuille bien l'admettre des conséquences socio-économiques de la politique punitive – au demeurant politiquement infructueuse – du présent. Selon cette interprétation, l'actuelle révision de la stratégie étasunienne envers Cuba, en dépit des sévères positions du sénateur R. Menéndez (démocrate cubano-américain, chef de la Commission des relations extérieures du Sénat), pourrait mettre un terme au dialogue de sourds ayant plombé les relations bilatérales dans le passé récent. Ainsi pourrait s'amorcer une désescalade de la *Maximum Pressure Policy*, quand bien même sa cadence, son ampleur et ses conditionnalités resteraient à établir. Eu égard aux réflexes « naturels » du GdC, des conditionnalités relatives à la question spécifique des droits humains pourraient réduire comme peau de chagrin la marge de manœuvre des USA. Cette marge de manœuvre est également fonction de la capacité de l'aile modérée de la diaspora cubaine aux USA à exprimer politiquement son positionnement dans les débats. Dans un scénario optimiste, un allègement des sanctions pourrait survenir en deux temps : (1) à court terme (lors de son premier mandat) le rétablissement du transport aérien bilatéral (déjà annoncé) et de certaines modalités de transferts de fonds de la diaspora (également annoncé) ; (2) à moyen terme (lors d'un éventuel second mandat), un retrait de Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme, suivi d'une suspension du HBA.

<sup>143</sup> La Banque centrale de Cuba a annoncé la reprise des dépôts en espèces en USD en avril 2023. Ce changement dans la politique monétaire de l'île tente de répondre à l'urgence de la situation économique en accroissant l'entrée de devises. Pour rappel, les dépôts en USD avaient été suspendus en 2021, du fait des difficultés rencontrées par le système bancaire cubain pour trouver des banques ou institutions financières étrangères qui acceptent d'effectuer la transaction en dollars.

<sup>144</sup> Le nombre de migrants cubains arrivant à la frontière terrestre des États-Unis continua d'augmenter mois après mois avant l'annonce du nouveau programme humanitaire. Au total, ce sont 224'607 personnes nées sur l'île qui arrivèrent aux USA au cours de l'année fiscale étasunienne 2022 (octobre 2021 – septembre 2022). Si ce chiffre est élevé, le nombre d'insulaires franchissant la frontière chaque mois ne cessa d'augmenter jusqu'à atteindre son maximum en décembre 2022, avec 44'078 Cubains recensés. Selon les données récemment publiées par les services des douanes et de la protection des frontières (*Customs and Border Protection* – CBP), le nombre d'insulaires franchissant clandestinement la frontière sud des USA est à la baisse depuis l'annonce du nouveau programme humanitaire le 05.01.2023. Ainsi, en janvier 2023, le CBP compta 11'893 appréhensions de migrants cubains, soit une diminution de -73% par rapport au mois antérieur. Pour plus d'informations concernant le nombre de Cubains migrant aux USA, lire « *En route vers la légalisation de la migration cubaine ?* » Rapport politique (interne), Ambassade de Suisse à Cuba, La Havane, 01.03.2023 (URL : <https://rb.gy/foughu>). Source : U.S. Customs and Border Protection, Department of Homeland Security (URL : <https://rb.gy/nlw4um>).

<sup>145</sup> Une reprise du dialogue bilatéral entre les USA et Cuba se fit jour en avril 2022. Sur cette base, les relations entre les deux pays évoluèrent, quoique timidement, dans la bonne direction. L'attente principale des USA portait sur l'ouverture du GdC à une reprise de migrants illégaux interceptés à la frontière terrestre Mexique-USA par le biais de vols charter de rapatriement. Cette demande fut satisfaite par le GdC en novembre 2022. Pour la première fois depuis la pandémie, Cuba accepte désormais les vols de déportation étasuniens transportant des Cubains arrêtés à la frontière entre les États-Unis et le Mexique. Alors que par le passé, seuls les Cubains repérés dans les eaux territoriales étasuniennes étaient remis aux autorités cubaines, désormais ce sont également les Cubains interceptés à la frontière USA-Mexique qui seront déportés à Cuba. En sus, l'accord Nicaragua-Cuba (2021) en vue d'abolir l'obligation de visas pour les Cubains

réduisit certes quelque peu la tension migratoire interne en conséquence de la crise économique et/ou de la répression politique post-manifestations de juillet 2021. Toutefois, cet exode massif de la jeunesse cubaine, dont les chiffres dépassent considérablement la combinaison de ceux enregistrés lors de l'exode de Mariel en 1980 (125'000 personnes en 7 mois) ainsi que ceux de la crise des *balseros* en 1994 (35'000 personnes en 5 mois), aura des conséquences socioéconomiques dévastatrices à moyen/long terme. Dans ce contexte morose, l'allègement graduel des sanctions étasuniennes par l'Administration Biden ainsi que la mise en place du nouveau programme humanitaire sont de maigres lueurs d'espoir. *Sources* : (1) *Rencontres consulaires bimensuelles entre cette représentation et celle des USA à Cuba* ; (2) *Cuba agrees to accept U.S. deportation flights as border crossings rise*, Reuters, 11.11.2022 (URL : <https://rb.gy/ppxwyc>).

<sup>146</sup> L'Administration Biden annonça le 16.05.2022 un paquet de mesures comprenant (1) le rétablissement des vols commerciaux de groupes vers Cuba, qui jusqu'à présent n'allaient qu'à La Havane ; (2) la reprise du programme de regroupement familial ; (3) l'octroi de 20'000 visas directement à La Havane ; et (4) la suspension de la limite de 1'000 USD par trimestre pour les transferts de fonds de la diaspora. Deux mesures bancaires additionnelles, jamais adoptées auparavant, concernent (1) l'autorisation des opérations bancaires directes aux entrepreneurs privés et (2) les transferts de fonds directs aux institutions bancaires cubaines. Face à ces annonces, le GdC répondit sans trop d'entrain en les qualifiant de « pas limité dans la bonne direction »... tout en regrettant le maintien de l'embargo. Les mesures bancaires pourraient néanmoins favoriser l'expansion des relations économiques, avec un effet multiplicateur potentiels non-négligeable (mais le diable est, comme toujours, dans le détail, i.e. la mise en œuvre juridico-administrative). Quant à la recrudescence des connexions aériennes, elle profitera à la diaspora cubaine et aux familles restées à Cuba, par l'entrée accrue de biens et de devises dans un contexte de crise économique sévère. Au-delà des effets économiques, la recrudescence du transport de personnes relève aussi de ce que Ho Chi Minh nommait « la diplomatie de peuple à peuple », dont les effets politiques ne sont pas négligeables à moyen/long terme. *Sources* : (1) *Estados Unidos anuncia modificaciones de medidas hacia Cuba*, Granma, 16.05.2022 (URL : <https://rb.gy/79yyu7>) ; (2) *La política de Estados Unidos hacia Cuba : otro golpe de dados*, Cubadebate, 20.05.2022 (URL : <https://rb.gy/b1qm5a>) ; (3) *Cara a Cara con Juan González, el Hombre al Oído de Biden en el Tema Cuba*, Radio Televisión Martí, 19.05.2022 (URL : <https://rb.gy/kh1szu>).

<sup>147</sup> Selon certains analystes, Cuba et les USA s'acheminent discrètement vers un nouveau rapprochement, dont l'issue demeure incertaine. Sans grands changements ni annonces très visibles, Joe Biden chercherait timidement, selon ces interprétations, à (r)établir un dialogue constructif entre les deux pays. Dans ce contexte, le président étasunien assouplit les mesures de voyage, reprit la délivrance de visas interrompue par son prédécesseur, mit en place un programme humanitaire qui bénéficiera les insulaires et autorisa Western Union à reprendre ses services de transfert de fonds de la diaspora. Toutefois, un retour aux politiques de l'ère Obama restera hors cartes tant que Cuba continuera de violer les droits humains. Ainsi, l'Administration Biden condamna à plusieurs reprises le sort des manifestants du 11J, qu'elle jugea « sévère, anticonstitutionnel et contraire aux droits de l'Homme ». *Source* : *EEUU y Cuba en 2023: ¿hacia un nuevo deshielo?*, El País, 23.01.2023 (URL : <https://rb.gy/kpmkz8>).

<sup>148</sup> La « Position commune » conditionnait par le passé toute coopération à une amélioration de la situation des droits humains. Le texte n'était plus appliqué depuis de nombreuses années. *Source* : *Position commune relative à Cuba du 02.12.1996 définie par le Conseil européen sur la base de l'article J.2 du Traité sur l'Union européenne*, UE, Journal officiel n°L322, Bruxelles, 12.12.1996 (URL : <https://cutt.ly/qEH73WD>).

<sup>149</sup> L'ADPC fut approuvé par le Parlement européen le 05.07.2017 (de manière prévisionnelle, i.e. sous réserve de ratification par tous les parlements nationaux). Sur la base du respect mutuel, de la réciprocité, de l'intérêt commun et du principe de souveraineté, l'accent est mis sur la promotion du développement durable, de la démocratie et des droits humains. Parmi les domaines d'intérêt commun figurent aussi les énergies renouvelables, le développement rural, la protection de l'environnement, la bonne gouvernance, la lutte contre les discriminations, la sécurité et la création d'emplois. Des activités sont envisagées avec l'ensemble des acteurs cubains (i.e. secteur public, autorités locales, société civile, secteur privé, organisations internationales). Des clauses suspensives existent quant aux droits humains et à la non-prolifération d'armement. *Source* : *Accord de dialogue politique et de coopération (ADPC) entre l'UE et ses États membres, d'une part, et la République de Cuba, d'autre part*, UE, Journal officiel n°L337, Bruxelles, 13.12.2016.

<sup>150</sup> En étroite collaboration avec la Suisse.

<sup>151</sup> Notamment espagnoles et françaises.

<sup>152</sup> En valeur agrégée, l'UE représente le premier partenaire commercial, à concurrence de EUR 2.8 milliards de commerce bilatéral de marchandises ce qui représente un tiers du commerce total de l'île. *Sources* : (1) *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Sector Externo)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023; (2) *La Unión Europea y Cuba, socios estratégicos con escasa visibilidad*, Columbia Law School, 11.03.2023 (URL : <https://rb.gy/b7o0g>).

<sup>153</sup> La part relative de l'UE dans les arrivées de visiteurs internationaux est toutefois en légère diminution dans le passé

récent : 22.8% des arrivées en 2018 ; 20.4% des arrivées en 2019 ; 16.7% des arrivées en 2020 ; 20.7% des arrivées en 2021 ; et 17% des arrivés en 2022. Une chute dramatique eut donc lieu en raison de la pandémie. *Sources* : (1) *Anuario Estadístico de Cuba 2020 (Turismo)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2021 ; (2) *Turismo Internacional, Indicadores Seleccionados (Enero–Diciembre 2022)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, mars 2023.

<sup>154</sup> En l'espèce la Loi Helms-Burton (*Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act*, 12.03.1996), renforçant l'embargo étasunien contre Cuba, et la Loi D'Amato-Kennedy (*Iran and Libyan Sanctions Act*, 05.08.1996) interdisant les investissements dans le pétrole et le gaz iranien et libyen. En 1996, le Canada et le Mexique, partenaires des USA au sein de L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA, 01.01.1994), ont également adopté des lois de blocage.

<sup>155</sup> Règlement (CE) n° 2271/96 du Conseil européen du 22.11.1996 portant protection contre les effets de l'application extraterritoriale d'une législation adoptée par un pays tiers, ainsi que des actions fondées sur elle ou en découlant. Ce texte aspire à neutraliser, bloquer ou contrecarrer les effets extraterritoriaux, au sein de l'UE, des législations étasuniennes de boycott et les actions fondées sur celles-ci ou en découlant, lorsqu'il est porté atteinte aux intérêts des entreprises établies dans l'UE et des citoyens et résidents européens effectuant des opérations de commerce international ou des mouvements de capitaux et des activités commerciales connexes entre l'UE et des pays tiers. La pièce maîtresse du règlement est son article 5, qui interdit aux parties affectées de se conformer à la législation étasunienne pertinente. Selon l'État membre, une violation de cette disposition peut être sanctionnée par des amendes pénales ou administratives potentiellement illimitées.

<sup>156</sup> Il s'agit, dans la pratique d'une situation de type « catch-22 ». Pour de nombreuses entreprises globales, y-inclus la majorité des multinationales suisses susceptibles d'investir à Cuba, céder à la pression étasunienne apparaît souvent comme un choix raisonnable. Les sanctions étasuniennes impliquent en effet un refus d'accès au colossal marché étasunien, en sus de la responsabilité pénale des personnes physiques concernées. Or les autorités étasuniennes n'hésitent pas à activer ces mesures, comme l'a montré fin 2018 l'arrestation de Mme Meng Wanzhou, Directrice financière de Huawei au Canada, accusée de violation des sanctions contre l'Iran. Ainsi, opter pour une violation de la loi de blocage de l'UE et accepter l'amende afférente aux termes du droit interne de l'État membre concerné peut parfois s'avérer pragmatique pour certaines entreprises. Cette décision entraînerait toutefois une violation intentionnelle du droit européen et les dirigeants concernés, qui peuvent être tenus personnellement responsables de décisions illégales, sont donc confrontés à ce dilemme : quel que soit leur choix, il peut être sanctionné soit par les autorités américaines, soit par les autorités européennes. Dans ces conditions, la tentation est grande d'invoquer quelque prétexte technique ou économique pour mettre fin discrètement aux opérations dans le pays sanctionné, sans référence expresse aux sanctions étasuniennes. *Source* : *The renaissance of the Blocking Statute, Conflict of Laws – Views and News in Private International Law*, Giesela Rühl, [online], 12.12.2018.

<sup>157</sup> Votes de Cuba à l'ONU concernant la guerre en Ukraine : (A) AGNU (193 membres) : (1) 27.03.2014 : Résolution sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine dénonçant le référendum en Crimée et le rattachement de la péninsule à la Russie : *Contre* (100 en faveur, 11 contre, 58 abstentions) ; (2) 09.12.2021 : Résolution sur la militarisation de la Crimée, de la ville de Sébastopol et de certaines parties de la mer Noire et de la mer d'Azov : *Contre* (63 en faveur, 19 contre, 66 abstentions) ; (3) 02.03.2022 : Résolution condamnant la guerre en Ukraine et demandant le retrait immédiat des forces russes suite à leur agression contre l'Ukraine : *Abstention* (141 en faveur, 5 contre, 35 abstentions) ; (4) 24.03.2022 : Résolution reconnaissant que l'offensive militaire de la Russie en Ukraine sont d'une ampleur que la communauté internationale n'a pas connue en Europe depuis plusieurs décennies : *Abstention* (140 en faveur, 5 contre, 38 abstentions) ; (5) 07.04.2022 : Résolution pour suspendre la Russie du CDH : *Contre* (93 en faveur, 24 contre, 58 abstentions) ; (6) 12.10.2022 : Résolution condamnant l'organisation par la Russie de référendums illégaux en Ukraine ainsi que la tentative d'annexion illégale de ces mêmes régions : *Abstention* (143 en faveur, 5 contre, 35 abstentions) ; (7) 14.11.2022 : Résolution appelant la Russie à payer des réparations de guerre à l'Ukraine : *Contre* (94 en faveur, 14 contre, 73 abstentions) ; (8) 23.02.2023 : Résolution soulignant la nécessité de parvenir à une paix globale, juste et durable en Ukraine : *Abstention* (141 en faveur, 5 contre, 35 abstentions). (B) Conseil des droits de l'homme (47 membres) : (1) 28.02.2022 : Demande de l'Ukraine invitant le CDH à tenir un débat d'urgence sur la situation des droits humains en Ukraine : *Contre* (29 en faveur, 5 contre, 13 abstentions) ; (2) 04.03.2022 : Résolution sur la situation des droits humains en Ukraine résultant de l'agression russe et demandant à la Russie de mettre immédiatement fin à ses violations : *Abstention* (32 en faveur, 2 contre, 13 abstentions) ; (3) 12.05.2022 : Résolution sur la détérioration des droits humains en Ukraine à la suite de l'agression russe et le lancement par la Commission d'enquête internationale d'une investigation spéciale dans les régions de Kiev, Tchernigov, Kharkiv et Soumy : *Abstention* (33 en faveur, 2 contre, 12 abstentions).

<sup>158</sup> L'accord multilatéral d'apurement de la dette bilatérale de moyen/long terme avec le Groupe des créanciers de Cuba (GCC) date du 12.12.2015 et fut complété, au cours du premier semestre 2016, par des accords bilatéraux avec chaque créancier. Pour certains d'entre eux (e.g. Espagne, France), une partie de la dette fut convertie en fonds de



développement en vue de financer des projets d'investissement bilatéraux. L'accord général concerne un total d'arriérés de USD 2.6 milliards et offre un cadre de résolution coordonnée et durable sur une période de 18 ans (2015-33), pour un stock total de dette de USD 11.1 milliards au 31.10.2015, dont USD 8.5 milliards d'intérêts ont donc été pardonnés. La bonne exécution de ce texte est un prérequis à la normalisation des relations financières entre Cuba et la communauté internationale. Les agences de crédit export des membres du GCC qui le souhaitent reprendront sur cette base leurs activités de crédit à l'exportation.

<sup>159</sup> Essentiellement avec la Chine, le Mexique, la Russie et des créanciers commerciaux japonais.

<sup>160</sup> Le GCC recoupe les 14 pays ci-après : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Finlande, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

<sup>161</sup> Le Club de Paris est un groupe informel de créanciers publics visant à trouver, via une dizaine de réunions annuelles nommées « tours d'horizon », des solutions pragmatiques, coordonnées et durables aux difficultés de paiement des pays pauvres les plus endettés.

<sup>162</sup> Un accord d'apurement bilatéral Suisse-Cuba afférent à l'accord multilatéral de 2015 fut conclu en 2016. Cuba respecta ses engagements envers la Suisse jusqu'en 2019 (i.e. remboursements de CHF 765'138 en 2016, CHF 983'742 en 2017, CHF 1'202'347 en 2018 et CHF 1'420'998 en 2019). La Suisse reçut donc de Cuba, pendant quatre années (2016-19), l'intégralité des paiements dus. Elle fait de ce fait partie du groupe restreint de pays envers lesquels Cuba respecta, jusqu'à la pandémie, ses obligations légales de remboursement au titre de la dette bilatérale. Suite à un défaut de paiement en 2020, l'échéancier de remboursement de la Suisse fut amendé : le remboursement des impayés de 2020 envers la Suisse (CHF 1'639'602) fit ainsi l'objet, au printemps 2021 à Paris, d'une renégociation qui se formalisa par la signature, fin 2021 à La Havane, d'un amendement à l'accord d'apurement bilatéral de 2016. *Source* : *Amendment to the Agreement on Debt Treatment Dated 18 May 2016 Between the Government of the Republic of Cuba and the Government of the Swiss Confederation, signé à La Havane le 28.12.2020 entre l'Ambassadeur de Suisse Mauro Reina et le Vice-Président du Conseil des Ministres de Cuba, Ricardo Cabrisas Ruiz, Archives de l'Ambassade de Suisse à Cuba, La Havane.*

<sup>163</sup> Réunion du GCC en marge du Tour d'horizon du 18.02.2020. Les impayés 2019 concernent les 5 pays ci-après : Autriche, Belgique, Espagne, France, Japon.

<sup>164</sup> La proposition initiale fut de régler au 31.05.2020 (dette) et au 31.10.2020 (intérêts) les sommes dues au 31.12.2019, tout en reportant les paiements 2020 à une date ultérieure en raison des conséquences de la recrudescence de l'embargo sous l'Administration Trump.

<sup>165</sup> Lettre du 15.04.2020 du vice-Premier ministre Ricardo Cabrisas Ruiz à Odile Renaud-Basso, Présidente du GCC.

<sup>166</sup> La demande propose une reprise des paiements le 31.10.2022 avec extension de l'accord multilatéral d'apurement (de 2033 à 2036), en miroir du moratoire de 3 ans demandé pour la période 2019-21.

<sup>167</sup> La contre-proposition du GCC fut de suspendre les paiements pour 2019-20 en négociant, début 2021, les modalités de leur remboursement (i.e. délais et intérêts) ainsi qu'une éventuelle prolongation du moratoire jusqu'en 2021 sur la base d'une analyse de la situation économique en début d'année. Elle s'inspira de l'initiative du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, aux termes de laquelle les pays du G20 et du Club de Paris accordèrent aux pays les plus pauvres des paiements différés. Elle présentait l'avantage de considérer dans la négociation de 2021 l'issue des élections étasuniennes de 2020, dont l'impact fut déterminant, à moyen/long terme, sur l'économie cubaine. La contre-proposition du GCC fit l'objet, en 07.2020, d'un amendement à l'accord multilatéral de 2015. *Source* : *Amendement au procès-verbal agréé du 12.12.2015 relatif au traitement de la dette de la République de Cuba entre la République de Cuba et le GCC, signé à Paris le 30.07.2020 entre les représentants du GCC et le Vice-Premier Ministre de Cuba, Ricardo Cabrisas Ruiz, Archives de l'Ambassade de Suisse à Cuba, La Havane.*

<sup>168</sup> Cuba fournit à cette occasion un rapport détaillé sur sa difficile situation socioéconomique et sanitaire, avec une note d'espoir sur la base des bons résultats (préliminaires) de ses candidats vaccinaux qui pourraient, en sus de contrôler la pandémie dans le pays, être exportés pour générer des devises. Selon sa pratique usuelle, la délégation cubaine de fournit toutefois que peu de chiffres fiables sur l'état de ses finances, ce qui complique toujours l'évaluation objective de sa solvabilité. Tout en revoyant à la hausse (de 11% à 20%) les calculs de contraction du PIB en 2020, la délégation cubaine insista notamment sur les « réformes profondes » en cours – y compris la réforme monétaire – dans le but évident de rassurer ses créanciers quant à la volonté du gouvernement de traiter certains problèmes structurels à la racine.

<sup>169</sup> Signé fin 2021.

<sup>170</sup> Ce point est essentiel selon le SECO, car il permet d'éviter la perte de valeur des montants différés et de pouvoir ainsi maintenir la neutralité des coûts.

<sup>171</sup> Ces intérêts s'élèvent au total à un peu moins de EUR 2 millions. La Suisse n'est pas concernée par cette situation, car elle fut toujours remboursée intégralement selon les échéances de 2019.

<sup>172</sup> Dans le cadre d'une réunion annuelle du Club de Paris, un échange eut lieu à Paris avec une délégation cubaine conduite par le Vice-premier ministre Ricardo Cabrisas pour permettre au GdC de rendre compte de l'évolution économique du pays ainsi et spécifiquement de la situation de la dette externe (solvabilité). Les explications fournies par le GdC ne furent guère très concrètes, avec la traditionnelle emphase sur les effets négatifs des sanctions US, les effets de la pandémie (dont le succès de la campagne vaccinale et la chute massive du tourisme), le changement climatique et la guerre en Ukraine (dont les effets indirects sont la hausse du pétrole et des frais de transport). M. Cabrisas présenta dans ce cadre une nouvelle proposition de restructuration de la dette relative à l'accord d'apurement de 2015. Une telle restructuration eut déjà lieu en 2021, mais Cuba n'est toujours pas en mesure de respecter le calendrier de paiement convenu. La nouvelle proposition comprend notamment l'annulation d'une partie du capital de la dette et de certains montants d'intérêts, l'ajustement ou la prolongation des délais de paiement et la création d'un fonds de contre-valeur.

<sup>173</sup> L'Accord est actuellement applicable jusqu'à expiration d'une période de douze mois à compter de la date à laquelle une Partie Contractante aura notifié sa dénonciation à l'autre Partie Contractante. Les dispositions de l'Accord s'appliqueront dans un tel cas pendant une période additionnelle de vingt ans à compter de la date de son extinction aux investissements effectués avant ladite date. *Source* : *Accord entre la Confédération suisse et la République de Cuba concernant la promotion et la protection réciproques des investissements, conclu le 28.06.1996, entré en vigueur par échange de notes le 07.11.1997* (URL : <https://rb.gy/474rxv>).

<sup>174</sup> I.e. protection, libre transfert, expropriation, compensation, règlement des différends.

<sup>175</sup> *Source* : *Accord commercial entre la Confédération Suisse et la République de Cuba, conclu le 30.03.1954, entré en vigueur par échange de notes le 14.04.1954* (URL : <https://rb.gy/elh6y7>).

<sup>176</sup> Le solde commercial est déficitaire depuis les années 1960, avec un déficit qui n'a cessé de croître au fil du temps, oscillant dans la fourchette USD 6-10 milliards au cours de la dernière décennie. Le solde 2020 fait état d'un déficit total de USD -5.5 milliards, en légère « amélioration » par rapport au solde 2019 (USD -7.84 milliards). Toutefois, le solde 2021 (pas de données ultérieures) fait état d'un déficit total pire que celui de l'année précédente : USD -6.46 milliards. *Source* : *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Sector Externo), Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible)*.

<sup>177</sup> Les données les plus récentes font état de USD 1.39 milliards pour la Chine, USD 1.35 milliards pour le Venezuela et USD 1 milliard pour l'Espagne. *Source* : *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Sector Externo), Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible)*.

<sup>178</sup> Les données les plus récentes font état de USD 1 milliard pour l'Espagne, USD 0.52 milliards pour les Pays-Bas, USD 0.46 milliards pour l'Italie, USD 0.27 milliards pour la France et USD 0.23 milliards pour l'Allemagne. *Source* : *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Sector Externo), Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible)*.

<sup>179</sup> Contraction de -68% entre 2015 (USD 4.23 milliards) et 2021 (USD 1.35 milliards ; pas de chiffres ultérieurs), en grande partie conséquence d'une réduction drastique des exportations de pétrole brut vénézuélien vers Cuba ainsi que des exportations de services médicaux cubains vers le Venezuela. Cette situation a créé à plusieurs reprises des pénuries énergétiques (i.e. combustible, électricité) en 2022-23. *Source* : *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Sector Externo), Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible)*.

<sup>180</sup> Cette information doit être contextualisée et relativisée car le commerce bilatéral entre Cuba et la Chine décroît de fait année après année, en passant de USD 2.6 milliards en 2015 à USD 1.38 milliards en 2021. La conjoncture économique, l'apparition du Covid-19 et la baisse brutale du commerce avec le Venezuela, embourbé dans une profonde crise économique-politique, sont les facteurs qui permirent à la Chine de devenir presque malgré elle le premier partenaire commercial de Cuba. *Source* : *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Sector Externo), Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible)*.

<sup>181</sup> Contraction de -46% entre 2016 et 2021 selon les données de l'ONEI ; pas de chiffres officiels cubains ultérieurs. Les données officielles chinoises pour la période 2016-21, un peu plus précises, font état d'une augmentation des exportations cubaines vers la Chine de l'ordre de 63% (de USD 273 millions à USD 445 millions) combinée à une chute largement supérieure des importations chinoises vers Cuba (de USD 1.8 milliards à USD 576 millions, soit -68%). La chute des importations de produits chinois à Cuba s'est accélérée en 2021, atteignant leur niveau le plus bas depuis 2004.

*Sources* : (1) *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Sector Externo)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible) ; (2) *Administration générale des douanes chinoises* (URL : <https://rb.gy/1dek69>) ; (3) *Trading Economics* (URL : <https://rb.gy/lds2hu>).

<sup>182</sup> La présence russe à Cuba se ressent de plus en plus. Depuis novembre 2022, date à laquelle MDC rencontra son homologue russe dans le cadre de sa tournée internationale, les visites bilatérales de haut rang s'enchaînèrent. En mars 2023, Nikolái Pátrushev, Secrétaire de la Sécurité nationale russe et bras droit de Vladimir Putin, et Igor Sechin, président du Conseil d'administration de la compagnie pétrolière Rosneft, visitèrent l'île de manière concomitante. Lors de sa visite, Pátrushev se réunit avec MDC, Raúl Castro et notamment Lázaro Alberto Álvarez Casas, Chef du Ministère de l'intérieur (MININT). Entre autres questions furent abordées (1) la coopération dans le domaine de la sécurité ainsi que (2) le danger que représentent les « révolutions de couleur », éléments de très mauvaise augure pour la situation des droits humains sur l'île. La visite de Sechin peut, quant à elle, s'expliquer par les sanctions imposées par l'Occident au pétrole russe, qui recherche de nouveaux débouchés. Ces deux visites s'ajoutent à un « don d'urgence » de 25'000 tonnes de blé russe à Cuba pour lutter contre les pénuries ainsi que d'autres accords comme celui affirmant que la société russe Rosneft fournira annuellement 1.64 millions de tonnes de pétrole à l'île. Dans un autre ordre, l'annonce par Moscou et La Havane de l'ouverture prochaine d'un « Centre de transformation économique » présage d'une russification croissante de l'économie cubaine : des « spécialistes » russes de l'Institut de l'économie de croissance Stolipin créeront en effet, conjointement avec des experts cubains, les conditions institutionnelles pour impulser des réformes du secteur privé selon le modèle russe. L'initiative peut se comprendre par la volonté de la Russie, en difficulté sur le front ukrainien, de déstabiliser l'OTAN en augmentant son influence politico-économique près des côtes étasuniennes. La montée en puissance des réseaux oligarchiques russes à Cuba pourrait également expliquer, du moins en partie, la construction insensée d'hôtels sur l'île (réseaux mafieux de blanchiment d'argent dans l'orbite militaire) quand bien même le tourisme peine largement à redémarrer après la pandémie. *Sources* : (1) *Secretario de Seguridad Nacional de Rusia llega a Cuba para consultas bilaterales*, *Ciber Cuba*, 01.03.2023 (URL : <https://rb.gy/xsnsie>) ; (2) *El ex general cubano Rafael del Pino señala los peligros de una alianza militar con Rusia*, 14 y medio, 13.03.2023 (URL : <https://rb.gy/qt0a8z>) ; (3) *Putin explora la creación de un teatro de operaciones navales en hemisferio occidental*, *Cuba Siglo 21*, 12.03.2023 (URL : <https://rb.gy/dtmt7u>) ; (4) *Moscú y La Habana crearán un centro especial para impulsar las reformas de la economía cubana*, *Cuba Económica*, 19.01.2023 (URL : <https://rb.gy/q2io8n>).

<sup>183</sup> La balance des biens souffre, à l'instar du solde commercial, d'un déficit structurel depuis de nombreuses années. Le solde 2019 fait état d'un déficit net de USD 7.5 milliards ; pas de chiffres ultérieurs. *Source* : *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Sector Externo)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible).

<sup>184</sup> Essentiellement (par ordre décroissant d'importance) des produits miniers (i.e. métaux, notamment le nickel), du tabac (e.g. cigares), du sucre, des produits chimiques (médicinaux et pharmaceutiques), des produits manufacturés (essentiellement métalliques) et des boissons alcoolisées (e.g. rhum). Le pétrole, importé du Venezuela, est un important produit d'exportation (ou plutôt, de réexportation, à des fins de génération de devises) dont les chiffres ne sont toutefois pas publiés. *Source* : *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Sector Externo)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible).

<sup>185</sup> Contraction de -66.5% entre 2011 et 2021 : -5% en 2011-12 ; -5.3% en 2012-13 ; -8.1% en 2013-14 ; -31% en 2014-15 ; -30.8% en 2015-16 ; +3.7% en 2016-17 ; -1.2% en 2017-18 ; -13% en 2018-19 ; -17.4% en 2019-20 ; +15.4% en 2020-21 ; pas de chiffres ultérieurs. Le cours du nickel continua d'être volatile en 2022-23. Les revenus de l'industrie du tabac virent une très légère croissance (+8% en 2017-18 ; +2.4% en 2018-19) avant de chuter dans le passé récent (-12% en 2019-20 ; -12.8% en 2020-21 ; pas de chiffres ultérieurs). L'industrie sucrière continue de souffrir de mauvaise gestion et d'engagements au titre de la dette (400 MT annuelles) avec la Chine (cette dette chinoise engendre le paradoxe où Cuba, jadis producteur-phare à échelle mondiale, se retrouve, après solde de ses comptes en nature avec la Chine, en carence nette de sucre sur le marché interne et donc forcé d'en importer, notamment de l'UE). La récolte de sucre fut si mauvaise en 2021-22 que l'île ne réussit pas à respecter ses engagements auprès de la Chine. L'industrie sucrière, secteur qualifié de « stratégique » pour l'économie de l'île, est en crise depuis plusieurs années, avec une production réduite à un peu plus d'un million de tonnes. Cuba devra donc revoir ses engagements internationaux concernant l'exportation de sucre. *Source* : *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Sector Externo)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible).

<sup>186</sup> Contraction de -39.6% entre 2011 et 2021 : -10.8% en 2011-12 ; +6.6% en 2012-13 ; -11.4% en 2013-14 ; -10.2% en 2014-15 ; -12.2% en 2015-16 ; -2% en 2016-17 ; +12.9% en 2017-18 ; -13.8% en 2018-19 ; -26.9% en 2019-20 ; +16.1% en 2020-21 ; pas de chiffres ultérieurs. *Source* : *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Sector Externo)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible).

<sup>187</sup> Cf. Données de l'ONEI.

<sup>188</sup> USD 5.12 milliards en 2021 (i.e. 5.85 milliards d'exportations ; USD 0.74 milliards d'importations ; pas de chiffres ultérieurs). *Source* : *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Sector Externo)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible).

<sup>189</sup> La dette totale de Cuba (i.e. officielle, bancaire et auprès d'autres crédateurs ; à court, moyen ou long terme) s'élevait à USD 19.6 milliards en 2019 ; pas de chiffres ultérieurs. Pour l'économie cubaine, ce chiffre est lourd : une décennie d'exportations de marchandises en prenant l'année 2021 comme référent. La plus grande fraction (65%) de cette dette totale relève de la dette à moyen ou long terme. *Source* : *Anuario Estadístico de Cuba 2021 (Sector Externo)*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023 (pas d'édition plus récente disponible).

<sup>190</sup> L'autre activité-phare du secteur tertiaire relève de l'exportation de services de santé humaine et d'attention sociale, qui prennent la forme de plusieurs dizaines de missions internationales. Pendant la pandémie mondiale de Covid-19, quelque 3'800 professionnels de la santé furent ainsi envoyés en mission dans 39 pays.

<sup>191</sup> C'est ainsi que des projets parfois pharaoniques de construction d'hôtels continuent d'aller bon train à l'heure actuelle, malgré une conjoncture défavorable où les caisses publiques sont vides, la chute du tourisme global, les infrastructures planifiées trop coûteuses en frais de maintenance et à l'heure où les dépenses publiques pâttissent de priorités concurrentes telles que les coûts lancinants de la réponse à la crise sanitaire actuelle. Ainsi, en 2022, 37.4% des investissements du GdC furent destinés aux hôtels, restaurants et activités immobilières, contre 2.1% dans le domaine de la santé publique. *Source* : *Inversiones – Indicadores Seleccionados 2022*, Oficina Nacional de Estadística e Información, La Havane, 2023.

<sup>192</sup> Ce chiffre représente une diminution (-7%) par rapport à la clôture 2021 (CHF 51 millions). *Source* : *Commerce extérieur de la Suisse par pays et chapitres – Cuba 2022*, Département fédéral des finances (DFF), Administration fédérale des douanes (AFD), Berne, février 2023.

<sup>193</sup> La balance commerciale suisse a bouclé l'année 2022 sur un excédent de CHF 43.5 milliards, soit CHF 15 milliards de moins qu'en 2021 (CHF 58.5 milliards). La somme agrégée du commerce extérieur helvétique pour l'année 2022 s'éleva à CHF 507 milliards dans les deux directions du trafic, avec des exportations et des importations de l'ordre de CHF 273 milliards et CHF 234 milliards respectivement. Le commerce bilatéral avec Cuba (CHF 47 millions) ne représente dès lors qu'une fraction dérisoire de la somme agrégée en question. Le contraste avec l'Allemagne – premier partenaire commercial accaparant à lui seul 17% du commerce extérieur helvétique en 2021 (i.e. 17% des exportations et 27% des importations, derniers chiffres disponibles) – suffit à mettre en perspective l'insignifiance presque absolue de l'économie cubaine pour l'économie suisse. Cet état de fait est marginalement tempéré – sans être fondamentalement remis en question – par deux considérations : (1) en analyse infrarégionale, le poids de Cuba (commerce bilatéral de CHF 47 millions) représente une quote-part légèrement supérieure de la somme agrégée du commerce extérieur helvétique avec le groupe Amérique latine et Caraïbes (i.e. 0.25% d'un total de CHF 18.7 milliards pour toute la région) ; (2) les ventes de certaines entreprises suisses échappent aux statistiques commerciales bilatérales *stricto sensu* puisqu'elles émanent d'usines *extra muros* à transactions non quantifiées par les douanes suisses (e.g. succursales régionales de multinationales suisses situées au Panama, au Mexique, etc.). *Sources* : (1) *Commerce extérieur de la Suisse – Rapport annuel 2021*, Département fédéral des finances (DFF), Administration fédérale des douanes (AFD), Berne, juillet 2023 ; (2) *Commerce extérieur de la Suisse par pays et chapitres – Cuba 2022*, Département fédéral des finances (DFF), Administration fédérale des douanes (AFD), Berne, février 2023 ; (3) *Economic Relations Report Switzerland – Latin America*, State Secretariat for Economic Affairs (SECO), Berne, mars 2023.

<sup>194</sup> Décroissance de -6.8% entre 2021 (CHF 42.5 millions) et 2022 (CHF 39.6 millions). *Source* : *Commerce extérieur de la Suisse par pays et chapitres – Cuba 2022*, Département fédéral des finances (DFF), Administration fédérale des douanes (AFD), Berne, février 2023.

<sup>195</sup> Croissance de +52.3% entre 2020 (CHF 4.1 millions) et 2021 (CHF 8.6 millions) puis décroissance de -16.7% entre 2021 (CHF 8.6 millions) et 2022 (CHF 7.17 millions). *Source* : *Commerce extérieur de la Suisse par pays et chapitres – Cuba 2021 et 2022*, Département fédéral des finances (DFF), Administration fédérale des douanes (AFD), Berne, février 2023.

<sup>196</sup> Le Ministre cubain de l'économie, Alejandro Gil Fernandez, reconnu devant l'ANPP que les réformes économiques n'eurent pas l'impact escompté par le GdC. En 2022, le GdC exporta des marchandises pour une valeur de USD 1.86 milliards, chiffre cinq fois inférieur aux USD 9.52 milliards dépensés en importations. *Source* : *Informe Económico y Comercial 2023*, Oficina Económica y Comercial de España, La Havane, 05.2023.

<sup>197</sup> Les produits agricoles représentèrent 98.2% des exportations de produits cubains vers la Suisse en 2022. *Source* : *Commerce extérieur de la Suisse par pays et chapitres – Cuba 2022*, Département fédéral des finances (DFF), Administration fédérale des douanes (AFD), Berne, février 2023.

<sup>198</sup> Croissance de +8.5% entre 2018 (CHF 36.5 millions) et 2022 (CHF 39.6 millions) avec une décroissance importante entre 2021 (CHF 42.5 millions) et 2022 (CHF 39.6 millions). *Sources* : (1) *Commerce extérieur de la Suisse par pays et chapitres – Cuba 2018*, Département fédéral des finances (DFF), Administration fédérale des douanes (AFD), Berne, janvier 2022 ; (2) *Commerce extérieur de la Suisse par pays et chapitres – Cuba 2022*, Département fédéral des finances (DFF), Administration fédérale des douanes (AFD), Berne, février 2023.

<sup>199</sup> L'horlogerie représentait 39% des exportations de produits suisses vers Cuba en 2020, mais seulement 20% en 2022. *Sources* : (1) *Commerce extérieur de la Suisse par pays et chapitres – Cuba 2020*, Département fédéral des finances (DFF), Administration fédérale des douanes (AFD), Berne, janvier 2022 ; (2) *Commerce extérieur de la Suisse par pays et chapitres – Cuba 2022*, Département fédéral des finances (DFF), Administration fédérale des douanes (AFD), Berne, février 2023.

<sup>200</sup> Décroissance de -35% entre 2018 (CHF 2.3 millions) et 2022 (CHF 1.5 millions). *Source* : *Commerce extérieur de la Suisse par pays et chapitres – Cuba 2022*, Département fédéral des finances (DFF), Administration fédérale des douanes (AFD), Berne, février 2023.

<sup>201</sup> Dans une conjoncture globalement favorable à l'ensemble des exportations suisses vers Cuba (i.e. expansion de +108% entre 2020 et 2021), l'année 2021 connut des variations de l'ordre de -4% pour les produits chimiques (à l'exclusion de ceux pour l'agriculture) ; +385% pour les machines non-électriques ; +151% pour les machines électriques ; +146% pour le papier, ouvrages en papier et produits des arts graphiques ; -26% pour les produits horlogers ; +83% pour les métaux ; et -29% pour les instruments médicaux. *Source* : *Commerce extérieur de la Suisse par pays et chapitres – Cuba 2021*, Département fédéral des finances (DFF), Administration fédérale des douanes (AFD), Berne, janvier 2022.

<sup>202</sup> Décroissance de -16.7% entre 2021 (CHF 8.61 millions) et 2022 (CHF 7.17 millions). Cette décroissance globale se traduit par une diminution des exportations de machines non-électriques qui représentaient 40% des exportations totales en 2021 et seulement 23% de ces dernières en 2022. Il convient toutefois de noter que malgré cette tendance à la baisse, les exportations de produits pharmaceutiques ont augmenté entre 2021 (7% des exportations totales) et 2022 (16% des exportations totales).

<sup>203</sup> <https://rb.gv/ti2t7x>.

<sup>204</sup> <https://rb.gv/dvlb4z>.

<sup>205</sup> Selon l'accord actuel sur la dette à long terme de Cuba, la Suisse s'attend à recevoir CHF 2.51 millions le 31.10.2023. Cuba a demandé que cet accord soit rééchelonné, demande qui n'a pas été traité pour le moment. Il est très peu probable que Cuba soit en mesure de remplir ses obligations au vu de son insolvabilité. Sur la dette cumulée de CHF 164.33 millions, CHF 116.98 ont été régularisés dans le cadre de l'accord susmentionnée pour la dette à long terme avec 0% d'intérêt jusqu'au 31.10.2023 ; puis 1.5 d'intérêts après cette date. Les remboursements des différentes classes de dette doivent être effectués par tranches annuelles et la dernière tranche est prévue pour le 31.10.2033.

<sup>206</sup> Avec quelques balbutiements à la fin des années 1980, l'investissement étranger à Cuba date du début de la décennie 1990, lorsque l'extrême orthodoxie économique socialiste mit progressivement de l'eau dans son vin en réponse à la crise économique engendrée par la chute de l'Union soviétique, mécène et puissance protectrice depuis la Révolution de 1959. Une première tentative d'impulsion législative se fit jour au milieu de la décennie 1990 avec la Loi 77/1995, aussi libérale dans sa rédaction que restrictive dans son application. Quand bien même elle autorisait *de jure* l'investissement sans limitations participatives ou thématiques (à l'exception de la santé, de l'éducation et de la défense), *de facto* furent exclus de nombreux secteurs importants (e.g. commerce de détail) et la participation des partenaires étrangers fut plafonnée à 49%. La Loi 77/1995 resta en vigueur pendant deux décennies sans amendements significatifs jusqu'à l'adoption en 2013-14 de deux instruments importants, l'un relatif à l'investissement dans la Zone économique spéciale du port de Mariel (Loi 313/2013), l'autre relatif à l'investissement dans le reste du pays (Loi 118/2014). Ces trois lois (77/1995, 313/2013, 118/2014) partagent de fait les mêmes pierres angulaires : (1) autorisation expresse de l'État pour n'importe quel investissement ; (2) systématisation du concept de « délai d'investissement » qui tend à confondre tout investissement avec une concession ; (3) contractualisation obligatoire des ressources humaines locales via une agence intermédiaire ; (4) autorisation de principe pour le rapatriement des dividendes moyennant l'accord expresse de l'État pour tout transfert (idem pour les importations). Si les nouvelles lois de 2013-14 ne divergent guère de l'esprit de leur précurseur de 1995, elles ont somme toute l'avantage de permettre certains bénéfices fiscaux ainsi que d'autoriser expressément des activités dans 11 secteurs antérieurement exclus dans la pratique. Par ailleurs certaines réformes sont en cours en vue d'augmenter l'efficacité du système de production, que l'investissement étranger devrait faciliter.

<sup>207</sup> Depuis son lancement en 2013, 63 entreprises internationales de 22 pays se sont implantées dans la *Zona de Desarrollo Especial del Puerto de Mariel* (ZEDM), avec un investissement total de plus de USD 2.5 milliards et la création

de plus de 10'500 emplois jusqu'à ce jour. Les derniers chiffres que nous avons obtenus faisaient état de 27 entreprises actives en 2020, mais la pandémie mondiale de Covid-19 a probablement affecté assez sévèrement la situation (pas de chiffres disponibles). Il s'agit pour l'essentiel de projets d'investissement approuvés sous forme de contrat d'association international (i.e. contrat de gestion) ou d'entreprises dites « mixtes ». Créée et régulée par le Loi 313/2013, les principales caractéristiques de la ZEDM sont les suivantes : (1) guichet unique pour l'autorisation et la gestion des propositions d'investissement ; (2) autorisation par le Conseil des ministres des entreprises à 100% de capital étranger ; (3) distinction entre concessions administratives (e.g. gestion d'un service public, travaux publics, exploitation d'un bien public, etc.) et exécutants d'activités productives dans le domaine commercial ou de services ; (4) contractualisation obligatoire des ressources humaines locales via une agence intermédiaire ; (5) régime fiscal légèrement préférentiel par rapport au régime général dans le reste du pays ; (6) régime douanier au cas par cas en fonction des activités concernées.

<sup>208</sup> De sources indirectes nous pouvons lister le Venezuela, la Chine, l'Espagne, le Canada, les Pays-Bas et la France dans le peloton de tête. Il apparaît qu'à l'heure actuelle plus de la moitié des projets d'investissement en cours proviennent d'États de l'UE. Parmi eux, l'Espagne est en tête dans des secteurs comme le tourisme, l'industrie, les services financiers, l'aéronautique, la construction ou l'assainissement. Le Canada constitue un autre investisseur important dans le tourisme, l'énergie et le nickel ; le Brésil est actif depuis des années dans le nickel, le tabac la production sucrière et les services portuaires, même si la péjoration des relations bilatérales sous l'Administration Bolsonaro mit indubitablement un frein à ces élans, qui reprennent maintenant souffle sous la présidence Lula. De nombreuses entreprises mixtes existent par ailleurs avec le Venezuela, notamment la raffinerie de pétrole de Cienfuegos.

<sup>209</sup> Le Ministère du commerce extérieur et de l'investissement étranger (*Ministerio de Comercio Exterior y la Inversión Extranjera* – MINCEX) est l'agence responsable de la coordination de l'investissement étranger. En son sein opère le Centre pour la promotion du commerce extérieur et des investissements étrangers à Cuba (ProCuba), prestataire de services spécialisés aux entreprises d'import-export nationales ainsi qu'aux investisseurs étrangers. Un autre interlocuteur et source éventuelle d'informations est le Bureau de la Zone de développement économique spécial du port de Mariel (*Oficina de la Zona de Desarrollo Especial del Puerto de Mariel* – OZEDM), instance responsable de tout projet d'implantation étrangère entendant se réaliser dans la ZEDM. L'OZEDM dispose d'un guichet unique à laquelle se diriger pour la présentation de projets. Ces trois institutions ne publient toutefois pas d'informations analytiques ou synthétiques très utiles sur l'investissement étranger à Cuba, pour les raisons évoquées *supra*. Cet état de fait génère une ambiance « boîte noire » dont il est permis de douter quant à ses effets sur l'attractivité du pays au capital étranger. *Sources* : (1) <https://rb.gy/ntwoiu> ; (2) <https://rb.gy/ut2q9s>.

<sup>210</sup> Les responsables économiques déclarent avec fréquence que les projets à développer par les investissements étrangers doivent s'inscrire dans le plan à moyen/long terme du Gouvernement, en complémentarité vérifiée avec l'investissement public. Avec approbation préalable du Conseil des ministres, le MINCEX actualise donc annuellement un « portefeuille d'opportunités » (*cartera de oportunidades*) dans les secteurs prioritaires du moment (e.g. tourisme, industrie, production énergétique, alimentation), en l'espèce une liste de projets d'investissement prioritaires selon les modalités et préconditions strictes du Gouvernement. Le portefeuille est complété par un « Guide de l'investisseur » fournissant quelques informations tant économiques que pratiques sur le contexte local. Eu égard à l'extrême lourdeur bureaucratique de l'État, croulant sous un grand nombre de contradictions structurelles (sur arrièrefond de réforme permanente qui tarde à vraiment aboutir), cette situation se répercute négativement sur l'appétit de beaucoup d'investisseurs potentiels.

<sup>211</sup> C'est le cas notamment d'entreprises françaises, espagnoles ou italiennes, pays dans lesquels l'État propose un système de financement parfois facilité.

<sup>212</sup> La SERV couvre les risques politiques et le risque de ducroire (risque commercial) liés à l'exportation de biens ou de services. Les assurances et garanties de la SERV offrent aux entreprises exportatrices suisses une couverture en cas de défaut de paiement, facilitant ainsi le financement des opérations d'exportation. Les solutions de la SERV contribuent également à faciliter l'obtention de crédits avantageux ou d'une limite de crédit plus élevée, aidant ainsi les entreprises à préserver leurs liquidités lors des opérations d'exportation. *Source* : <https://rb.gy/falkaw>.

<sup>213</sup> Cf. Carpeta de Proyectos 2019-2020, MINCEX.

<sup>214</sup> *Swiss-Cuban Chamber of Commerce (SwissCubanCham – SCC)*. URL : <https://rb.gy/webpcb>.

<sup>215</sup> Depuis 2017, la SCC fit l'objet d'un net recul d'intérêt de la part des entreprises suisses : 59 membres en 2017 ; 50 membres en 2018 ; 45 membres en 2019 ; 40 membres en 2020 et 32 membres en 2021. Dans le passé récent, la SCC reprit toutefois de la vigueur, en inversant cette tendance (36 membres en 2023).

<sup>216</sup> La SCC fut au bord de la dissolution en 2021-22 avant que quelques membres décidèrent finalement de reprendre les commandes. L'Assemblée générale, initialement prévue en mai 2022 à Lucerne en vue de voter la dissolution, fut ajournée jusqu'à fin juin 2022. Un vote portant sur l'approbation d'une nouvelle direction eut lieu à l'occasion. Ursin



---

Mirer fut nommé président et Olivier Meier vice-président.

<sup>217</sup> *Comité Empresarial Cuba-Suiza*. Selon ses statuts, le Comité est convoqué annuellement en plénière et trimestriellement en session technique, mais son activité a fortement décru dans le passé récent, en raison de la crise économique.

<sup>218</sup> L'agence officielle S-GE, anciennement Office suisse de promotion du commerce (OSPC) ou Office Suisse d'Expansion Commerciale (OSEC) est une organisation suisse promouvant, sur mandat de la Confédération suisse, le commerce extérieur de la Suisse et du Liechtenstein. Il est financé par les cotisations des membres et les subventions de la Confédération suisse. Fondée en 1927 sous le nom de Centre suisse de promotion commerciale, l'organisation est basée à Zurich. *Source* : <https://rb.gy/eedsah>.

<sup>219</sup> *Cámara de Comercio de la República de Cuba*. Il s'agit s'une association d'entreprises cubaines actives dans les secteurs du commerce, de l'industrie et des services, reconnue auprès d'organismes publics, ayant vocation à conseiller ses membres vers les meilleures alternatives dans l'exercice de leurs fonctions. Cette institution, liée organiquement au MINCEX, fut créée par la Loi 1091/1963. *Source* : <https://rb.gy/fgeqfx>.

<sup>220</sup> Les autorités cubaines ont demandé à cette représentation de revenir sur cette position lors d'une réunion officielle avec le MINREX (24.06.2021).

<sup>221</sup> Le processus d'autorisation est généralement très imprévisible et semble dépendre de la réputation de l'entreprise, de son niveau d'investissement et surtout de ses contacts au sein de l'administration publique.

<sup>222</sup> Pas de chiffres ultérieurs.

<sup>223</sup> Pas de chiffres ultérieurs.

<sup>224</sup> Pas de chiffres ultérieurs.

<sup>225</sup> Pas de chiffres ultérieurs.